

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2013/09420]

30 JUILLET 2013. — Loi portant création d'un tribunal de la famille et de la jeunesse (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.
Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications du Code civil*

Art. 2. Dans l'article 54 du Code civil, les mots "première instance" sont remplacés par les mots "la famille".

Art. 3. Dans l'article 72 du même Code, modifié par les lois du 15 décembre 1949 et du 9 mai 2007, les mots "première instance" sont remplacés par les mots "la famille".

Art. 4. Dans l'article 72bis du même Code, inséré par la loi du 7 janvier 1908, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "du tribunal" et les mots ", donnée sur requête,".

Art. 5. Dans l'article 112 du même Code, remplacé par la loi du 9 mai 2007, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1^{er}, les mots "tribunal de première instance" sont remplacés par les mots "juge de paix";

2° le § 2 est abrogé;

3° le § 3, qui devient le § 2, est remplacé par ce qui suit:

"§ 2. Le ministère public est chargé de veiller aux intérêts des personnes présumées absentes. Il est entendu en son avis écrit ou oral ou ses réquisitions, conformément aux articles 766, alinéa 2, et 767 du Code judiciaire, sur toutes les demandes qui les concernent."

Art. 6. Dans l'article 113, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 9 mai 2007, les mots "Lorsque le tribunal de première instance" sont remplacés par les mots "Lorsqu'il".

Art. 7. Dans l'article 114, § 2, alinéa 2, 1°, du même Code, remplacé par la loi du 9 mai 2007, les mots "tribunal de première instance" sont remplacés par les mots "juge de paix".

Art. 8. Dans l'article 117, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 9 mai 2007, les mots "tribunal de première instance" sont remplacés par les mots "juge de paix".

Art. 9. Dans l'article 118 du même Code, remplacé par la loi du 9 mai 2007, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1^{er}, les mots "première instance" sont remplacés par les mots "la famille";

2° dans le § 2, les mots "112, § 2" sont remplacés par les mots "112, § 1^{er}".

Art. 10. Dans l'article 120, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 9 mai 2007, les mots "première instance" sont remplacés par les mots "la famille".

Art. 11. Dans l'article 122, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 9 mai 2007, les mots "première instance" sont remplacés par les mots "la famille".

Art. 12. Dans l'article 126 du même Code, remplacé par la loi du 9 mai 2007, les mots "première instance" sont remplacés par les mots "la famille".

Art. 13. Dans l'article 127 du même Code, remplacé par la loi du 9 mai 2007, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "et le tribunal" et les mots "peut dans ce cas".

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2013/09420]

30 JULI 2013. — Wet betreffende de invoering van een familie- en jeugdrechtbank (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid zoals bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van het Burgerlijk Wetboek*

Art. 2. In artikel 54 van het Burgerlijk Wetboek worden de woorden "rechtbank van eerste aanleg" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 3. In artikel 72 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 december 1949 en de wet van 9 mei 2007, worden de woorden "rechtbank van eerste aanleg" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 4. In artikel 72bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 7 januari 1908, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 5. In artikel 112 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 9 mei 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden "rechtbank van eerste aanleg" vervangen door het woord "vrederechter";

2° § 2 wordt opgeheven;

3° § 3, die § 2 wordt, wordt vervangen door wat volgt :

"§ 2. Het openbaar ministerie is ermee belast te waken over de belangen van de vermoedelijk afwezigen. Overeenkomstig de artikelen 766, tweede lid, en 767 van het Gerechtelijk Wetboek wordt het openbaar ministerie gehoord over zijn schriftelijk of mondeling advies of vorderingen met betrekking tot alle rechtsvorderingen die de afwezigen aangaan."

Art. 6. In artikel 113, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 9 mei 2007, worden de woorden "Wanneer de rechtbank van eerste aanleg" vervangen door de woorden "Wanneer hij".

Art. 7. In artikel 114, § 2, tweede lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 9 mei 2007, worden de woorden "rechtbank van eerste aanleg" vervangen door het woord "vrederechter".

Art. 8. In artikel 117, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 9 mei 2007, worden de woorden "rechtbank van eerste aanleg" vervangen door het woord "vrederechter".

Art. 9. In artikel 118 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 9 mei 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden "rechtbank van eerste aanleg" vervangen door het woord "familierechtbank";

2° in § 2 worden de woorden "112, § 2" vervangen door de woorden "112, § 1".

Art. 10. In artikel 120, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 9 mei 2007, worden de woorden "rechtbank van eerste aanleg" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 11. In artikel 122, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 9 mei 2007, worden de woorden "rechtbank van eerste aanleg" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 12. In artikel 126 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 9 mei 2007, worden de woorden "rechtbank van eerste aanleg" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 13. In artikel 127 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 9 mei 2007, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 14. Dans l'article 130, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 9 mai 2007, les mots "chambre de la famille de la" sont insérés entre les mots "formé par requête à la" et les mots "cour d'appel" et les mots "de première instance" sont insérés entre les mots "au greffe du tribunal" et les mots "qui a rendu la décision".

Art. 15. A l'article 145 du même Code, remplacé par la loi du 19 janvier 1990 et modifié par les lois des 29 avril 2001 et 9 mai 2006, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, le mot "jeunesse" est remplacé par le mot "famille";

2° dans l'alinéa 3, le mot "Cour" est remplacé par les mots "chambre de la famille de la cour d'appel".

Art. 16. Dans l'article 148, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 19 janvier 1990, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "le tribunal" et les mots "saisi de la demande".

Art. 17. Dans l'article 167, alinéa 6, du même Code, rétabli par la loi du 4 mai 1999 et modifié par la loi du 1^{er} mars 2000, les mots "première instance" sont remplacés par les mots "la famille".

Art. 18. Dans l'article 185 du même Code, remplacé par la loi du 19 janvier 1990, le mot "jeunesse" est remplacé par le mot "famille".

Art. 19. Dans l'article 203bis du même Code, inséré par la loi du 31 mars 1987 et remplacé par la loi du 19 mars 2010, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 4, alinéa 1^{er}, le mot "juge" est remplacé par les mots "tribunal de la famille";

2° dans le § 4, alinéa 2, le mot "juge" est remplacé par le mot "tribunal".

Art. 20. Dans l'article 203ter, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 31 mars 1987 et remplacé par la loi du 19 mars 2010, le mot "juge" est remplacé par les mots "tribunal de la famille".

Art. 21. Dans l'article 203quater, § 1^{er}, alinéas 2 et 4, et § 2, du même Code, inséré par la loi du 19 mars 2010, le mot "juge" est remplacé par le mot "tribunal".

Art. 22. Dans l'article 210 du même Code, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "le tribunal" et les mots "pourra, en connaissance de cause,".

Art. 23. Dans l'article 214, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976, les mots "juge de paix" sont remplacés par les mots "tribunal de la famille".

Art. 24. A l'article 215 du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976 et modifié par la loi du 20 février 1991, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1^{er}, alinéa 3, les mots "première instance et en cas d'urgence, par le président de ce tribunal" sont remplacés par les mots "la famille";

2° dans le § 2, alinéa 3, les mots "juge de paix" sont remplacés par les mots "tribunal de la famille".

Art. 25. Dans l'article 216, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976, les mots "première instance et en cas d'urgence, devant le président de ce tribunal" sont chaque fois remplacés par les mots "la famille".

Art. 26. Dans l'article 220 du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976 et modifié par les lois du 9 mai 2007 et du 17 mars 2013, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans les §§ 1^{er} et 2, les mots "première instance" sont chaque fois remplacés par les mots "la famille";

2° dans le § 3, les mots "juge de paix" sont remplacés par les mots "tribunal de la famille".

Art. 27. A l'article 221 du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 2, les mots "sans qu'il soit besoin de prouver une faute et" sont insérés entre les mots "l'autre époux peut," et les mots "sans préjudice des droits des tiers";

2° dans l'alinéa 2, les mots "juge de paix" sont remplacés par les mots "tribunal de la famille";

Art. 14. In artikel 130, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 9 mei 2007, worden de woorden "de familiekamer van" ingevoegd tussen de woorden "bij verzoekschrift bij" en de woorden "het hof van beroep" en wordt het woord "rechtbank" vervangen door de woorden "rechtbank van eerste aanleg".

Art. 15. In artikel 145 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 19 januari 1990 en gewijzigd bij de wetten van 29 april 2001 en 9 mei 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord "jeugdrechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank";

2° in het derde lid worden de woorden "het Hof" vervangen door de woorden "de familiekamer van het hof van beroep".

Art. 16. In artikel 148, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 19 januari 1990, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 17. In artikel 167, zesde lid, van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 4 mei 1999 en gewijzigd bij de wet van 1 maart 2000, worden de woorden "rechtbank van eerste aanleg" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 18. In artikel 185 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 19 januari 1990, wordt het woord "jeugdrechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 19. In artikel 203bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 31 maart 1987 en vervangen bij de wet van 19 maart 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 4, eerste lid, wordt het woord "rechter" vervangen door het woord "familierechtbank";

2° in § 4, tweede lid, wordt het woord "rechter" vervangen door het woord "rechtbank".

Art. 20. In artikel 203ter, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 31 maart 1987 en vervangen bij de wet van 19 maart 2010, wordt het woord "rechter" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 21. In artikel 203quater, § 1, tweede en vierde lid, en § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 maart 2010, wordt het woord "rechter" vervangen door het woord "rechtbank".

Art. 22. In artikel 210 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 23. In artikel 214, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976, wordt het woord "vrederechter" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 24. In artikel 215 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976 en gewijzigd bij de wet van 20 februari 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, derde lid, worden de woorden "rechtbank van eerste aanleg, en, in spoedeisende gevallen, door de voorzitter van die rechtbank," vervangen door het woord "familierechtbank";

2° in § 2, derde lid, wordt het woord "vrederechter" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 25. In artikel 216, § 1, tweede lid, en § 2, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976, worden de woorden "rechtbank van eerste aanleg en in spoedeisende gevallen tot de voorzitter van die rechtbank," telkens vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 26. In artikel 220 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976 en gewijzigd bij de wetten van 9 mei 2007 en 17 maart 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de §§ 1 en 2 worden de woorden "rechtbank van eerste aanleg" telkens vervangen door het woord "familierechtbank";

2° in § 3 wordt het woord "vrederechter" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 27. In artikel 221 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid, worden de woorden "zonder dat een fout moet worden bewezen en" ingevoegd tussen de woorden "kan de andere," en de woorden "onverminderd de rechten van derden";

2° in het tweede lid wordt het woord "vrederechter" vervangen door het woord "familierechtbank";

3° un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre les alinéas 2 et 3:

“En aucun cas, la délégation de sommes n’est accordée au conjoint reconnu coupable d’un fait visé aux articles 375, 398 à 400, 402, 403 ou 405 du Code pénal, commis contre la personne du défendeur, ou d’une tentative de commettre un fait visé aux articles 375, 393, 394 ou 397 du même Code contre cette même personne.”;

4° l’alinéa 6 est abrogé.

Art. 28. L’article 223 du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976 et modifié par la loi du 28 janvier 2003, est remplacé par ce qui suit:

“Art. 223. Si l’un des époux manque gravement à ses devoirs, le tribunal de la famille ordonne, à la demande du conjoint, les mesures urgentes conformément aux articles 1253ter/5 et 1253ter/6 du Code judiciaire.

Il en est de même à la demande d’un des époux, si l’entente entre eux est sérieusement perturbée.”.

Art. 29. Dans l’article 301, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 27 avril 2007, les mots “de la famille” sont insérés entre les mots “le tribunal” et les mots “peut, dans le jugement prononçant le divorce”.

Art. 30. Dans l’article 302 du même Code, remplacé par la loi du 13 avril 1995 et modifié par la loi du 27 avril 2007, les mots “président statuant en référé” sont remplacés par les mots “tribunal de la famille statuant”.

Art. 31. A l’article 316bis du même Code, inséré par la loi du 1^{er} juillet 2006 et modifié par la loi du 27 avril 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 1°, le mot “juge” est remplacé par les mots “tribunal de la famille” et les mots “après l’ordonnance du président, siégeant en référé” sont remplacés par les mots “après une ordonnance prise en vertu de l’article 1280 du Code judiciaire”;

2° dans le 3°, les mots “du juge de paix” sont abrogés.

Art. 32. Dans l’article 318 du même Code, remplacé par la loi du 1^{er} juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1^{er}, les mots “devant le tribunal de la famille” sont insérés entre les mots “peut être contesté” et les mots “par la mère, l’enfant”;

2° dans le § 5, les mots “de la famille” sont insérés entre les mots “Le tribunal” et les mots “vérifie que les conditions”.

Art. 33. Dans l’article 322, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 1^{er} juillet 2006, les mots “prononcé par le tribunal de la famille” sont insérés entre les mots “par un jugement” et les mots “, aux conditions fixées à l’article 332quinquies”.

Art. 34. Dans l’article 329bis, § 3, alinéa 3, du même Code, inséré par la loi du 1^{er} juillet 2006, les mots “requête conjointe ou requête contradictoire,” sont insérés entre les mots “par citation,” et les mots “du domicile de l’enfant” sont remplacés par les mots “de la famille compétent”.

Art. 35. Dans l’article 330 du même Code, remplacé par la loi du 1^{er} juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots “devant le tribunal de la famille” sont insérés entre les mots “peut être contestée” et les mots “par le père, l’enfant, l’auteur”, et les mots “devant le tribunal de la famille” sont insérés entre les mots “peut être contestée” et les mots “par la mère, l’enfant, l’auteur”;

2° dans le § 3, le mot “tribunal” est remplacé par le mot “juge”.

Art. 36. Dans l’article 331 du même Code, remplacé par la loi du 31 mars 1987, les modifications suivantes sont apportées:

1° le § 1^{er} est abrogé;

2° dans le § 2, les mots “première instance” sont remplacés par les mots “la famille”.

Art. 37. Dans l’article 331septies du même Code, remplacé par la loi du 31 mars 1987, le mot “tribunaux” est remplacé par les mots “tribunaux de la famille”.

3° tussen het tweede en het derde lid, wordt een lid ingevoegd, luidende :

“In geen geval wordt de overdracht van geldsommen toegestaan aan de echtgenoot die schuldig is bevonden aan een in de artikelen 375, 398 tot 400, 402, 403 of 405 van het Strafwetboek bedoeld feit dat is gepleegd tegen de persoon van de verweerder, of aan een poging tot het plegen van een in de artikelen 375, 393, 394 of 397 van hetzelfde Wetboek bedoeld feit tegen diezelfde persoon.”;

4° het zesde lid wordt opgeheven.

Art. 28. Artikel 223 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976 en gewijzigd bij de wet van 28 januari 2003, wordt vervangen als volgt :

“Art. 223. Indien een der echtgenoten grovelijk zijn plicht verzuimt, beveelt de familierechtbank, op verzoek van de andere echtgenoot, dringende maatregelen, volgens het bepaalde in de artikelen 1253ter/5 en 1253ter/6 van het Gerechtelijk Wetboek.

Hetzelfde geschiedt op verzoek van een der echtgenoten, indien de verstandhouding tussen hen ernstig verstoord is.”.

Art. 29. In artikel 301, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 27 april 2007, wordt het woord “rechtbank” vervangen door het woord “familierechtbank”.

Art. 30. In artikel 302 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 13 april 1995 en gewijzigd bij de wet van 27 april 2007, worden de woorden “voorzitter rechtsprekend in kort geding” vervangen door het woord “familierechtbank”.

Art. 31. In artikel 316bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 1 juli 2006 en gewijzigd bij de wet van 27 april 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 1° wordt het woord “rechter” vervangen door het woord “familierechtbank” en worden de woorden “na de beschikking van de voorzitter zitting houdend in kort geding” vervangen door de woorden “na een beschikking genomen krachtens artikel 1280 van het Gerechtelijk Wetboek”;

2° in het 3° worden de woorden “door de vrederechter” opgeheven.

Art. 32. In artikel 318, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 1 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden “voor de familierechtbank” ingevoegd tussen de woorden “worden betwist” en de woorden “door de moeder, het kind”;

2° in § 5 wordt het woord “rechtbank” vervangen door het woord “familierechtbank”.

Art. 33. In artikel 322, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 1 juli 2006, worden de woorden “uitgesproken door de familierechtbank” ingevoegd tussen de woorden “het bij vonnis” en de woorden “worden vastgesteld.”.

Art. 34. In artikel 329bis, § 3, derde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 1 juli 2006, worden de woorden “gezamenlijk verzoekschrift of verzoekschrift op tegenspraak,” ingevoegd na de woorden “bij dagvaarding,” en worden de woorden “de rechtbank van de woonplaats van het kind” vervangen door de woorden “de bevoegde familierechtbank”.

Art. 35. In artikel 330 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 1 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden “voor de familierechtbank” ingevoegd tussen de woorden “worden betwist” en de woorden “door de vader, het kind, de vrouw” en worden de woorden “voor de familierechtbank” ingevoegd tussen de woorden “worden betwist” en de woorden “door de moeder, het kind, de man”;

2° in § 3 wordt het woord “rechtbank” vervangen door het woord “rechter”.

Art. 36. In artikel 331 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 31 maart 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt opgeheven;

2° in § 2 worden de woorden “rechtbank van eerste aanleg” vervangen door het woord “familierechtbank”.

Art. 37. In artikel 331septies van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 31 maart 1987, wordt het woord “rechtbanken” vervangen door het woord “familierechtbanken”.

Art. 38. Dans l'article 331*decies*, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 31 mars 1987, le mot "tribunal" est remplacé par les mots "tribunal de la famille".

Art. 39. A l'article 338 du même Code, remplacé par la loi du 31 mars 1987 et modifié par la loi du 2 juin 2010, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "président du tribunal" sont remplacés par les mots "tribunal de la famille";

2° dans le § 1^{er}, alinéa 2, le mot "président" est remplacé par le mot "tribunal";

3° dans le § 2, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 40. Dans l'article 346-2, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par les lois du 27 décembre 2004 et du 20 juin 2012, le mot "jeunesse" est chaque fois remplacé par le mot "famille".

Art. 41. Dans l'article 348-1, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par la loi du 17 mars 2013, le mot "tribunal" est remplacé par les mots "tribunal de la famille".

Art. 42. Dans l'article 348-2 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par les lois du 9 mai 2007 et du 17 mars 2013, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "le tribunal" et les mots "appelé à statuer".

Art. 43. Dans l'article 348-4, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "par le tribunal" et les mots "devant lequel le consentement".

Art. 44. Dans l'article 348-8, alinéa 1^{er}, 1°, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "au tribunal" et les mots "saisi de la requête".

Art. 45. Dans l'article 348-10, alinéa 1^{er}, 1°, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "au tribunal" et les mots "saisi de la requête".

Art. 46. Dans l'article 348-11, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "au tribunal" et les mots "que ce refus est abusif".

Art. 47. Dans l'article 351, alinéa 3, du même Code, remplacé par la loi du 24 avril 2003, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "le tribunal" et les mots "déclare que cette adoption".

Art. 48. Dans l'article 353-5, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "le tribunal" et les mots "décide dans l'intérêt".

Art. 49. Dans l'article 353-6, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "au tribunal" et les mots "appelé à statuer".

Art. 50. Dans l'article 353-10 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, le mot "jeunesse" est remplacé par le mot "famille".

Art. 51. Dans l'article 354-1, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "le tribunal" et les mots "peut ne prononcer la révocation".

Art. 52. Dans l'article 354-2, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, le mot "jeunesse" est chaque fois remplacé par le mot "famille".

Art. 53. Dans l'article 361-1, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par les lois des 30 décembre 2009 et 20 juin 2012, le mot "jeunesse" est remplacé par le mot "famille".

Art. 54. Dans l'article 361-2 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par la loi du 30 décembre 2009, les mots "du tribunal de la jeunesse" sont remplacés par les mots "du tribunal de première instance".

Art. 55. Dans l'article 362-2 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par la loi du 27 décembre 2004, le mot "jeunesse" est remplacé par le mot "famille".

Art. 56. Dans l'article 363-3, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, le mot "jeunesse" est remplacé par le mot "famille".

Art. 38. In artikel 331*decies*, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 31 maart 1987, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 39. In artikel 338 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 31 maart 1987 en gewijzigd bij de wet van 2 juni 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "voorzitter van de rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank";

2° in § 1, tweede lid, wordt het woord "voorzitter" vervangen door het woord "rechtbank" en wordt het woord "hem" vervangen door het woord "haar";

3° in § 2 wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 40. In artikel 346-2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wetten van 27 december 2004 en 20 juni 2012, wordt het woord "jeugdrechtbank" telkens vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 41. In artikel 348-1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 17 maart 2013, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 42. In artikel 348-2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wetten van 9 mei 2007 en 17 maart 2013, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 43. In artikel 348-4, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 44. In artikel 348-8, eerste lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 45. In artikel 348-10, eerste lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 46. In artikel 348-11, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 47. In artikel 351, derde lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 48. In artikel 353-5, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 49. In artikel 353-6, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 50. In artikel 353-10 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord "jeugdrechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 51. In artikel 354-1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 52. In artikel 354-2, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord "jeugdrechtbank" telkens vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 53. In artikel 361-1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wetten van 30 december 2009 en 20 juni 2012, wordt het woord "jeugdrechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 54. In artikel 361-2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 30 december 2009, worden de woorden "van de jeugdrechtbank" vervangen door de woorden "van de rechtbank van eerste aanleg".

Art. 55. In artikel 362-2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en vervangen bij de wet van 27 december 2004, wordt het woord "jeugdrechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 56. In artikel 363-3, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord "jeugdrechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 57. Dans l'article 367-3 du même Code, inséré par la loi du 27 décembre 2004, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "première instance" sont remplacés par les mots "la famille";

2° dans le § 1^{er}, l'alinéa 3 est complété par les mots "de la famille";

3° dans le § 2, alinéa 5, les mots "tribunal qui a statué sur la demande" sont remplacés par les mots "tribunal de première instance de Bruxelles".

Art. 58. Dans l'article 373, alinéa 3, du même Code, remplacé par la loi du 13 avril 1995, le mot "jeunesse" est remplacé par le mot "famille".

Art. 59. A l'article 374 du même Code, rétabli par la loi du 31 mars 1987, remplacé par la loi du 13 avril 1995 et modifié par la loi du 18 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1^{er}, alinéa 4, le mot "jeunesse" est remplacé par le mot "famille";

2° dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "qu'ils saisissent le tribunal" et les mots "de leur litige,";

3° dans le § 1^{er}, alinéa 2, le mot "juge" est remplacé par les mots "tribunal de la famille".

Art. 60. Dans l'article 375bis, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 13 avril 1995, le mot "jeunesse" est remplacé par le mot "famille".

Art. 61. Dans l'article 376, alinéa 4, du même Code, rétabli par la loi du 31 mars 1987 et remplacé par la loi du 13 avril 1995, le mot "jeunesse" est remplacé par le mot "famille".

Art. 62. Dans l'article 378, § 1^{er}, du même Code, modifié par les lois des 29 avril 2001 et 13 février 2003, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

"La compétence territoriale du juge de paix est réglée conformément à l'article 629quater du Code judiciaire. A défaut de domicile ou de résidence habituelle du mineur, le juge de paix compétent est :

- celui du dernier domicile commun en Belgique des père et mère ou, le cas échéant, celui du dernier domicile en Belgique du parent qui exerce seul l'autorité parentale, et à défaut,

- celui de la dernière résidence commune des père et mère en Belgique, ou à défaut celui de la dernière résidence en Belgique de celui qui exerce seul l'autorité parentale."

Art. 63. Dans l'article 379, alinéa 3, du même Code, rétabli par la loi du 31 mars 1987 et modifié par la loi du 13 février 2003, les mots "du tribunal" sont remplacés par les mots "du tribunal de la famille".

Art. 64. L'article 387bis du même Code, inséré par la loi du 13 avril 1995 et modifié par la loi du 18 juillet 2006, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 387bis. Dans tous les cas et sans préjudice des articles 584 et 1280 du Code judiciaire, le tribunal de la famille peut, à la demande des père et mère, de l'un d'eux ou du procureur du Roi, ordonner ou modifier, dans l'intérêt de l'enfant, toute disposition relative à l'autorité parentale et ce conformément aux articles 1253ter/5 et 1253ter/6 du Code judiciaire."

Art. 65. Dans l'article 387ter du même Code, inséré par la loi du 18 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

"Lorsque l'un des parents refuse d'exécuter les décisions judiciaires relatives à l'hébergement des enfants ou au droit aux relations personnelles, la cause peut être ramenée devant le tribunal de la famille déjà saisi.";

2° au § 1^{er}, l'alinéa 3 est abrogé;

3° dans le § 2, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "le tribunal" et les mots "est saisi".

Art. 57. In artikel 367-3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 december 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "rechtbank van eerste aanleg" vervangen door het woord "familierechtbank";

2° in § 1, derde lid, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank";

3° in § 2, vijfde lid, worden de woorden "bij de rechtbank die over de vordering heeft beslist" vervangen door de woorden "bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel".

Art. 58. In artikel 373, derde lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 13 april 1995, wordt het woord "jeugdrechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 59. In artikel 374 van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 31 maart 1987, vervangen bij de wet van 13 april 1995 en gewijzigd bij de wet van 18 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, vierde lid, wordt het woord "jeugdrechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank";

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden "bij de rechtbank" vervangen door de woorden "bij de familierechtbank";

3° in § 1, tweede lid, wordt het woord "rechter" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 60. In artikel 375bis, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 april 1995, wordt het woord "jeugdrechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 61. In artikel 376, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 31 maart 1987 en vervangen bij de wet van 13 april 1995, wordt het woord "jeugdrechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 62. In artikel 378, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 29 april 2001 en 13 februari 2003, wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

"De territoriale bevoegdheid van de vrederechter wordt geregeld overeenkomstig artikel 629quater van het Gerechtelijk Wetboek. Bij gebrek aan woonplaats of gewone woonplaats van de minderjarige is de bevoegde vrederechter :

- die van de laatste gemeenschappelijke woonplaats in België van de ouders of in voorkomend geval, die van de laatste woonplaats in België van de ouder die het ouderlijk gezag alleen uitoefent, en bij ontstentenis daarvan,

- die van de laatste gemeenschappelijke verblijfplaats in België van de ouders of in voorkomend geval, die van de laatste verblijfplaats in België van diegene die het ouderlijk gezag alleen uitoefent."

Art. 63. In artikel 379, derde lid, van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 31 maart 1987 en gewijzigd bij de wet van 13 februari 2003, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 64. Artikel 387bis van hetzelfde wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 april 1995 en gewijzigd bij de wet van 18 juli 2006, wordt vervangen als volgt :

"Art. 387bis. In alle gevallen, en onverminderd de artikelen 584 en 1280 van het Gerechtelijk Wetboek, kan de familierechtbank in het belang van het kind, op verzoek van beide ouders of van één van hen, dan wel van de procureur des Konings, alle beschikkingen met betrekking tot het ouderlijk gezag opleggen of wijzigen, volgens het bepaalde in de artikelen 1253ter/5 en 1253ter/6 van het Gerechtelijk Wetboek."

Art. 65. In artikel 387ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 18 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"Ingeval één van de ouders weigert de rechterlijke beslissingen met betrekking tot de verblijfsregeling van de kinderen of het recht op persoonlijk contact uit te voeren, kan de zaak opnieuw voor de reeds geadieerde familierechtbank worden gebracht.";

2° in § 1 wordt het derde lid opgeheven;

3° in § 2 wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 66. Dans l'article 389 du même Code, remplacé par les lois des 29 avril 2001 et 17 mars 2013, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

"A moins qu'elle ne résulte d'une décision explicite prise conformément à l'article 492/1, d'une absence présumée ou d'une absence déclarée, cette impossibilité est constatée par le tribunal de la famille conformément à l'article 1236bis du Code judiciaire."

Art. 67. Dans l'article 475ter du même Code, inséré par la loi du 21 mars 1969, renuméroté par la loi du 31 mars 1987 et modifié par la loi du 29 avril 2001, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans les alinéas 2 et 3, le mot "jeunesse" est chaque fois remplacé par le mot "famille";

2° à l'alinéa 3, la dernière phrase est remplacée par ce qui suit :

"Le procureur du Roi est entendu ou rend un avis par écrit."

Art. 68. Dans l'article 475quinquies, alinéas 1^{er} et 2, du même Code, inséré par la loi du 21 mars 1969 et renuméroté par la loi du 31 mars 1987, le mot "jeunesse" est chaque fois remplacé par le mot "famille".

Art. 69. Dans l'article 475sexies, alinéas 1^{er} et 2, du même Code, inséré par la loi du 21 mars 1969, renuméroté par la loi du 31 mars 1987 et remplacé par la loi du 29 avril 2001, le mot "jeunesse" est chaque fois remplacé par le mot "famille".

Art. 70. Dans l'article 477, alinéas 1^{er} et 3, du même Code, remplacé par la loi du 8 avril 1965 et modifié par la loi du 31 mars 1987, le mot "jeunesse" est chaque fois remplacé par le mot "famille".

Art. 71. Dans l'article 478, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 29 avril 2001, le mot "jeunesse" est chaque fois remplacé par le mot "famille".

Art. 72. Dans l'article 479, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 29 avril 2001, le mot "jeunesse" est remplacé par le mot "famille".

Art. 73. Dans l'article 480, alinéas 1^{er} et 2, du même Code, remplacé par la loi du 10 mars 1975, le mot "jeunesse" est chaque fois remplacé par le mot "famille".

Art. 74. Dans l'article 745quater, § 2, alinéa 3, du même Code, inséré par la loi du 14 mai 1981, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "Le tribunal" et les mots "peut refuser la conversion".

Art. 75. Dans l'article 745sexies, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 14 mai 1981, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "le tribunal" et les mots "est saisi par requête".

Art. 76. Dans l'article 770 du même Code, modifié par les lois du 15 décembre 1949 et du 14 mai 1981, les mots "première instance" sont remplacés par les mots "la famille".

Art. 77. Dans l'article 798 du même Code, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "le tribunal" et les mots "saisi de la contestation".

Art. 78. Dans l'article 803bis du même Code, inséré par la loi du 10 octobre 1967, les mots "président du tribunal" sont remplacés par les mots "tribunal de la famille".

Art. 79. Dans l'article 813, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 10 octobre 1967, les mots "première instance" sont remplacés par les mots "la famille, conformément à l'article 1228 du Code judiciaire".

Art. 80. Dans l'article 826, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 10 octobre 1967, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "Sauf décision contraire du tribunal" et les mots ", les biens indivis sont affectés".

Art. 81. Dans l'article 858bis, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 14 mai 1981, les mots "juge de paix saisi sur requête ou par le tribunal" sont remplacés par les mots "tribunal de la famille".

Art. 82. Dans l'article 936, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 29 avril 2001, les mots "président du tribunal de première instance" sont remplacés par les mots "juge de paix".

Art. 66. In artikel 389 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wetten van 29 april 2001 en 17 maart 2013, wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

"Tenzij deze onmogelijkheid voortvloeit uit een uitdrukkelijke beslissing genomen overeenkomstig artikel 492/1, uit een vermoeden van afwezigheid of uit een verklaring van afwezigheid, wordt ze vastgesteld door de familierechtbank overeenkomstig artikel 1236bis van het Gerechtelijk Wetboek."

Art. 67. In artikel 475ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet 21 maart 1969, vernummerd bij de wet van 31 maart 1987 en gewijzigd bij de wet van 29 april 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede en het derde lid wordt het woord "jeugdrechtsbank" telkens vervangen door het woord "familierechtbank";

2° in het derde lid wordt de laatste zin vervangen door wat volgt :

"De procureur des Konings wordt gehoord of brengt een schriftelijk advies uit."

Art. 68. In artikel 475quinquies, eerste en tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 21 maart 1969 en vernummerd bij de wet van 31 maart 1987, wordt het woord "jeugdrechtsbank" telkens vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 69. In artikel 475sexies, eerste en tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet 21 maart 1969, vernummerd bij de wet van 31 maart 1987 en vervangen bij de wet van 29 april 2001, wordt het woord "jeugdrechtsbank" telkens vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 70. In artikel 477, eerste en derde lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 8 april 1965 en gewijzigd bij de wet van 31 maart 1987, wordt het woord "jeugdrechtsbank" telkens vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 71. In artikel 478, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 29 april 2001, wordt het woord "jeugdrechtsbank" telkens vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 72. In artikel 479, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 29 april 2001, wordt het woord "jeugdrechtsbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 73. In artikel 480, eerste en tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 10 maart 1975, wordt het woord "jeugdrechtsbank" telkens vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 74. In artikel 745quater, § 2, derde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 14 mei 1981 wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 75. In artikel 745sexies, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 14 mei 1981, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 76. In artikel 770 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 15 december 1949 en 14 mei 1981, worden de woorden "rechtbank van eerste aanleg" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 77. In artikel 798 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 78. In artikel 803bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 oktober 1967, worden de woorden "voorzitter van de rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 79. In artikel 813, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 10 oktober 1967, worden de woorden "de rechtbank van eerste aanleg" vervangen door de woorden "de familierechtbank, overeenkomstig artikel 1228 van het Gerechtelijk Wetboek".

Art. 80. In artikel 826, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 81. In artikel 858bis, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 14 mei 1981, worden de woorden "vrederechter bij wie de zaak aanhangig is gemaakt bij verzoekschrift, of door de rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 82. In artikel 936, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 29 april 2001, worden de woorden "voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg" vervangen door het woord "vrederechter".

Art. 83. Dans l'article 985 du même Code, les mots "à cause de la peste ou autre maladie contagieuse" sont remplacés par les mots "à cause d'une maladie contagieuse".

Art. 84. Dans l'article 991 du même Code, modifié par la loi du 15 décembre 1949, les mots "de la justice de paix" sont remplacés par les mots "du tribunal de première instance".

Art. 85. Dans l'article 992 du même Code, modifié par la loi du 15 décembre 1949, les mots "du commissaire maritime" sont remplacés par les mots "de l'agent chargé du contrôle de la navigation".

Art. 86. Dans l'article 993 du même Code, modifié par la loi du 15 décembre 1949, les mots "du commissaire maritime" sont remplacés par les mots "de l'agent chargé du contrôle de la navigation".

Art. 87. Dans l'article 1008 du même Code, remplacé par la loi du 2 février 1983, les mots "président du tribunal de première instance" sont remplacés par les mots "tribunal de la famille".

Art. 88. Dans l'article 1095 du même Code, remplacé par la loi du 19 janvier 1990, le mot "jeunesse" est remplacé par le mot "famille".

Art. 89. Dans l'article 1309 du même Code, remplacé par la loi du 19 janvier 1990, le mot "jeunesse" est remplacé par le mot "famille".

Art. 90. Dans l'article 1397, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976 et modifié par la loi du 19 janvier 1990, le mot "jeunesse" est remplacé par le mot "famille".

Art. 91. Dans l'article 1420 du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976, les mots "première instance" sont remplacés par les mots "la famille".

Art. 92. Dans l'article 1421 du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "juge de paix" sont remplacés par les mots "tribunal de la famille";

2° dans l'alinéa 2, les mots "juge de paix" sont remplacés par le mot "tribunal".

Art. 93. Dans l'article 1422, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976, les mots "première instance" sont remplacés par les mots "la famille".

Art. 94. Dans l'article 1426, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "Le tribunal" et les mots "peut confier cette gestion".

Art. 95. Dans l'article 1442, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "avec l'autorisation du tribunal" et les mots ", prélever, lors du partage".

Art. 96. L'article 1443 du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976, est complété par les mots "de la famille".

Art. 97. Dans l'article 1447, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "demander au tribunal" et les mots "de faire application".

Art. 98. Dans l'article 1469, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976, le mot "tribunal" est remplacé par les mots "tribunal de la famille".

Art. 99. L'article 1479 du même Code, inséré par la loi du 23 novembre 1998 et modifié par la loi du 28 janvier 2003, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 1479. Si l'entente entre les cohabitants légaux est sérieusement perturbée, le tribunal de la famille ordonne, à la demande d'une des parties, les mesures urgentes analogues à celles prévues aux articles 1253ter/5 et 1253ter/6 du Code judiciaire.

Le tribunal fixe la durée de validité des mesures qu'il ordonne. En toute hypothèse, ces mesures cessent de produire leurs effets au jour de la cessation de la cohabitation légale, telle que prévue à l'article 1476, § 2, alinéa 6, sauf si ces mesures concernent les enfants communs des cohabitants légaux.

Art. 83. In artikel 985 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "ten gevolge van de pest of een andere besmettelijke ziekte" vervangen door de woorden "ten gevolge van een besmettelijke ziekte".

Art. 84. In artikel 991 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 december 1949, worden de woorden "het vrederecht" vervangen door de woorden "de rechtbank van eerste aanleg".

Art. 85. In artikel 992 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 december 1949, worden de woorden "de waterschout" vervangen door de woorden "de met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaar".

Art. 86. In artikel 992 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 december 1949, worden de woorden "de waterschout" vervangen door de woorden "de met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaar".

Art. 87. In artikel 1008 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 2 februari 1983, worden de woorden "voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 88. In artikel 1095 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 19 januari 1990, wordt het woord "jeugdrechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 89. In artikel 1309 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 19 januari 1990, wordt het woord "jeugdrechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 90. In artikel 1397, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976 en gewijzigd bij de wet van 19 januari 1990, wordt het woord "jeugdrechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 91. In artikel 1420 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976, worden de woorden "rechtbank van eerste aanleg" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 92. In artikel 1421 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord "vrederechter" vervangen door het woord "familierechtbank";

2° in het tweede lid wordt het woord "vrederechter" vervangen door het woord "rechtbank" en wordt het woord "zijn" vervangen door het woord "haar".

Art. 93. In artikel 1422, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976, worden de woorden "rechtbank van eerste aanleg" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 94. In artikel 1426, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 95. In artikel 1442, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976, worden de woorden "van de rechtbank" vervangen door de woorden "van de familierechtbank".

Art. 96. In artikel 1443 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 97. In artikel 1447, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 98. In artikel 1469, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976, wordt het woord "rechter" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 99. Artikel 1479 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 23 november 1998 en gewijzigd bij de wet van 28 januari 2003, wordt vervangen als volgt :

"Art. 1479. Indien de verstandhouding tussen de wettelijk samenwonenden ernstig verstoord is, beveelt de familierechtbank, op verzoek van één van de partijen, de dringende maatregelen die analoog zijn met die waarin de artikelen 1253ter/5 en 1253ter/6 van het Gerechtelijk Wetboek voorzien.

De rechtbank bepaalt de geldigheidsduur van de maatregelen die zij oplegt. Hoe dan ook vervallen die maatregelen op de dag dat de wettelijke samenwoning, zoals bedoeld in artikel 1476, § 2, zesde lid, wordt beëindigd, behalve wanneer deze maatregelen de gemeenschappelijke kinderen van de wettelijk samenwonenden betreffen.

Après la cessation de la cohabitation légale, et pour autant que la demande ait été introduite dans les trois mois de cette cessation, le tribunal ordonne les mesures urgentes et provisoires justifiées par cette cessation. Il fixe la durée de validité des mesures qu'il ordonne. Cette durée de validité ne peut excéder un an, sauf si ces mesures concernent les enfants communs des cohabitants légaux.

Le tribunal ordonne ces mesures conformément aux articles 1253^{ter} à 1253octies du Code judiciaire.”.

Art. 100. Dans l'article 1595, alinéa 1^{er}, 4^o, du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976, les mots “de la famille” sont insérés entre les mots “avec l'autorisation du tribunal” et les mots “, la part de son conjoint”.

CHAPITRE 3. — Modifications du Code judiciaire

Art. 101. Dans l'article 58bis, 4^o, du Code judiciaire, inséré par la loi du 22 décembre 1998 et modifié en dernier lieu par la loi du 13 juin 2006, les mots “juge au tribunal de jeunesse” sont remplacés par les mots “juge au tribunal de la famille et de la jeunesse” et les mots “juge d'appel de la jeunesse” sont remplacés par les mots “juge d'appel de la famille et de la jeunesse”.

Art. 102. L'article 76 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 3 décembre 2006, est remplacé par ce qui suit :

“Art. 76. § 1^{er}. Le tribunal de première instance comprend une ou plusieurs chambres civiles, une ou plusieurs chambres correctionnelles, une ou plusieurs chambres de la famille, une ou plusieurs chambres de la jeunesse, une ou plusieurs chambres de règlement à l'amiable et, pour le tribunal de première instance du siège de la cour d'appel, une ou plusieurs chambres de l'application des peines.

Ces chambres composent quatre sections dénommées respectivement tribunal civil, tribunal correctionnel, tribunal de la famille et de la jeunesse et tribunal de l'application des peines.

Le tribunal de la famille et de la jeunesse se compose de la ou des chambres de la famille, constituant le tribunal de la famille, de la ou des chambres de la jeunesse, constituant le tribunal de la jeunesse, et de la ou des chambres de règlement à l'amiable.

§ 2. Une ou plusieurs chambres du tribunal correctionnel se voient attribuer notamment la compétence relative aux procédures de comparution immédiate et de convocation par procès-verbal.

Une chambre correctionnelle au moins connaît en particulier des infractions aux lois et règlements relatifs à une des matières qui relèvent de la compétence des juridictions du travail et, en cas de concours ou de connexité, des infractions citées avec une ou plusieurs infractions qui ne sont pas de la compétence des juridictions du travail.

§ 3. Une ou plusieurs chambres spécifiques du tribunal de la jeunesse, dénommées chambres de dessaisissement, se voient attribuer la compétence de juger des personnes ayant fait l'objet d'une décision de dessaisissement en application de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait, dans le cadre d'un délit ou crime correctionnalisable.

§ 4. Les chambres d'application des peines peuvent siéger dans tout tribunal de première instance situé dans le ressort de la cour d'appel, ainsi que dans les établissements pénitentiaires.”.

Art. 103. Dans l'article 78 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 3 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées:

1^o dans les alinéas 4 et 5, les mots “76, alinéa 6” sont chaque fois remplacés par les mots “76, § 2, alinéa 2”;

2^o dans l'alinéa 2, les mots “tribunal de la jeunesse” sont remplacés par les mots “tribunal de la famille et de la jeunesse”;

3^o l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“Chaque chambre de règlement à l'amiable est composée d'un juge unique ayant suivi la formation spécialisée dispensée par l'Institut de formation judiciaire.”.

Na de beëindiging van het wettelijk samenwonen en voor zover de vordering binnen drie maanden na die beëindiging is ingesteld, gelast de rechtbank de dringende en voorlopige maatregelen die ingevolge de beëindiging gerechtvaardigd zijn. Zij bepaalt de geldigheidsduur van de maatregelen die zij oplegt. Die geldigheidsduur mag niet langer dan één jaar bedragen, behalve wanneer deze maatregelen betrekking hebben op de gemeenschappelijke kinderen van de wettelijk samenwonenden.

De rechtbank beschikt overeenkomstig de artikelen 1253^{ter} tot 1253octies van het Gerechtelijk Wetboek.”.

Art. 100. In artikel 1595, eerste lid, 4^o, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976, wordt het woord “rechter” vervangen door het woord “familierechtbank”.

HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen van het Gerechtelijk Wetboek

Art. 101. In artikel 58bis, 4^o, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998 en laatst gewijzigd bij de wet van 13 juni 2006, wordt het woord “jeugdrechtbank” vervangen door de woorden “familie- en jeugdrechtbank” en worden de woorden “jeugdrechter in hoger beroep” vervangen door de woorden “familie- en jeugdrechter in hoger beroep”.

Art. 102. Artikel 76 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 3 december 2006, wordt vervangen als volgt :

“Art. 76. § 1. De rechtbank van eerste aanleg bestaat uit een of meer kamers voor burgerlijke zaken, uit één of meer kamers voor correctionele zaken, uit één of meer jeugdkamers en, bij de rechtbank van eerste aanleg waar de zetel van het hof van beroep is gevestigd, uit een of meer strafuitvoeringskamers.

Die kamers vormen vier afdelingen, respectievelijk genaamd : burgerlijke rechtbank, correctionele rechtbank, familie- en jeugdrechtbank en strafuitvoeringsrechtbank.

De familie- en jeugdrechtbank bestaat uit de familiekamer(s) de familie rechtbank vormend, de jeugdkamer(s) de jeugdrechtbank vormend en de kamer(s) voor minnelijke schikking.

§ 2. In de afdeling van de correctionele rechtbank worden een of meer kamers onder meer bevoegd voor de procedures van onmiddellijke verschijning en van oproeping bij proces-verbaal.

Ten minste één correctionele kamer neemt in het bijzonder kennis van de overtredingen van de wetten en verordeningen over een van de aangelegenheden die behoren tot de bevoegdheid van de arbeidsge rechten, en, in geval van samenloop of samenhang, van genoemde overtredingen samen met een of meer overtredingen die niet behoren tot de bevoegdheid van de arbeidsge rechten.

§ 3. In de afdeling van de jeugdrechtbank worden één of meer specifieke kamers, kamers van uithandengeving genaamd, bevoegd voor de berechting van personen ten aanzien van wie een beslissing tot uithandengeving is genomen overeenkomstig de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade, in het kader van een wanbedrijf of correctionaliseerbare misdaad.

§ 4. De strafuitvoeringskamers kunnen zitting hebben in elke rechtbank van eerste aanleg gevestigd in het rechtsgebied van het hof van beroep, alsmede in de strafinrichtingen.”.

Art. 103. In artikel 78 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 3 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het vierde en het vijfde lid worden de woorden “76, zesde lid,” telkens vervangen door de woorden “76, § 2, tweede lid,”;

2^o in het tweede lid wordt het woord “jeugdrechtbank” vervangen door de woorden “familie- en jeugdrechtbank.”;

3^o het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende :

“Elke kamer voor minnelijke schikking bestaat uit een alleenrechtsprekende rechter die de door het Instituut voor gerechtelijke opleiding verstrekte gespecialiseerde opleiding heeft gevolgd.”.

Art. 104. Dans l'article 79 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 17 mai 2006, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "tribunal de la jeunesse" sont remplacés par les mots "tribunal de la famille et de la jeunesse";

2° l'alinéa 6 est remplacé par ce qui suit :

"Les juges au tribunal de la famille et de la jeunesse peuvent siéger dans les chambres civiles du tribunal de première instance. Toutefois, le juge qui siège à la chambre de règlement à l'amiable ne peut jamais siéger, pour les dossiers dont il a pris connaissance, dans les autres chambres du tribunal de la famille et de la jeunesse. Sauf s'il s'agit de l'homologation d'un accord ou d'un procès-verbal de conciliation, la décision rendue par un juge ayant auparavant connu du litige alors qu'il siégeait dans une chambre de règlement à l'amiable, est nulle.";

3° dans l'alinéa 7, le mot "jeunesse" est chaque fois remplacé par les mots "famille et de la jeunesse";

4° l'alinéa 8 est remplacé par ce qui suit :

"Le vice-président le plus ancien du tribunal de première instance siégeant au tribunal de la famille et de la jeunesse ou, à défaut, le titulaire désigné conformément à la procédure prévue à l'article 259quinquies, § 1^{er}, 1°, a la direction du tribunal de la famille et de la jeunesse et assume la répartition du service.".

Art. 105. Dans l'article 80 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 18 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

"En cas d'empêchement d'un juge d'instruction, d'un juge des saisies ou d'un juge au tribunal de la famille et de la jeunesse, le président désigne un juge effectif pour le remplacer. Le juge au tribunal de la famille et de la jeunesse empêché est remplacé par priorité par un autre juge au tribunal de la famille et de la jeunesse.";

2° dans l'alinéa 2, le mot "jeunesse" est remplacé par les mots "famille et de la jeunesse";

3° dans l'alinéa 3, les mots "de la jeunesse" sont chaque fois remplacés par les mots "au tribunal de la famille et de la jeunesse";

4° dans l'alinéa 3, les mots "De plus" sont remplacés par les mots "En outre";

5° dans l'alinéa 4, le mot "jeunesse" est remplacé par les mots "famille et de la jeunesse".

Art. 106. Dans l'article 88, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 3 décembre 2006, les mots "76, alinéa 6" sont remplacés par les mots "76, § 2, alinéa 2".

Art. 107. L'article 90 du même Code, remplacé par la loi du 25 avril 2007, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Pour la répartition des affaires entre les chambres de la famille et les chambres de la jeunesse du tribunal de la famille et de la jeunesse, le président veille, dans la mesure du possible que:

1° la chambre du tribunal de la famille ayant connu de la cause précédemment soit saisie de celle-ci;

2° un juge ayant connu d'une cause civile visée à l'article 725bis à l'égard d'un enfant mineur ne puisse connaître d'une cause visée par la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait.".

Art. 108. L'article 95 du même Code est complété par la phrase suivante:

"Sans préjudice de l'article 584, alinéa 2, le tribunal de la famille tient l'audience à laquelle sont portés les référés pour les matières qui sont de la compétence de ce tribunal.".

Art. 109. Dans l'article 99bis du même Code, inséré par la loi du 3 décembre 2006, les mots "article 76, alinéa 6" sont remplacés par les mots "article 76, § 2, alinéa 2".

Art. 110. L'article 101 du même Code est remplacé par ce qui suit :

"Art. 101. § 1^{er}. Il y a à la cour d'appel des chambres civiles, des chambres correctionnelles, des chambres de la famille, des chambres de la jeunesse et des chambres de règlement à l'amiable.

Une chambre correctionnelle au moins connaît des appels formés contre les jugements rendus dans les matières visées à l'article 76, § 2, alinéa 2.

Art. 104. In artikel 79 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 17 mei 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord "jeugdrechtsbank" vervangen door de woorden "familie- en jeugdrechtsbank";

2° het zesde lid wordt vervangen door wat volgt :

"De rechters in de familie- en jeugdrechtsbank kunnen zitting nemen in de burgerlijke kamers van de rechtsbank van eerste aanleg. De rechter die echter in de kamer voor minnelijke schikking zitting heeft, kan voor de dossiers waarvan hij kennis heeft genomen, nooit zitting hebben in de andere kamers van de familie- en jeugdrechtsbank. De beslissing van een rechter die eerder van het geschil kennis heeft genomen terwijl hij zitting had in een kamer voor minnelijke schikking, is nietig behalve als het om de homologatie van een akkoord of een proces-verbaal van verzoening gaat.";

3° in het zevende lid wordt het woord "jeugdrechtsbank" telkens vervangen door de woorden "familie- en jeugdrechtsbank";

4° het achtste lid wordt vervangen door wat volgt :

"De leiding van de rechtsbank en de verdeling van de dienst berust bij de oudstbenoemde ondervoorzitter van de rechtsbank van eerste aanleg die zitting heeft in de familie- en jeugdrechtsbank of, bij gebreke hiervan, bij de titularis die aangewezen wordt overeenkomstig de procedure voorzien in artikel 259quinquies, § 1, 1°.".

Art. 105. In artikel 80 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 18 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door wat volgt :

"Bij verhindering van een onderzoeksrechter, een beslagrechter of een rechter van de familie- en jeugdrechtsbank wijst de voorzitter een werkend rechter aan om hem te vervangen. De verhinderde rechter van de familie- en jeugdrechtsbank wordt bij voorrang vervangen door een andere rechter van de familie- en jeugdrechtsbank.";

2° in het tweede lid wordt het woord "jeugdrechtsbank" vervangen door de woorden "familie- en jeugdrechtsbank";

3° in het derde lid wordt het woord "jeugdrechter" telkens vervangen door de woorden "familie- en jeugdrechter";

4° in de Franse tekst van het derde lid worden de woorden "De plus" vervangen door de woorden "En outre";

5° in het vierde lid wordt het woord "jeugdrechtsbank" vervangen door de woorden "familie- en jeugdrechtsbank".

Art. 106. In artikel 88, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 3 december 2006, worden de woorden "76, zesde lid" vervangen door de woorden "76, § 2, tweede lid".

Art. 107. Artikel 90 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 april 2007, wordt aangevuld met een lid, luidende :

"De voorzitter zorgt er bij de verdeling van de zaken over de familiekamers en de jeugdkamers van de familie- en jeugdrechtsbank in de mate van het mogelijke voor dat :

1° de zaak aanhangig wordt gemaakt bij de kamer van de familie-rechtsbank die voordien van de zaak kennisgenomen heeft;

2° een rechter die kennisgenomen heeft van een burgerlijke zaak als bedoeld in artikel 725bis ten aanzien van een minderjarig kind, geen kennis kan nemen van een zaak als bedoeld bij de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade.".

Art. 108. Artikel 95 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met de volgende zin :

"Onverminderd artikel 584, tweede lid, houdt de familierechtsbank de zitting in kort geding voor de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van die rechtsbank behoren.".

Art. 109. In artikel 99bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 3 december 2006, worden de woorden "artikel 76, zesde lid" vervangen door de woorden "artikel 76, § 2, tweede lid".

Art. 110. Artikel 101 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 101. § 1 Er zijn in het hof van beroep kamers voor burgerlijke zaken, kamers voor correctionele zaken, familiekamers, jeugdkamers en kamers voor minnelijke schikking.

Ten minste één correctionele kamer neemt kennis van het hoger beroep ingesteld tegen de vonnissen gewezen betreffende de in artikel 76, § 2, tweede lid, bedoelde aangelegenheden.

Parmi les chambres de la jeunesse, une chambre au moins se voit attribuer la compétence relative aux poursuites engagées contre des personnes à la suite d'une décision de dessaisissement prise en application de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait, dans le cadre d'un délit et/ou d'un crime correctionnalisable.

§ 2. La cour d'appel se compose d'un premier président, de présidents de chambre et de conseillers à la cour d'appel.

Les chambres de la cour d'appel siègent soit au nombre de trois conseillers à la cour, y compris le président, soit au nombre d'un seul membre, président de chambre ou conseiller à la cour.

La chambre correctionnelle spécialisée, visée au § 1^{er}, alinéa 2, est composée de deux conseillers à la cour d'appel, y compris le président, et d'un conseiller à la cour du travail.

Pour que les chambres de la jeunesse visées au § 1^{er}, alinéa 3, soient constituées valablement, deux au moins de leurs membres doivent avoir suivi la formation organisée dans le cadre de la formation continue des magistrats visées à l'article 259sexies, § 1^{er}, 1^o, alinéa 3, requise pour l'exercice de la fonction de juge au tribunal de la famille et de la jeunesse.

Pour que la chambre spécialisée de règlement à l'amiable soit constituée valablement, le membre de la cour désigné pour cette chambre doit avoir suivi une formation spéciale dont le contenu est déterminé par l'Institut de formation judiciaire. Si les nécessités du service le justifient, le premier président de la cour d'appel peut, à titre exceptionnel, et après avoir recueilli l'avis du procureur du Roi, désigner un magistrat effectif pour remplir les fonctions précitées pour un terme d'un an au plus, même s'il n'a pas suivi la formation spéciale."

Art. 111. Dans l'article 106, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par les lois des 9 juillet 1997 et 22 décembre 1998, les mots "l'article 101, alinéa 3" sont remplacés par les mots "l'article 101, § 1^{er}, alinéa 2".

Art. 112. L'article 109bis, § 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 19 juillet 1985, est complété par un 4^o, rédigé comme suit :

"4^o le règlement à l'amiable."

Art. 113. Dans l'article 113ter du même Code, inséré par la loi du 3 décembre 2006, les mots "l'article 101, alinéa 3" sont remplacés par les mots "l'article 101, § 1^{er}, alinéa 2".

Art. 114. Dans l'article 138 du même Code, remplacé par la loi du 3 décembre 2006, l'alinéa 5 est complété par la phrase suivante :

"Le magistrat désigné doit avoir suivi la formation visée à l'article 143, § 2/1, ou à l'article 151, alinéa 2, selon le cas."

Art. 115. Dans l'article 138bis du même Code, inséré par la loi du 3 décembre 2006 et modifié par la loi du 6 juin 2010, il est inséré un § 1^{er}/1 rédigé comme suit :

"§ 1^{er}/1. Le tribunal de la famille statue après avoir entendu le ministère public en ses avis ou réquisitions sur :

1^o toutes les demandes relatives à des mineurs;

2^o toutes les matières où la loi requiert son intervention."

Art. 116. Dans l'article 143 du même Code, modifié par les lois des 21 juin 2001 et 12 avril 2004, il est inséré un § 2/1 rédigé comme suit :

"§ 2/1. Les fonctions du ministère public près les chambres de la famille et les chambres de la jeunesse sont exercées par un ou plusieurs magistrats du parquet général ayant suivi la formation spécialisée organisée par l'Institut de formation judiciaire visée à l'article 259sexies, § 1^{er}, 2^o, alinéa 2, et désignés par le procureur général.

Ten minste één van de jeugdkamers wordt bevoegd voor de vervolgingen ingesteld tegen personen ten aanzien van wie een beslissing tot uithandengeving is genomen overeenkomstig de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dat feit veroorzaakte schade, in het kader van een wanbedrijf en/of correctionaliseerbare misdaad.

§ 2. Het hof van beroep bestaat uit een eerste voorzitter, kamervoorzitters en raadsheren in het hof van beroep.

De kamers van het hof van beroep houden zitting, ofwel met drie raadsheren in het hof van beroep, de voorzitter daaronder begrepen, ofwel met één lid, kamervoorzitter of raadsheer in het hof.

De in § 1, tweede lid, bedoelde gespecialiseerde correctionele kamer is samengesteld uit twee raadsheren in het hof van beroep, de voorzitter daaronder begrepen, en uit één raadsheer in het arbeidshof.

Opdat de in § 1, derde lid, bedoelde jeugdkamers rechtsgeldig zouden zijn samengesteld, moeten ten minste twee leden ervan de opleiding hebben genoten die georganiseerd wordt in het kader van de voortgezette vorming van de magistraten, zoals bedoeld in artikel 259sexies, § 1, 1^o, derde lid, die vereist is voor de uitoefening van het ambt van rechter in de familie- en jeugdrechtbank.

Opdat de gespecialiseerde kamer voor minnelijke schikking rechtsgeldig zou zijn samengesteld, moet het voor die kamer aangewezen lid van het hof een speciale opleiding hebben genoten waarvan de inhoud wordt bepaald door het Instituut voor gerechtelijke opleiding. Als de dienstbehoefte zulks verantwoorden, kan de eerste voorzitter van het hof van beroep, uitzonderlijk en nadat het advies van de procureur des Konings is ingewonnen, een werkend magistrat aanwijzen om de bovengenoemde functies voor een termijn van ten hoogste een jaar te vervullen, zelfs als die magistrat de speciale opleiding niet heeft genoten."

Art. 111. In artikel 106, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 9 juli 1997 en 22 december 1998, worden de woorden "artikel 101, derde lid" vervangen door de woorden "artikel 101, § 1, tweede lid".

Art. 112. Artikel 109bis, § 1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 juli 1985, wordt aangevuld met een punt 4^o, luidende :

"4^o de minnelijke schikking."

Art. 113. In artikel 113ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 3 december 2006, worden de woorden "artikel 101, derde lid" vervangen door de woorden "artikel 101, § 1, tweede lid".

Art. 114. In artikel 138 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 3 december 2006, wordt het vijfde lid aangevuld met de volgende zin :

"De aangewezen magistrat moet de in artikel 143, § 2/1, dan wel in artikel 151, tweede lid, naar gelang van het geval, bedoelde opleiding hebben gevolgd."

Art. 115. In artikel 138bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 3 december 2006 en gewijzigd bij de wet van 6 juni 2010, wordt een § 1/1 ingevoegd, luidende :

"§ 1/1. De familierechtbank doet uitspraak na het advies en de vorderingen van het openbaar ministerie te hebben gehoord omtrent :

1^o alle vorderingen met betrekking tot minderjarigen;

2^o alle aangelegenheden waarvoor het krachtens de wet moet optreden."

Art. 116. In artikel 143 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 21 juni 2001 en 12 april 2004, wordt een § 2/1 ingevoegd, luidende :

"§ 2/1. De opdrachten van openbaar ministerie bij de familiekamers en de jeugdkamers worden uitgevoerd door een of meer magistraten van het parket-generaal die de in artikel 259sexies, § 1, 2^o, tweede lid, bedoelde gespecialiseerde opleiding georganiseerd door het Instituut voor gerechtelijke opleiding hebben gevolgd en die zijn aangewezen door de procureur-generaal.

Dans des circonstances exceptionnelles et pour une bonne administration de la justice, le Procureur général peut, par décision motivée, désigner un magistrat non formé pour une durée déterminée.”.

Art. 117. Dans l'article 151 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 17 mai 2006, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1^{er} et 2:

“Les fonctions du ministère public près le tribunal de la famille et de la jeunesse sont exercées par un ou plusieurs magistrats du parquet ayant suivi la formation spécialisée organisée par l'Institut de formation judiciaire visée à l'article 259sexies, § 1^{er}, 1°, alinéa 3, et désignés par le procureur du Roi.

Dans des circonstances exceptionnelles et pour une bonne administration de la justice, le procureur du Roi peut, par décision motivée, désigner un magistrat non formé pour une durée déterminée.”.

Art. 118. Dans l'article 194 du même Code, remplacé par la loi du 18 juillet 1991 et modifié par les lois des 1^{er} décembre 1994, 22 décembre 1998 et 21 février 2010, il est inséré un § 4/1 rédigé comme suit :

“§ 4/1. En cas de publication d'une vacance auprès du parquet du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail, le ministre de la Justice peut indiquer que la place vacante est attribuée en priorité à un candidat qui justifie d'une connaissance spécialisée par ses titres ou son expérience. Ces titres et expériences sont examinés par la commission de nomination et de désignation visée à l'article 259bis-8.”.

Art. 119. L'article 209, § 2, du même Code, remplacé par la loi du 22 décembre 1998, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“En cas de publication d'une vacance, le ministre de la Justice peut indiquer que la place vacante est attribuée en priorité à un candidat qui justifie d'une connaissance spécialisée par ses titres ou son expérience. Ces titres et expériences sont examinés par la commission de nomination et de désignation visée à l'article 259bis-8.”.

Art. 120. Dans l'article 210, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 22 décembre 1998, le mot “jeunesse” est remplacé par les mots “famille et de la jeunesse”.

Art. 121. Dans l'article 259sexies du même Code, inséré par la loi du 22 décembre 1998 et modifié en dernier lieu par la loi du 31 janvier 2007, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1^{er}, 1°, alinéas 1^{er} et 3, les mots “de la jeunesse” sont chaque fois remplacés par les mots “au tribunal de la famille et de la jeunesse”;

2° dans le § 1^{er}, 1°, alinéa 4, les mots “ou de juge au tribunal de la famille et de la jeunesse” sont insérés entre les mots “juge d'instruction” et les mots “, il faut avoir exercé”;

3° dans le § 1^{er}, 2°, le mot “jeunesse” est chaque fois remplacé par les mots “famille et de la jeunesse”.

Art. 122. Dans l'article 341, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, du même Code, modifié par la loi du 3 décembre 2006, les mots “l'article 101, alinéa 4” sont remplacés par les mots “l'article 101, § 2, alinéa 2”.

Art. 123. Dans l'article 357, § 1^{er}, 2°, du même Code, remplacé par la loi du 29 avril 1999 et modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 2001, les mots “de la jeunesse pendant la durée de leur fonction en cette qualité” sont remplacés par les mots “au tribunal de la famille et de la jeunesse pendant la durée de leur fonction au sein des chambres de la jeunesse”.

Art. 124. Dans l'article 373, alinéa 1^{er}, 1°, du même Code, remplacé par la loi du 25 avril 2007, les mots “de la jeunesse” sont remplacés par les mots “au tribunal de la famille et de la jeunesse désigné auprès du tribunal de la jeunesse”.

Art. 125. L'article 565, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 11 juillet 1994, est remplacé par ce qui suit :

“Le renvoi a lieu suivant l'ordre de préférence ci-après:

1° le tribunal de la famille visé au § 1^{er} à l'article 629bis est toujours préféré;

2° le juge de paix visé à l'article 594 est toujours préféré;

3° le tribunal qui a rendu sur l'affaire un jugement autre qu'une disposition d'ordre intérieur est toujours préféré;

In uitzonderlijke omstandigheden en voor een goede rechtsbedeling kan de procureur-generaal, bij een met redenen omklede beslissing, voor een welbepaalde periode een niet-opgeleide magistraat aanwijzen.”.

Art. 117. In artikel 151 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 17 mei 2006, worden tussen het eerste en het tweede lid twee leden ingevoegd, luidende :

“Het ambt van openbaar ministerie bij de familie- en jeugdrechtsbank wordt uitgeoefend door een of meer parketmagistraten die de in artikel 259sexies, § 1, 1°, derde lid, bedoelde gespecialiseerde opleiding georganiseerd door het Instituut voor gerechtelijke opleiding hebben gevolgd en die zijn aangewezen door de procureur des Konings.

In uitzonderlijke omstandigheden en voor een goed bestuur van het gerecht kan de procureur des Konings, bij een met redenen omklede beslissing, voor een welbepaalde periode een niet-opgeleide magistraat aanwijzen.”.

Art. 118. In artikel 194 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 18 juli 1991 en gewijzigd bij de wetten van 1 december 1994, 22 december 1998 en 21 februari 2010, wordt een § 4/1 ingevoegd, luidende :

“§ 4/1. In geval van bekendmaking van een vacature bij het parket van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur, kan de minister van Justitie aangeven dat de vacante betrekking bij voorrang wordt toegewezen aan een kandidaat die titels of verdiensten voorlegt waaruit een gespecialiseerde kennis blijkt. Deze titels of verdiensten worden onderzocht door de benoemings- en aanwijzingscommissie bedoeld in artikel 259bis-8.”.

Art. 119. Artikel 209, § 2, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 22 december 1998, wordt aangevuld met een lid, luidende :

“In geval van bekendmaking van een vacature kan de minister van Justitie aangeven dat de vacante betrekking bij voorrang wordt toegewezen aan een kandidaat die titels of verdiensten voorlegt waaruit een gespecialiseerde kennis blijkt. Deze titels of verdiensten worden onderzocht door de benoemings- en aanwijzingscommissie bedoeld in artikel 259bis-8.”.

Art. 120. In artikel 210, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 22 december 1998, wordt het woord “jeugdrechter” vervangen door de woorden “rechter van de familie- en jeugdrechtsbank”.

Art. 121. In artikel 259sexies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998 en laatst gewijzigd bij de wet van 31 januari 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 1°, eerste en derde lid, wordt het woord “jeugdrechtsbank” telkens vervangen door de woorden “familie- en jeugdrechtsbank”;

2° in § 1, 1°, vierde lid worden de woorden “of van rechter van de familie- en jeugdrechtsbank” ingevoegd tussen het woord “onderzoeksrechter” en de woorden “te kunnen uitoefenen”;

3° in § 1, 2°, wordt het woord “jeugdrechter” telkens vervangen door de woorden “familie- en jeugdrechter”.

Art. 122. In artikel 341, § 1, eerste lid, 2° van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 3 december 2006, worden de woorden “artikel 101, vierde lid” vervangen door de woorden “artikel 101, § 2, tweede lid”.

Art. 123. In artikel 357, § 1, 2°, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 29 april 1999 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 2001, worden de woorden “jeugdrechters tijdens de duur van hun ambtsuitoefening” vervangen door de woorden “rechters van de familie- en jeugdrechtsbank tijdens de duur van hun ambtsuitoefening in de jeugdkamers”.

Art. 124. In artikel 373, eerste lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 april 2007, wordt het woord “jeugdrechter” vervangen door de woorden “bij de jeugdrechtsbank aangewezen rechter van de familie- en jeugdrechtsbank”.

Art. 125. Artikel 565, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 11 juli 1994, wordt vervangen als volgt :

“De verwijzing geschiedt naar de volgende voorrang :

1° de familierechtbank bedoeld in artikel 629bis, § 1, heeft altijd voorrang;

2° de vrederechter bedoeld in artikel 594 heeft altijd voorrang;

3° de rechtbank die over de zaak een ander vonnis heeft gewezen dan een beschikking van inwendige orde, heeft altijd voorrang;

4° le tribunal de première instance est préféré aux autres tribunaux;

5° le tribunal du travail est préféré au tribunal de commerce;

6° le tribunal du travail et le tribunal de commerce sont préférés au juge de paix;

7° le juge de paix est préféré au tribunal de police;

8° le tribunal le premier saisi est préféré à celui qui a été saisi ultérieurement.”.

Art. 126. Dans l'article 566, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots “aux 2° à 5° de l'article 565” sont remplacés par les mots “à l'article 565, alinéa 2, 1° et 2° et 4° à 8°”.

Art. 127. Dans l'article 569 du même Code, modifié par les lois du 1^{er} mars 2000 et du 13 février 2003, les modifications suivantes sont apportées:

1° les 1°, 1°/1, 2° et 4° sont abrogés;

2° dans le 12°, les mots “des articles 1188 à 1193 relatifs” sont remplacés par les mots “de l'article 1190 relatif”;

3° le 33°, inséré par la loi du 1^{er} mars 2000, est abrogé.

Art. 128. Dans le même Code, il est inséré un article 572*bis* rédigé comme suit :

“Art. 572*bis*. Sans préjudice des compétences spéciales reconnues au juge de paix et des législations particulières, le tribunal de la famille connaît:

1° des demandes relatives à l'état des personnes;

2° des demandes relatives à l'annulation de la cohabitation légale, sans préjudice de la compétence attribuée au juge pénal par l'article 391*octies* du Code pénal et l'article 79*quater* de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

3° des demandes des époux et cohabitants légaux relatives à l'exercice de leurs droits ou à leurs biens ainsi que des mesures provisoires qui s'y rapportent;

4° des demandes relatives à l'autorité parentale, l'hébergement ou les droits aux relations personnelles à l'égard d'enfants mineurs;

5° des constats de l'impossibilité durable d'exercer l'autorité parentale visés à l'article 389 du Code civil;

6° des demandes visées aux articles 1322*bis* et 1322*decies*;

7° des demandes liées aux obligations alimentaires, à l'exception de celles qui sont liées au droit au revenu d'intégration sociale;

8° des litiges relatifs à la détermination du ou des allocataire(s) des allocations familiales relatives à des enfants dont les parents ne vivent plus ensemble, ainsi que des requêtes en opposition au paiement à l'allocataire;

9° des demandes relatives au régime matrimonial, aux successions, aux donations entre vifs ou aux testaments;

10° des demandes en partage;

11° des demandes relatives à l'interdiction temporaire de résidence visée par la loi du 15 mai 2012 relative à l'interdiction temporaire de résidence en cas de violence domestique;

12° de l'opposition faite par le titulaire de l'autorité parentale à l'exercice des droits de l'enfant mineur non-émancipé au retrait des sommes inscrites au livret ou carnet d'épargne de ce dernier;

13° des demandes formées en application de l'article 220, § 3, du Code civil;

14° de l'opposition faite par le père, la mère, l'adoptant ou le tuteur officieux au paiement à l'allocataire des prestations familiales telle qu'elle est prévue à l'article 69, § 3, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, hormis le cas où le tribunal de la jeunesse a été saisi sur la base de l'article 29 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait hormis le cas où le juge de paix est compétent en vertu de l'article 594, 8°;

15° de l'opposition au paiement à l'allocataire des prestations familiales pour travailleurs indépendants, hormis le cas où le tribunal de la jeunesse a été saisi sur la base de l'article 29 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation

4° de rechtbank van eerste aanleg heeft voorrang boven de andere rechtbanken;

5° de arbeidsrechtbank heeft voorrang boven de rechtbank van koophandel;

6° de arbeidsrechtbank en de rechtbank van koophandel hebben voorrang boven de vrederechter;

7° de vrederechter heeft voorrang boven de politierechtbank;

8° de rechtbank waartoe men zich het eerst wendt, heeft voorrang boven die waarvoor de zaak later wordt aangebracht.”.

Art. 126. In artikel 566, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “565, 2° tot 5°” vervangen door de woorden “565, tweede lid, 1° en 2° en 4° tot 8°”.

Art. 127. In artikel 569 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 1 maart 2000 en 13 februari 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de 1°, 1°/1, 2° en 4° worden opgeheven;

2° in het 12° worden de woorden “de artikelen 1188 tot 1193” vervangen door de woorden “artikel 1190”;

3° het 33°, ingevoegd bij de wet van 1 maart 2000, wordt opgeheven.

Art. 128. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 572*bis* ingevoegd, luidende :

“Art. 572*bis*. Onverminderd de bijzondere bevoegdheden die zijn toegekend aan de vrederechter en de bijzondere wetgevingen, neemt de familierechtbank kennis van :

1° vorderingen betreffende de staat van personen;

2° vorderingen tot nietigverklaring van de wettelijke samenwoning, onverminderd de bevoegdheid die aan de strafrechter wordt toegekend bij artikel 391*octies* van het Strafwetboek en artikel 79*quater* van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

3° vorderingen tussen echtgenoten en wettelijk samenwonenden betreffende de uitoefening van hun rechten of betreffende hun goederen, alsook de voorlopige maatregelen die daarop betrekking hebben;

4° vorderingen betreffende het ouderlijk gezag, de verblijfsregeling of het recht op persoonlijk contact ten aanzien van minderjarige kinderen;

5° de vaststelling van de voortdurende onmogelijkheid om het ouderlijk gezag uit te oefenen bedoeld in artikel 389 van het Burgerlijk Wetboek;

6° vorderingen bedoeld in de artikelen 1322*bis* en 1322*decies*;

7° vorderingen met betrekking tot onderhoudsverplichtingen, met uitzondering van die welke betrekking hebben op het leefloon;

8° geschillen met betrekking tot het aanwijzen van de rechthebbende(n) van de kinderbijslag voor de kinderen indien de ouders niet meer samenwonen, en het verzoek tegen de uitbetaling aan de rechthebbende;

9° vorderingen met betrekking tot het huwelijksvermogensrecht, de erfopvolging, schenkingen onder levenden of testamenten;

10° vorderingen tot verdeling;

11° vorderingen tot tijdelijk huisverbod als bedoeld in de wet van 15 mei 2012 betreffende het tijdelijk huisverbod in geval van huiselijk geweld;

12° het verzet van de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent tegen de uitoefening van de rechten van de niet-ontvoogde minderjarige om de op diens spaarboekje ingeschreven sommen op te vragen;

13° de vorderingen ingesteld met toepassing van artikel 220, § 3, van het Burgerlijk Wetboek;

14° het verzet van de vader, de moeder, de adoptant of de pleegvoogd tegen de uitbetaling van de gezinsbijslag aan de bijslag-trekkende zoals dat verzet is bedoeld in artikel 69, § 3, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, tenzij de vordering bij de jeugdrechtbank aanhangig werd gemaakt op grond van artikel 29 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade, behalve in het geval dat de vrederechter bevoegd is krachtens artikel 594,8°;

15° het verzet tegen de uitbetaling aan de bijslagtrekkende van de gezinsbijslag voor zelfstandigen, tenzij een vordering bij de jeugdrechtbank aanhangig werd gemaakt op grond van artikel 29 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en

du dommage causé par ce fait et hormis le cas où le juge de paix est compétent en vertu de l'article 594, 9°."

Art. 129. Dans l'article 584 du même Code, modifié par la loi du 10 mai 2007, les modifications suivantes sont apportées:

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2:

"Si l'affaire est de la compétence du tribunal de la famille, le président n'est saisi qu'en cas d'absolue nécessité.";

2° dans l'alinéa 4, devenant l'alinéa 5, le 1° est abrogé.

Art. 130. Dans l'article 585 du même Code, modifié par la loi du 27 mars 2001, les 2° et 9° sont abrogés.

Art. 131. Dans l'article 587, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 3 avril 1997 et modifié en dernier lieu par la loi du 10 mai 2007, les 1°, 9° et 15° sont abrogés.

Art. 132. Dans l'article 590 du même Code, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, le montant de "1.860 euros" est remplacé par le montant de "2.500 euros" et les mots "572bis," sont insérés entre les mots "569 à 571," et les mots "574 et 578";

2° l'article est complété par quatre alinéas rédigés comme suit:

"Le Roi peut adapter le montant prévu à l'alinéa 1^{er}, sans que le montant adapté puisse dépasser le montant d'indexation défini ci-dessous.

En cas d'adaptation du montant prévu à l'alinéa 1^{er}, le montant adapté est publié au *Moniteur belge* au plus tard dans le courant du mois de novembre. Le nouveau montant entre en vigueur le 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de son adaptation et n'est pas applicable aux demandes introduites avant cette date.

Chaque augmentation ou diminution de l'indice entraîne une augmentation ou une diminution du montant d'indexation, conformément à la formule suivante: le nouveau montant d'indexation est égal au montant de base, multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. Le résultat est arrondi à l'euro supérieur.

Le montant d'indexation est calculé en tenant compte de l'indice des prix à la consommation du mois d'octobre de chaque année. L'indice de départ est celui du mois d'octobre 2013."

Art. 133. Dans l'article 591 du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

1° le 7°, modifié par la loi du 31 mars 1987, est remplacé par ce qui suit:

"7° des contestations visées dans la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures;"

2° le 14°, modifié par la loi du 29 août 1988, est remplacé par ce qui suit:

"14° des obligations alimentaires liées au droit au revenu d'intégration sociale;"

Art. 134. Dans l'article 594 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 17 mars 2013, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le 2°, les mots "en cas de tutelle," sont insérés avant les mots "sur l'opposition faite par le représentant légal";

2° dans le 8°, les mots "le père, la mère, l'adoptant, le tuteur officieux" sont abrogés;

3° dans le 9°, les mots "lorsqu'il s'agit d'un mineur sous tutelle" sont insérés avant les mots "sur l'opposition au paiement à l'allocataire";

4° il est inséré un 16°/1 rédigé comme suit:

"16°/1 sur les demandes de mesure de protection judiciaire visées aux articles 1238 à 1252;"

5° il est inséré un 16°/2 rédigé comme suit:

"16°/2 sur les demandes relatives à la présomption d'absence visées aux articles 112 à 117 du Code civil;"

6° le 19° est remplacé par ce qui suit:

"19° sur les demandes de désignation d'un curateur conformément à l'article 936 du Code civil;"

7° le 22° est abrogé.

het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade en tenzij de vrederechter bevoegd is krachtens artikel 594, 9°."

Art. 129. In artikel 584 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 mei 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende:

"Als de zaak behoort tot de bevoegdheid van de familierechtbank, wordt deze enkel in geval van volstrekte noodzakelijkheid bij de voorzitter aanhangig gemaakt;"

2° in het vierde lid, dat het vijfde lid wordt, wordt het 1° opgeheven.

Art. 130. In artikel 585 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 27 maart 2001, worden de bepalingen onder 2° en 9° opgeheven.

Art. 131. In artikel 587, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 3 april 1997 en laatst gewijzigd bij de wet van 10 mei 2007, worden de 1°, 9° en 15° opgeheven.

Art. 132. In artikel 590 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het bedrag "1.860 euro" vervangen door het bedrag "2.500 euro" en worden de woorden "572bis," ingevoegd tussen de woorden "569 tot 571," en de woorden "574 en 578";

2° het artikel wordt aangevuld met de volgende leden, luidende:

"De Koning kan het in het eerste lid bepaalde bedrag aanpassen, zonder dat het aangepaste bedrag het hieronder beschreven indexeringsbedrag mag overtreffen.

Als het in het eerste lid bepaalde bedrag wordt aangepast, wordt het aangepaste bedrag ten laatste in de maand november bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. Het nieuwe bedrag wordt van kracht op 1 januari van het jaar volgend op de aanpassing ervan en is niet van toepassing op vorderingen die voor die datum zijn ingesteld.

Elke verhoging of verlaging van het indexcijfer brengt een verhoging of verlaging van het indexeringsbedrag met zich mee, overeenkomstig de volgende formule: het nieuwe indexeringsbedrag is gelijk aan het basisbedrag, vermenigvuldigd met het nieuwe indexcijfer en gedeeld door het aanvangsindexcijfer. Het resultaat wordt afgerond tot de hogere euro.

Het indexeringsbedrag wordt berekend rekening houdend met het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand oktober van elk jaar. Het aanvangsindexcijfer is dat van de maand oktober 2013."

Art. 133. In artikel 591 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het 7°, gewijzigd bij de wet van 31 maart 1987, wordt vervangen door wat volgt:

"7° geschillen als bedoeld in de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging;"

2° het 14°, gewijzigd bij de wet van 29 augustus 1988, wordt vervangen door wat volgt:

"14° de aan het leefloon gerelateerde verplichtingen tot levensonderhoud;"

Art. 134. In artikel 594 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 17 maart 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het 2° worden de woorden "in geval van voogdij," ingevoegd vóór de woorden "over het verzet van de wettelijke vertegenwoordiger";

2° in het 8° worden de woorden "de vader, de moeder, de adoptant, de pleegvoogd," opgeheven;

3° in het 9° worden de woorden "in geval van een minderjarige onder voogdij," ingevoegd vóór de woorden "over het verzet tegen de betaling aan de bijslagtrekkende";

4° er wordt een 16°/1 ingevoegd, luidende:

16°/1 op de vorderingen om maatregelen tot gerechtelijk bescherming, als bedoeld in de artikelen 1238 tot 1252;"

5° er wordt een 16°/2 ingevoegd, luidende:

"16°/2 over vorderingen betreffende het vermoeden van afwezigheid als bedoeld in de artikelen 112 tot 117 van het Burgerlijk Wetboek;"

6° het 19° wordt vervangen door wat volgt:

"19° over de verzoeken om een curator aan te wijzen krachtens artikel 936 van het Burgerlijk Wetboek;"

7° het 22° wordt opgeheven.

Art. 135. L'article 597 du même Code est complété par les mots "et en matière de désignation de séquestres".

Art. 136. Dans l'article 617 du même Code, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, le montant de "1.860 euros" est remplacé par le montant de "2.500 euros" et le montant de "1.240 euros" est remplacé par le montant de "1.860 euros";

2° l'article est complété par les alinéas suivants:

"Le Roi peut adapter les montants prévus à l'alinéa 1^{er}, sans que les montants adaptés puissent dépasser les montants d'indexation définis ci-dessous.

En cas d'adaptation des montants prévus à l'alinéa 1^{er}, les montants adaptés sont publiés au *Moniteur belge* au plus tard dans le courant du mois de novembre. Les nouveaux montants entrent en vigueur le 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de leur adaptation et ne sont pas applicables aux demandes introduites avant cette date.

Chaque augmentation ou diminution de l'indice entraîne une augmentation ou une diminution des montants d'indexation, conformément à la formule suivante: le nouveau montant d'indexation est égal au montant de base, multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. Le résultat est arrondi à l'euro supérieur.

Les montants d'indexation sont calculés en tenant compte de l'indice des prix à la consommation du mois d'octobre de chaque année. L'indice de départ est celui du mois d'octobre 2013."

Art. 137. L'article 626 du même Code est remplacé comme suit :

"Art. 626. Les demandes relatives aux pensions alimentaires, à l'exception de celles prévues à l'article 572bis, 14°, peuvent être portées devant le juge du domicile du demandeur à l'exception des demandes tendant à réduire ou à supprimer ces pensions alimentaires."

Art. 138. Dans l'article 627, 15°, du même Code, inséré par la loi du 15 juin 2012, les mots "le juge de paix du canton" sont remplacés par les mots "le tribunal de la famille de l'arrondissement judiciaire".

Art. 139. Dans l'article 628 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 17 mars 2013, les modifications suivantes sont apportées:

1° les 1°, 2° et 18° sont chaque fois complétés par les mots ", sans préjudice de l'article 629bis";

2° remplacer le 23° par ce qui suit :

"23° le juge du dernier domicile en Belgique de la personne disparue, absente ou présumée absente ou, si celle-ci n'a jamais eu de domicile en Belgique, le juge de paix du 1^{er} canton de Bruxelles ou le juge de l'arrondissement de Bruxelles, selon le cas."

Art. 140. L'article 629 du même Code, remplacé par la loi du 10 janvier 1977 et modifié par la loi du 30 juin 1994, est complété par un 7° rédigé comme suit :

"7° des demandes formées en vertu de la loi du 16 mai 1900 apportant des modifications au régime successoral des petits héritages et des demandes formées en vertu de la loi du 29 août 1988 relative au régime successoral des exploitations agricoles en vue d'en promouvoir la continuité."

Art. 141. Dans le même Code, il est inséré un article 629bis, rédigé comme suit :

"Art. 629bis. § 1^{er}. Les demandes entre parties qui, soit, sont ou ont été mariées, soit, sont ou ont été des cohabitants légaux, ainsi que les demandes relatives à des enfants communs des parties ou aux biens de ces enfants ou relatives à un enfant dont la filiation n'est établie qu'à l'égard d'un des parents, sont portées devant le tribunal de la famille qui a déjà été saisi d'une demande dans les matières visées à l'article 572bis.

§ 2. Les demandes relatives à l'autorité parentale, l'hébergement et les obligations alimentaires à l'égard d'un enfant mineur sont portées devant le tribunal de la famille du domicile du mineur ou, à défaut, de la résidence habituelle du mineur.

Art. 135. Artikel 597 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met de woorden "en aanstelling van sekwesters".

Art. 136. In artikel 617 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het bedrag "1.860 euro" vervangen door het bedrag "2.500 euro" en wordt het bedrag "1.240 euro" vervangen door het bedrag "1.860 euro";

2° het artikel wordt aangevuld met de volgende leden, luidende :

"De Koning kan de in het eerste lid bepaalde bedragen aanpassen, zonder dat de aangepaste bedragen de hieronder beschreven indexeringsbedragen mogen overtreffen.

Als de in het eerste lid bepaalde bedragen worden aangepast, worden deze aangepaste bedragen ten laatste in de maand november bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. De nieuwe bedragen worden van kracht vanaf 1 januari van het jaar volgend op de aanpassing ervan en zijn niet van toepassing op vorderingen die voor die datum zijn ingesteld.

Elke verhoging of verlaging van het indexcijfer brengt een verhoging of verlaging van de indexeringsbedragen met zich mee, overeenkomstig de volgende formule : het nieuwe indexeringsbedrag is gelijk aan het basisbedrag, vermenigvuldigd met het nieuwe indexcijfer en gedeeld door het aanvangsindexcijfer. Het resultaat wordt afgerond tot de hogere euro.

De indexeringsbedragen worden berekend rekening houdend met het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand oktober van elk jaar. Het aanvangsindexcijfer is dat van de maand oktober 2013."

Art. 137. Artikel 626 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 626. Behalve de vorderingen als bedoeld in artikel 572bis, 14°, kunnen de vorderingen betreffende de uitkeringen tot onderhoud voor de rechter van de woonplaats van de eiser worden gebracht, met uitzondering van de vorderingen die strekken tot de verlaging of de opheffing van die uitkeringen."

Art. 138. In artikel 627, 15°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 15 juni 2012, worden de woorden "vrederechter van het kanton" vervangen door de woorden "familierechtbank van het gerechtelijke arrondissement".

Art. 139. In artikel 628 van hetzelfde Wetboek, het laatst gewijzigd bij de wet van 17 maart 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 1°, het 2° en het 18° worden telkens voorafgegaan door de woorden "onverminderd artikel 629bis,";

2° het 23° vervangen door wat volgt :

"23° de rechter van de laatste woonplaats in België van de verdwenen, afwezige of vermoedelijk afwezige persoon, dan wel, indien deze nooit een woonplaats in België heeft gehad en naar gelang van het geval, de vrederechter van het eerste kanton van Brussel of de rechter van het arrondissement Brussel."

Art. 140. Artikel 629 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 10 januari 1977 en gewijzigd bij de wet van 30 juni 1994, wordt aangevuld met een 7°, luidende :

"7° vorderingen ingesteld op grond van de wet van 16 mei 1900 tot wijziging van het erfstelsel voor de kleine nalatenschappen en vorderingen ingesteld op grond van de wet van 29 augustus 1988 op de erfregeling inzake landbouwbedrijven met het oog op het bevorderen van de continuïteit."

Art. 141. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 629bis ingevoegd, luidende :

"Art. 629bis. § 1. De vorderingen tussen partijen die hetzij gehuwd zijn of geweest zijn, hetzij wettelijk samenwonenden zijn of geweest zijn, alsook de vorderingen aangaande gemeenschappelijke kinderen van partijen of goederen van die kinderen of aangaande kinderen waarvan de afstamming slechts ten aanzien van één van de ouders is vastgesteld, worden voor de familierechtbank gebracht waarbij reeds een vordering voor de aangelegenheden als bedoeld in artikel 572bis aanhangig is gemaakt.

§ 2. De vorderingen aangaande het ouderlijk gezag, de verblijfsregeling en de onderhoudsverplichtingen voor een minderjarig kind worden voor de familierechtbank van de woonplaats van de minderjarige gebracht, of, bij ontstentenis, van de gewone verblijfplaats van de minderjarige.

En l'absence de domicile ou de résidence habituelle du mineur, le tribunal de la famille de Bruxelles est compétent pour connaître de la demande.

Dans les causes où les parties ont plusieurs enfants mineurs communs dont les domiciles ou, à défaut, les résidences habituelles sont différents, le tribunal de la famille premièrement saisi est compétent pour connaître par connexité, en vertu de l'article 634, de l'ensemble des demandes formulées par les parties.

§ 3. Les causes relatives aux actes de l'état civil, celles visées aux articles 633*sexies* et 633*septies*, celles relatives à une adoption ou relatives aux successions, testaments et donations sont portées devant le tribunal de la famille compétent selon le présent Code.

§ 4. A l'exception de celles prévues au § 2, les demandes relatives aux pensions alimentaires visées à l'article 572*bis*, 13°, peuvent être portées devant le tribunal de la famille du domicile du demandeur, à l'exception des demandes tendant à réduire ou à supprimer ces pensions alimentaires.

§ 5. A l'exception de celles relatives aux §§ 1^{er} à 4, les demandes sont portées devant le tribunal de la famille du domicile du défendeur ou du lieu de la dernière résidence conjugale.

§ 6. Sous réserve du § 1^{er}, les causes comportant plusieurs demandes dont une au moins est visée au § 2 sont de la compétence territoriale du tribunal de la famille du domicile ou de la résidence habituelle du mineur.

§ 7. Le tribunal de la famille décide de renvoyer le dossier au tribunal de la famille d'un autre arrondissement si l'intérêt de l'enfant le commande.

Le tribunal de la famille peut décider de renvoyer l'affaire au tribunal de la famille d'un autre arrondissement si un dossier jeunesse y a été constitué, à la demande d'une partie ou du ministère public ou si la bonne administration de la justice commande un tel renvoi.

La décision prévue aux alinéas 1^{er} et 2 est motivée et n'est susceptible d'aucun recours.

§ 8. Sous réserve du § 1^{er}, les parties peuvent, de commun accord, déterminer le tribunal de la famille qui sera compétent pour traiter de leur dossier familial."

Art. 142. Dans le même Code, il est inséré un article 629*ter*, rédigé comme suit :

"Art. 629*ter*. Le tribunal de la jeunesse compétent est celui visé à l'article 44 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait."

Art. 143. Dans le même Code, il est inséré un article 629*quater*, rédigé comme suit :

"Art. 629*quater*. Dans les causes concernant des mineurs, la compétence territoriale du juge de paix est déterminée par le domicile et, à défaut, par la résidence habituelle du mineur."

Art. 144. Dans l'article 630 du même Code, les mots ", 629*bis*" sont insérés entre le mot "629" et les mots "et antérieure".

Art. 145. A l'article 633*sexies* du même Code, inséré par la loi du 10 mai 2007, au § 1^{er} et au § 2, alinéa 2, les mots "le tribunal de première instance" sont chaque fois remplacés par les mots "le tribunal de la famille".

Art. 146. Dans l'article 633*septies* du même Code, inséré par la loi du 10 mai 2007, les mots "le tribunal de première instance" sont chaque fois remplacés par les mots "le tribunal de la famille".

Art. 147. Dans l'article 639, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 2006, les mots "avec, le cas échéant, le dossier familial visé à l'article 725*bis* qui comporte le dossier de la procédure," sont insérés entre le mot "procédure" et les mots "au président".

Art. 148. Dans l'article 708, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par la loi du 3 août 1992, les mots "ou le président du tribunal" sont remplacés par les mots "le président du tribunal ou le tribunal de la famille et de la jeunesse".

Indien de minderjarige geen woonplaats of geen gewone verblijfplaats heeft, is de familierechtbank van Brussel bevoegd om kennis te nemen van de vordering.

In zaken waarin de partijen verscheidene gemeenschappelijke minderjarige kinderen hebben, wier woonplaatsen, of bij ontstentenis, gewone verblijfplaatsen, verschillend zijn, is de familierechtbank waarbij de zaak het eerst aanhangig is gemaakt, bevoegd om door samenhang, krachtens artikel 634, kennis te nemen van het geheel van de vorderingen van de partijen.

§ 3 De zaken aangaande de akten van de burgerlijke stand, de zaken als bedoeld in de artikelen 633*sexies* en 633*septies*, de zaken aangaande een adoptie of aangaande erfopvolgingen, testaments en schenkingen worden voor de familierechtbank gebracht die krachtens dit Wetboek bevoegd is.

§ 4. Behalve de vorderingen als bedoeld in § 2, kunnen de vorderingen aangaande de onderhoudsverplichtingen als bedoeld in artikel 572*bis*, 13°, voor de familierechtbank van de woonplaats van de eiser worden gebracht, met uitzondering van de vorderingen die strekken om die onderhoudsverplichtingen te verminderen of op te heffen.

§ 5. Behalve de vorderingen aangaande de §§ 1 tot 4, worden de vorderingen voor de familierechtbank van de woonplaats van de verweerder of van de laatste echtelijke verblijfplaats gebracht.

§ 6. Onder voorbehoud van § 1, vallen de zaken met verscheidene vorderingen, waarvan er minstens een in § 2 wordt bedoeld, onder de territoriale bevoegdheid van de familierechtbank van de woonplaats of van de gewone verblijfplaats van de minderjarige.

§ 7. Indien het belang van het kind het vereist, beslist de familierechtbank het dossier door te verwijzen naar de familierechtbank van een ander arrondissement.

De familierechtbank kan, op verzoek van een partij of van het openbaar ministerie, of als de goede rechtsbedeling een dergelijke doorverwijzing vereist, beslissen de zaak door te verwijzen naar de familierechtbank van een ander arrondissement indien daar een jeugddossier werd samengesteld.

De beslissing waarin het eerste en het tweede lid voorzien, wordt met redenen omkleed en er kan geen enkel rechtsmiddel tegen worden aangewend.

§ 8. Onder voorbehoud van § 1 kunnen de partijen in onderling overleg bepalen welke familierechtbank bevoegd zal zijn om hun familiédossier te behandelen."

Art. 142. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 629*ter* ingevoegd, luidende :

"Art. 629*ter*. De bevoegde rechtbank is de jeugdrechtsbank bedoeld in artikel 44 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade."

Art. 143. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 629*quater* ingevoegd, luidende :

"Art. 629*quater*. In de zaken betreffende minderjarigen wordt de territoriale bevoegdheid van de vrederechter bepaald door de woonplaats van de minderjarige en, bij gebrek aan een woonplaats, door de gewone verblijfplaats van de minderjarige."

Art. 144. In artikel 630 van hetzelfde Wetboek worden de woorden ", 620*bis*" ingevoegd tussen het woord "629" en de woorden "en dagteken".

Art. 145. In artikel 633*sexies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 mei 2007, worden in § 1 en § 2, tweede lid, de woorden "rechtbank van eerste aanleg" telkens vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 146. In artikel 633*septies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 mei 2007, worden de woorden "rechtbank van eerste aanleg" telkens vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 147. In artikel 639, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 2006, worden de woorden "met, in voorkomend geval, het in artikel 725*bis* bedoelde familiédossier waarin het dossier van de rechtspleging is opgenomen," ingevoegd tussen de woorden "rechtspleging" en de woorden "aan de voorzitter".

Art. 148. In artikel 708, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 3 augustus 1992, worden de woorden "of de voorzitter van de rechtbank" vervangen door de woorden ", de voorzitter van de rechtbank of de familie- en jeugdrechtsbank".

Art. 149. L'article 722, alinéa 1^{er}, du même Code est complété par la phrase suivante :

“Si le dossier est intégré dans un dossier visé à l'article 725bis, il est transmis conjointement avec ledit dossier.”.

Art. 150. Dans le même Code, il est inséré un article 725bis, rédigé comme suit :

“Art. 725bis. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions du présent chapitre, les demandes soumises au tribunal de la famille entre des parties qui, soit ont au moins un enfant mineur commun, soit sont ou ont été mariées, soit sont ou ont été cohabitants légaux sont jointes en un seul dossier appelé dossier familial.

Sont elles aussi jointes au dossier familial visé à l'alinéa 1^{er}, les causes relatives à un enfant dont la filiation n'est établie qu'à l'égard d'un seul parent, ainsi que les causes relatives aux relations personnelles visées à l'article 375bis du Code civil.

§ 2. Le dossier familial est ouvert dès la première demande introduite au tribunal de la famille.

Sous réserve des numéros de rôle attribués à toute cause conformément à l'article 720, il est attribué un numéro spécifique au dossier familial. Ce numéro est mentionné sur tous les actes introductifs d'instance, conclusions et autres pièces du dossier.

Sous réserve des éléments visés à l'article 721, le dossier familial est composé de toutes les causes successives concernant les mêmes parties et leurs enfants communs nés ou à naître.

En cas de renvoi d'un tribunal de la famille à un autre, conformément à l'article 629bis, § 7, le dossier familial complet est transféré sans délai.”.

Art. 151. Dans l'article 731 du même Code, modifié par la loi du 21 février 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

“En matière familiale, les affaires peuvent également être soumises à fin de conciliation à la chambre de règlement à l'amiable du tribunal de la famille ou des chambres famille de la cour d'appel. Tel peut être également le cas lorsque l'affaire est pendante devant une autre chambre de la famille, pour autant que la chambre de règlement à l'amiable soit en mesure de tenir une audience à une date antérieure.”;

2° l'article est complété par les alinéas suivants :

“En matière familiale, le tribunal de la famille doit, à l'audience d'introduction informer celles-ci de la possibilité de résoudre leur litige par le biais de la conciliation, de la médiation, ou de tout autre mode de résolution amiable des conflits.

A la demande des parties, ou si le magistrat l'estime opportun, le dossier est alors renvoyé à la chambre de règlement à l'amiable du tribunal de la famille, sur la base des articles 661 et suivants.

A défaut d'accord, ou en cas d'accord partiel, la chambre de règlement à l'amiable renvoie, sur la base des articles 661 et suivants, le dossier devant la chambre de la famille devant laquelle le dossier a été introduit.

Tout au long de l'instance, les parties ou le magistrat ont la possibilité de solliciter le renvoi de leur cause devant la chambre de règlement à l'amiable.

De même, tout au long de l'instance, si un accord total ou partiel intervient, le procès-verbal en constate les termes et l'expédition est revêtue de la formule exécutoire, sauf si les parties requièrent l'application de l'article 1043.

Tout ce qui se dit ou s'écrit au cours des audiences de règlement à l'amiable est confidentiel.

Tant les parties que le juge-conciliateur peuvent, à tout moment, mettre un terme à la procédure de règlement à l'amiable.”.

Art. 152. Dans l'article 747, § 3, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 26 avril 2007, les mots “, le tribunal de la famille dans le cadre d'une procédure urgente” sont insérés entre les mots “tribunal siégeant comme en référé” et les mots “et le juge des saisies”.

Art. 153. Dans l'article 764, alinéa 1^{er}, 2°, du même Code, remplacé par la loi du 3 août 1992 et modifié par les lois des 9 mai 2007 et 17 mars 2013, les mots “la présomption ou” sont abrogés.

Art. 149. Artikel 722, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met de volgende zin :

“Ingeval het dossier is opgenomen in een dossier zoals bedoeld in artikel 725bis wordt het samen met dit dossier overgezonden.”.

Art. 150. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 725bis ingevoegd, luidende :

“Art. 725bis. § 1. Onverminderd de bepalingen van dit hoofdstuk worden de bij de familierechtbank ingediende vorderingen tussen partijen die ofwel samen een minderjarig kind hebben, ofwel gehuwd zijn of waren, ofwel wettelijk samenwonenden zijn of waren, samen gevoegd in één dossier, dat het familiédossier wordt genoemd.

Worden ook bij het in het eerste lid bedoelde familiédossier gevoegd, de zaken met betrekking tot een kind waarvan de afstamming slechts ten aanzien van één ouder is vastgesteld, alsook de zaken met betrekking tot het in artikel 375bis van het Burgerlijk Wetboek bedoelde persoonlijk contact.

§ 2. Het familiédossier wordt geopend vanaf de eerste vordering die bij de familierechtbank wordt ingesteld.

Onverminderd de volgnummers die overeenkomstig artikel 720 aan alle zaken worden toegekend, wordt een specifiek nummer aan het familiédossier toegekend. Dit nummer wordt vermeld op alle akten van rechtsingang, besluiten en andere stukken van het dossier.

Onverminderd de bepalingen van artikel 721, bevat het familiédossier alle opeenvolgende zaken betreffende dezelfde partijen en hun huidige of toekomstige gemeenschappelijke kinderen.

In geval van verwijzing van een familierechtbank naar een andere, wordt het volledige familiédossier onverwijld overgedragen.”.

Art. 151. In artikel 731 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 februari 2005, worden de volgende wijzingen aangebracht :

1° tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidende :

“In familiezaken kunnen de zaken ook met het oog op een verzoening worden voorgelegd aan de kamer voor minnelijke schikking van de familierechtbank, dan wel aan de familiekamers van het hof van beroep. Dat kan ook het geval zijn wanneer de zaak bij een andere familiekamer aanhangig is, op voorwaarde dat de kamer voor minnelijke schikking bij machte is een zitting te houden op een eerdere datum.”;

2° het artikel wordt aangevuld met de volgende leden :

“In familiezaken moet de familierechtbank de partijen tijdens de inleidende zitting inlichten over de mogelijkheid hun geschil te beslechten via verzoening, bemiddeling of elke andere vorm van minnelijke oplossing van conflicten.

Het dossier wordt, op verzoek van de partijen of als de magistraat het opportuun acht, dan naar de kamer voor minnelijke schikking van de familierechtbank verwezen, op grond van de artikelen 661 en volgende.

Indien geen overeenkomst of slechts een gedeeltelijke overeenkomst wordt getroffen, verwijst de kamer voor minnelijke schikking, op grond van de artikelen 661 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek, het dossier naar de familiekamer waarbij het dossier werd ingeleid.

De partijen of de magistraat hebben gedurende het gehele geding de mogelijkheid te vragen dat hun zaak naar de kamer voor minnelijke schikking wordt verwezen.

In elke stand van het geding worden, indien een gehele of gedeeltelijke overeenkomst tot stand komt, de bewoordingen ervan opgetekend in het proces-verbaal waarvan de uitgifte wordt voorzien van het formulier van tenuitvoerlegging, tenzij de partijen om toepassing van artikel 1043 verzoeken.

Alles wat er wordt gezegd of geschreven tijdens de zittingen van minnelijke schikking is vertrouwelijk.

Zowel de partijen als de rechter-verzoener kunnen te allen tijde een einde stellen aan de procedure van minnelijke schikking.”.

Art. 152. In artikel 747, § 3, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 26 april 2007, worden de woorden “, voor de familierechtbank in het kader van een spoedeisende procedure” ingevoegd tussen de woorden “kort geding zetelende rechtbank” en de woorden “en voor de beslagrechter”.

Art. 153. In artikel 764, eerste lid, 2°, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 3 augustus 1992 en gewijzigd bij de wetten van 9 mei 2007 en 17 maart 2013, worden de woorden “het vermoeden of” opgeheven.

Art. 154. L'article 765 du même Code, remplacé par la loi du 4 mai 1984, est remplacé par ce qui suit :

“Art. 765. Lorsqu'il statue sur les demandes relatives aux mineurs ou personnes protégées en vertu de l'article 492/1 du Code civil, le juge de paix peut, même d'office, requérir, après instruction de la cause, l'avis écrit du ministère public.

Dans ce cas, le dossier complet de la procédure est transmis par le greffier en chef de la justice de paix au parquet du tribunal de première instance de l'arrondissement dans lequel se trouve le canton.

L'avis est rendu, dans le délai fixé par le juge de paix, par le ministère public près le tribunal de la famille et de la jeunesse.

Le dossier est ensuite renvoyé, accompagné de l'avis du ministère public, au greffier en chef de la justice de paix.

Celui-ci notifie par lettre missive aux avocats des parties, et par pli judiciaire aux parties sans avocat, l'avis du ministère public, en les informant de ce qu'ils ont un mois pour déposer des conclusions portant exclusivement sur le contenu de cet avis.

Ces conclusions sont uniquement prises en considération dans la mesure où elles répondent à l'avis du parquet.

Le greffier en chef fixe la date et l'heure de l'audience à laquelle la cause sera plaidée.”.

Art. 155. L'article 872 du même Code est remplacé par ce qui suit :

“Art. 872. Dans les matières visées au chapitre *Xbis*, le juge peut requérir le ministère public, lorsque l'affaire peut lui être communiquée pour avis, de recueillir des renseignements sur les objets que limitativement il précise.

Les actes de cette information sont déposés au greffe, dans le dossier de la procédure. Les parties en sont averties par le greffier.”.

Art. 156. L'article 931 du même Code, modifié par la loi du 30 juin 1994, est remplacé par ce qui suit :

“Art. 931. Le mineur de moins de quinze ans révolus n'est pas entendu sous serment. Ses déclarations sont recueillies à titre de simple renseignement.

Sans préjudice de l'article 1004/1, les descendants ne sont pas entendus dans les causes où leurs ascendants ont des intérêts opposés.”.

Art. 157. Dans la quatrième partie, livre II, titre III, chapitre VIII, du même Code, il est inséré une section 7/1 intitulée “L'audition de mineurs”.

Art. 158. Dans la section 7/1, insérée par l'article 155, il est inséré un article 1004/1 rédigé comme suit :

“Art. 1004/1. § 1^{er}. Tout mineur a le droit d'être entendu par un juge dans les matières qui le concernent relatives à l'autorité parentale, au droit d'hébergement ainsi qu'au droit aux relations personnelles. Il a le droit de refuser d'être entendu.

§ 2. Le mineur de moins de douze ans est entendu à sa demande, à la demande des parties, du ministère public ou d'office par le juge. Le juge peut, par décision motivée par les circonstances de la cause, refuser d'entendre le mineur de moins de douze ans, sauf lorsque la demande émane de ce dernier ou du ministère public. La décision de refus n'est pas susceptible de recours.

§ 3. Le mineur qui a atteint l'âge de douze ans est informé par le juge, le cas échéant à l'adresse de chacun de ses parents, de son droit à être entendu conformément à l'article 1004/2. Un formulaire de réponse est joint à cette information.

§ 4. Si le mineur a déjà été entendu au cours de la procédure ou dans une instance précédente, même devant un autre tribunal, le juge peut ne pas accéder à la demande si aucun élément nouveau ne la justifie.

§ 5. Le juge entend le mineur en un lieu qu'il considère comme approprié. À moins que le juge n'y déroge par une décision motivée, l'entretien a lieu hors la présence de quiconque.

Art. 154. Artikel 765 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 4 mei 1984, wordt vervangen door wat volgt :

“Art. 765. Wanneer hij uitspraak doet over de vorderingen met betrekking tot minderjarigen of personen beschermd krachtens artikel 492/1 van het Burgerlijk Wetboek, kan de vrederechter, zelfs ambtshalve, na onderzoek van de zaak, het schriftelijk advies van het openbaar ministerie eisen.

In dat geval bezorgt de hoofdgriffier van het vrederecht het volledige dossier van de rechtspleging aan de rechtbank van eerste aanleg van het arrondissement waarin het kanton zich bevindt.

Het advies wordt binnen de door de vrederechter vastgestelde termijn uitgebracht door het openbaar ministerie bij de familie- en jeugdrechtbank.

Het dossier wordt vervolgens, samen met het advies van het openbaar ministerie, teruggestuurd naar de hoofdgriffier van het vrederecht.

Laatstgenoemde brengt het advies van het openbaar ministerie bij gewone brief ter kennis van de advocaten van de partijen en bij gerechtsbrief ter kennis van de partijen zonder advocaat, waarbij wordt meegedeeld dat zij binnen een maand conclusies kunnen neerleggen uitsluitend met betrekking tot de inhoud van dit advies.

Die conclusies worden alleen in aanmerking genomen voor zover zij antwoorden op het advies van het parket.

De hoofdgriffier stelt de datum en het uur van de zitting vast waarop de zaak zal worden bepleit.”.

Art. 155. Artikel 872 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

“Art. 872. In de in hoofdstuk *Xbis* bedoelde aangelegenheden kan de rechter van het openbaar ministerie vorderen, wanneer de zaak aan het advies van deze ambtenaar mag worden onderworpen, inlichtingen in te winnen omtrent de punten die hij op beperkende wijze aangeeft.

De akten van dit onderzoek worden op de griffie neergelegd en bij het dossier van de rechtspleging gevoegd. De griffier brengt zulks ter kennis van de partijen.”.

Art. 156. Artikel 931 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1994, wordt vervangen door wat volgt :

“Art. 931. De minderjarige beneden de volle leeftijd van vijftien jaar mag niet onder ede worden gehoord. Zijn verklaringen gelden enkel als inlichtingen.

Onverminderd artikel 1004/1, mogen bloedverwanten in nederdalende lijn niet worden gehoord in zaken waarin hun bloedverwanten in opgaande lijn tegengestelde belangen hebben.”.

Art. 157. In het vierde deel, boek II, titel III, hoofdstuk VIII, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 7/1 ingevoegd, luidende “Het horen van minderjarigen”.

Art. 158. In afdeling 7/1, ingevoegd bij artikel 155, wordt een artikel 1004/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 1004/1. § 1. Elke minderjarige heeft het recht gehoord te worden door een rechter in materies die hem aanbelangen aangaande onderlijk gezag, recht op de verblijfsregeling en recht op persoonlijke relaties. Hij heeft het recht om te weigeren gehoord te worden.

§ 2. De minderjarige die jonger is dan twaalf jaar wordt gehoord op zijn verzoek, op verzoek van de partijen, van het openbaar ministerie of, ambtshalve, van de rechter. De rechter kan, middels een door de omstandigheden van de zaak gemotiveerde beslissing, weigeren de minderjarige die jonger is dan twaalf jaar te horen, behalve wanneer dat verzoek van deze laatste of van het openbaar ministerie uitgaat. Tegen die beslissing van weigering kan geen rechtsmiddel worden aangevend.

§ 3. De minderjarige die twaalf jaar oud is, wordt door de rechter ingelicht, in voorkomend geval, op het adres van elk van zijn ouders, over zijn recht om gehoord te worden overeenkomstig artikel 1004/2. Bij die informatie wordt een antwoordformulier gevoegd.

§ 4. Indien de minderjarige in de loop van de rechtspleging of in een vorige aanleg reeds is gehoord, zelfs voor een andere rechtbank, is de rechter niet verplicht op het verzoek in te gaan, indien er geen nieuw element is dat een verhoor rechtvaardigt.

§ 5. De rechter hoort de minderjarige op een plaats die hij geschikt acht. Tenzij de rechter hier bij een met redenen omklede beslissing van afwijkt, vindt het onderhoud plaats buiten de aanwezigheid van wie ook.

Le rapport de l'entretien est joint au dossier de la procédure. Il relate les dires du mineur. Le mineur est informé que les parties pourront prendre connaissance du rapport. Il lui en est fait lecture.

Le rapport n'est pas signé par le mineur. Si, au cours de l'entretien, le juge estime que le mineur n'a pas le discernement nécessaire, il l'indique dans le rapport.

§ 6. L'entretien avec le mineur ne lui confère pas la qualité de partie à la procédure.

Les opinions du mineur sont prises en considération compte tenu de son âge et de son degré de maturité.”.

Art. 159. Dans la même section 7/1, il est inséré un article 1004/2 rédigé comme suit :

“Art. 1004/2. Le Roi établit le modèle de formulaire d'information au mineur.

Le formulaire mentionne le droit d'être entendu par le juge, la manière dont l'entretien se déroule, ainsi que la manière d'accepter ou refuser l'entretien. Il mentionne également que le rapport de l'entretien est joint au dossier de la procédure, que les parties peuvent en prendre connaissance et que le contenu de ce rapport peut être utilisé au cours de ladite procédure.

Le formulaire précise en outre que, lorsqu'il entend le mineur, le juge n'est pas tenu de se conformer aux demandes formulées par celui-ci.

Le formulaire est envoyé, le cas échéant, à l'adresse de chacun des parents.”.

Art. 160. Dans l'article 1016*bis* du même Code, inséré par la loi du 20 mai 1987 et modifié par la loi du 27 avril 2007, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 2, les mots “au président du tribunal de première instance” sont remplacés par les mots “au tribunal de la famille”;

2° dans l'alinéa 4, les mots “Le président du tribunal” sont remplacés par les mots “Le juge du tribunal de la famille”;

3° dans l'alinéa 5, les mots “au président” sont remplacés par les mots “au tribunal de la famille”;

4° dans l'alinéa 7, le mot “président” est remplacé par le mot “juge”.

Art. 161. Dans l'article 1156 du même Code, les mots “le président du tribunal de première instance” sont remplacés par les mots “le juge de paix”.

Art. 162. Dans l'article 1189, alinéa 2, du même Code, les mots “première instance” sont remplacés par les mots “la famille”.

Art. 163. Dans l'article 1191 du même Code, remplacé par la loi du 29 avril 2001, les mots “du tribunal” sont chaque fois remplacés par les mots “du tribunal de la famille”.

Art. 164. Dans l'article 1193*bis* du même Code, inséré par la loi du 18 février 1981, remplacé par la loi du 29 avril 2001 et modifié par la loi du 3 mai 2003, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots “le tribunal de première instance” sont remplacés par les mots “le tribunal de la famille”;

2° dans l'alinéa 2, les mots “du juge de paix ou du tribunal” sont abrogés;

3° dans l'alinéa 4, les mots “les articles 1186, alinéa 2, 1187, alinéa 2, et 1188, alinéa 2” sont remplacés par les mots “l'article 1187, alinéa 2”.

Art. 165. Dans l'article 1195, alinéa 2, du même Code, les mots “le président du tribunal de première instance” sont remplacés par les mots “le tribunal de la famille”.

Art. 166. Dans l'article 1197 du même Code, modifié par les lois du 29 avril 2001, du 3 mai 2003 et du 17 mars 2013, les mots “président du tribunal de première instance” sont remplacés par les mots “tribunal de la famille” et les mots “488*bis*, f, §§ 3 et 4” sont remplacés par les mots “499/7, § 2, et 499/9”.

Art. 167. Dans l'article 1198 du même Code, modifié par la loi du 29 avril 2001, les mots “président du tribunal de première instance” sont remplacés par les mots “tribunal de la famille”.

Het verslag van het onderhoud wordt bij het dossier van de rechtspleging gevoegd. Het geeft weer wat de minderjarige heeft gezegd. De minderjarige wordt geïnformeerd over het feit dat de partijen er kennis van kunnen nemen. Het verslag wordt hem voorgelezen.

De minderjarige ondertekent het verslag niet. Indien de rechter tijdens het onderhoud vaststelt dat de minderjarige niet over het nodige onderscheidingsvermogen beschikt, maakt hij hiervan melding in het verslag.

§ 6. Het onderhoud met de minderjarige heeft niet tot gevolg dat hij partij in het geding wordt.

Aan de mening van de minderjarige wordt passend belang gehecht in overeenstemming met zijn leeftijd en maturiteit.”.

Art. 159. In dezelfde afdeling 7/1 wordt een artikel 1004/2 ingevoegd, luidende :

“Art. 1004/2. De Koning stelt het model van informatieformulier voor de minderjarige vast.

Het formulier vermeldt het recht om gehoord te worden door de rechter, de manier waarop het onderhoud plaatsvindt en de manier waarop het onderhoud aanvaard of geweigerd wordt. Het vermeldt eveneens dat het verslag over het onderhoud bij het dossier van de rechtspleging wordt gevoegd, dat de partijen er kennis van kunnen nemen en dat de inhoud van dit verslag tijdens deze rechtspleging kan worden gebruikt.

In het formulier wordt bovendien gepreciseerd dat de rechter bij het horen van de minderjarige niet verplicht is zich te schikken naar de door de minderjarige gedane verzoeken.

Het formulier wordt in voorkomend geval gericht aan het adres van elk van de ouders.”.

Art. 160. In artikel 1016*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 20 mei 1987 en gewijzigd bij de wet van 27 april 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden “voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg” vervangen door het woord “familierechtbank”;

2° in het vierde lid worden de woorden “voorzitter van de rechtbank” vervangen door de woorden “rechter van de familierechtbank”;

3° in het vijfde lid wordt het woord “voorzitter” vervangen door het woord “familierechtbank”;

4° in het zevende lid wordt het woord “voorzitter” vervangen door het woord “rechter”.

Art. 161. In artikel 1156 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg” vervangen door het woord “vrederechter”.

Art. 162. In artikel 1189, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden “rechtbank van eerste aanleg” vervangen door het woord “familierechtbank”.

Art. 163. In artikel 1191 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 29 april 2001, worden de woorden “de rechtbank” telkens vervangen door de woorden “de familierechtbank”.

Art. 164. In artikel 1193*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 18 februari 1981, vervangen bij de wet van 29 april 2001 en gewijzigd bij de wet van 3 mei 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “rechtbank van eerste aanleg” vervangen door het woord “familierechtbank”;

2° in het tweede lid worden de woorden “van de vrederechter of van de rechtbank” opgeheven;

3° in het vierde lid worden de woorden “de artikelen 1186, tweede lid, 1187, tweede lid, en 1188, tweede lid,” vervangen door de woorden “artikel 1187, tweede lid,”.

Art. 165. In artikel 1195, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden “voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg” vervangen door het woord “familierechtbank”.

Art. 166. In artikel 1197 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 29 april 2001, 3 mei 2003 en 17 maart 2013, worden de woorden “voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg” vervangen door het woord “familierechtbank” en worden de woorden “488*bis*, f, §§ 3 en 4” vervangen door de woorden “499/7, § 2, en 499/9”.

Art. 167. In artikel 1198 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 29 april 2001, worden de woorden “voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg” vervangen door het woord “familierechtbank”.

Art. 168. Dans l'article 1199, alinéa 2, du même Code, les mots "président du tribunal de première instance" sont remplacés par les mots "tribunal de la famille" et le mot "présidentielle" est remplacé par les mots "du tribunal".

Art. 169. Dans l'article 1204bis du même Code, inséré par la loi du 29 avril 2001 et modifié par la loi du 17 mars 2013, les mots "devant le juge de paix" sont remplacés par les mots "selon le cas, devant le juge de paix ou devant le tribunal de la famille", les mots "Le juge de paix" sont remplacés par les mots "Le juge" et les mots "au juge de paix" sont remplacés par les mots "au juge".

Art. 170. L'article 1207 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 13 juillet 2011, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 1207. Si tous les indivisaires ne consentent pas à un partage amiable ainsi que dans les cas visés à l'article 1206, alinéa 6, le partage a lieu judiciairement à la demande de la partie la plus diligente, formée devant le tribunal de la famille."

Art. 171. A l'article 1226 du même Code, remplacé par la loi du 9 mai 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 2, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

"Lorsque la demande est fondée sur l'article 112 du Code civil, la requête ainsi que toutes les pièces dûment inventoriées sont déposées en double exemplaire à la justice de paix. Dès leur dépôt, le greffier en communique un exemplaire au ministère public."

2° le § 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Lorsque la demande est fondée sur l'article 112 du Code civil, le juge de paix statue, le ministère public préalablement entendu en son avis écrit ou oral."

Art. 172. Dans l'article 1227, § 3, du même Code, remplacé par la loi du 9 mai 2007, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

"Lorsque la demande est fondée sur l'article 113, § 2, ou 117, § 1^{er}, du Code civil, le juge de paix statue, le ministère public préalablement entendu en son avis écrit ou oral."

Art. 173. Dans l'article 1228, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par la loi du 24 juin 1970, les mots "première instance" sont remplacés par les mots "la famille".

Art. 174. Dans l'article 1231-3, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par la loi du 27 décembre 2004, les mots "première instance" sont remplacés par les mots "la famille".

Art. 175. Dans l'article 1231-6, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par la loi du 27 décembre 2004, le mot "jeunesse" est remplacé par le mot "famille".

Art. 176. L'article 1231-9 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, est complété par les mots "de la famille".

Art. 177. Dans l'article 1231-10 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par les lois du 2 juin 2010 et du 17 mars 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le mot "tribunal" est chaque fois remplacé par les mots "tribunal de la famille";

2° dans l'alinéa 1^{er}, 3°, le mot "jeunesse" est chaque fois remplacé par le mot "famille".

Art. 178. Dans l'article 1231-11, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, le mot "jeunesse" est remplacé par le mot "famille".

Art. 179. Dans l'article 1231-13, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "le tribunal" et les mots "statue au plus tôt".

Art. 180. Dans l'article 1231-14, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, les mots "L'adoptant ou les adoptants peuvent, avant que l'adoption ne soit prononcée, demander au tribunal de la jeunesse, soit : " sont remplacés par les mots "Lorsque l'adoption vise un enfant mineur, l'adoptant ou les adoptants peuvent, avant que l'adoption ne soit prononcée, demander au tribunal de la famille, soit : ".

Art. 168. In artikel 1199, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg" vervangen door het woord "familie rechtbank" en wordt het woord "voorzitter" vervangen door het woord "rechtbank".

Art. 169. In artikel 1204bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 29 april 2001 en gewijzigd bij de wet van 17 maart 2013, worden de woorden "bij de vrederechter" vervangen door de woorden "naar gelang van het geval, bij de vrederechter of bij de familie rechtbank", worden de woorden "De vrederechter" vervangen door de woorden "De rechter" en worden de woorden "aan de vrederechter" vervangen door de woorden "aan de rechter".

Art. 170. Artikel 1207 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 13 juli 2011, wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 1207. Indien niet alle mede-eigenaars met een minnelijke verdeling instemmen, alsook in de gevallen bedoeld in artikel 1206, zesde lid, geschiedt de verdeling gerechtelijk op vordering van de meest gereede partij ingesteld bij de familie rechtbank."

Art. 171. In artikel 1226 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 9 mei 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende :

"Wanneer het verzoek gegrond is op artikel 112 van het Burgerlijk Wetboek, worden het verzoekschrift en alle naar behoren geïnventariseerde stukken in tweevoud neergelegd bij het vrederecht. Zodra die neerlegging is geschied, bezorgt de griffier een exemplaar ervan aan het openbaar ministerie."

2° § 3 wordt aangevuld met een lid, luidende :

"Wanneer het verzoek is gegrond op artikel 112 van het Burgerlijk Wetboek, doet de vrederechter uitspraak nadat hij eerst het schriftelijk of mondeling advies van het openbaar ministerie heeft gehoord."

Art. 172. In artikel 1227, § 3 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 9 mei 2007, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"Wanneer het verzoek is gegrond op artikel 113, § 2, of 117, § 1, van het Burgerlijk Wetboek, doet de vrederechter uitspraak nadat hij eerst het schriftelijk of mondeling advies van het openbaar ministerie heeft gehoord."

Art. 173. In artikel 1228, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 24 juni 1970, worden de woorden "rechtbank van eerste aanleg" vervangen door het woord "familie rechtbank".

Art. 174. In artikel 1231-3, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2004, worden de woorden "rechtbank van eerste aanleg" vervangen door het woord "familie rechtbank".

Art. 175. In artikel 1231-6, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2004, wordt het woord "jeugdrechtbank" vervangen door het woord "familie rechtbank".

Art. 176. In artikel 1231-9 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familie rechtbank".

Art. 177. In artikel 1231-10 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wetten van 2 juni 2010 en van 17 maart 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord "rechtbank" telkens vervangen door het woord "familie rechtbank";

2° in het eerste lid, 3°, wordt het woord "jeugdrechtbank" telkens vervangen door het woord "familie rechtbank".

Art. 178. In artikel 1231-11, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord "jeugdrechtbank" vervangen door het woord "familie rechtbank".

Art. 179. In artikel 1231-13, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familie rechtbank".

Art. 180. In artikel 1231-14, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, worden de woorden "Vooraleer de adoptie wordt uitgesproken kunnen de adoptant of de adoptanten aan de jeugdrechtbank vragen om, ofwel : " vervangen door de woorden "Wanneer de adoptie betrekking heeft op een minderjarig kind, kunnen de adoptant of de adoptanten vooraleer de adoptie wordt uitgesproken aan de familie rechtbank vragen om, ofwel : ".

Art. 181. Dans l'article 1231-27, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et remplacé par la loi du 6 décembre 2005, le mot "jeunesse" est remplacé par le mot "famille".

Art. 182. Dans l'article 1231-30, 2°, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par la loi du 27 décembre 2004, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "le tribunal" et les mots "dans le mois".

Art. 183. Dans l'article 1231-33/1, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 30 décembre 2009, le mot "jeunesse" est remplacé par le mot "famille".

Art. 184. Dans l'article 1231-33/4, 2°, du même Code, inséré par la loi du 30 décembre 2009, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "le tribunal" et les mots "dans les quinze jours".

Art. 185. Dans l'article 1231-34, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, le mot "jeunesse" est remplacé par le mot "famille".

Art. 186. Dans l'article 1231-36, 2°, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par la loi du 27 décembre 2004, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "le tribunal" et les mots "dans le mois".

Art. 187. Dans la phrase liminaire de l'article 1231-41 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par la loi du 27 décembre 2004, le mot "jeunesse" est remplacé par le mot "famille".

Art. 188. L'article 1231-48, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par la loi du 17 mars 2013, est complété par les mots "ou de toute autre partie à l'action".

Art. 189. Dans l'article 1231-51 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "le tribunal" et les mots "peut décider qu'elle".

Art. 190. Dans l'article 1231-55 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par la loi du 27 décembre 2004, les mots "La cour d'appel" sont remplacés par les mots "La chambre de la famille de la cour d'appel".

Art. 191. Dans l'article 1233, § 1^{er}, 2°, du même Code, remplacé par la loi du 29 avril 2001, les mots "l'article 931, alinéas 6 et 7" sont remplacés par les mots "l'article 1004/1, §§ 5 et 6".

Art. 192. Dans l'article 1236bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 29 avril 2001, les mots "première instance" sont remplacés par les mots "la famille".

Art. 193. Dans la quatrième partie, livre IV du même Code, l'intitulé du chapitre Xbis, inséré par la loi du 14 juillet 1976, est remplacé par ce qui suit :

"Chapitre Xbis. Des demandes relatives aux droits et devoirs qui naissent des relations familiales".

Art. 194. L'article 1253bis du même Code, abrogé par la loi du 3 août 1992, est rétabli dans la rédaction suivante :

"Art. 1253bis. Le tribunal de la famille tient compte de tous les éléments utiles qui figurent dans le dossier familial visé à l'article 725bis."

Art. 195. Dans le même Code, il est inséré un article 1253ter/1 rédigé comme suit :

"Art. 1253ter/1. Dans toutes les causes relevant du tribunal de la famille, dès qu'une demande est introduite, le greffier informe les parties de la possibilité de médiation, de conciliation et de tout autre mode de résolution amiable des conflits en leur envoyant immédiatement le texte des articles 1730 à 1737 accompagné d'une brochure d'information concernant la médiation, rédigée par le ministre qui a la Justice dans ses attributions, la liste des médiateurs agréés spécialisés en matière familiale établis dans l'arrondissement judiciaire, ainsi que les renseignements concernant les séances d'information, permanences ou autres initiatives organisées dans l'arrondissement judiciaire afin de promouvoir la résolution amiable des conflits."

Art. 196. Dans le même Code, il est inséré un article 1253ter/2 rédigé comme suit :

"Art. 1253ter/2. Dans toutes les causes visées à l'article 1253ter/4, § 2, 1° à 4°, les parties sont tenues de comparaître en personne à l'audience d'introduction.

Art. 181. In artikel 1231-27, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en vervangen bij de wet van 6 december 2005, wordt het woord "jeugdrechtsbank" vervangen door het woord "familierechtsbank".

Art. 182. In artikel 1231-30, 2°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2004, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtsbank".

Art. 183. In artikel 1231-33/1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 december 2009, wordt het woord "jeugdrechtsbank" vervangen door het woord "familierechtsbank".

Art. 184. In artikel 1231-33/4, 2°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 december 2009, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtsbank".

Art. 185. In artikel 1231-34, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 wordt het woord "jeugdrechtsbank" vervangen door het woord "familierechtsbank".

Art. 186. In artikel 1231-36, 2°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2004, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtsbank".

Art. 187. In de inleidende zin van artikel 1231-41, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2004, wordt het woord "jeugdrechtsbank" vervangen door het woord "familierechtsbank".

Art. 188. In artikel 1231-48, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 17 maart 2013, worden tussen de woorden "op verzoek van de procureur des Konings" en het woord "aangesteld" de woorden "of van enige andere partij bij de vordering" ingevoegd.

Art. 189. In artikel 1231-51 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtsbank".

Art. 190. In artikel 1231-55 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2004, worden de woorden "Het hof van beroep" vervangen door de woorden "De familiekamer van het hof van beroep".

Art. 191. In artikel 1233, § 1, 2°, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 29 april 2001, worden de woorden "artikel 931, zesde en zevende lid" vervangen door de woorden "artikel 1004/1, §§ 5 en 6".

Art. 192. In artikel 1236bis, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 29 april 2001 worden de woorden "rechtbank van eerste aanleg" vervangen door het woord "familierechtsbank".

Art. 193. In het vierde deel, boek IV, van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van hoofdstuk Xbis, ingevoegd bij de wet van 14 juli 1976, vervangen door wat volgt :

"Hoofdstuk Xbis. Vorderingen betreffende de rechten en verplichtingen die voortvloeien uit familiale betrekkingen".

Art. 194. Artikel 1253bis van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij de wet van 3 augustus 1992, wordt hersteld als volgt :

"Art. 1253bis. De familierechtsbank houdt rekening met alle nuttige elementen die voorkomen in het in artikel 725bis bedoelde familie-dossier."

Art. 195. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1253ter/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 1253ter/1. In alle zaken die vallen onder de bevoegdheid van de familierechtsbank informeert de griffier, zodra een vordering wordt ingesteld, de partijen over de mogelijkheid tot bemiddeling, verzoening en elke andere vorm van minnelijke oplossing van conflicten, door hen onmiddellijk de tekst toe te zenden van de artikelen 1730 tot 1737, vergezeld van een door de voor Justitie bevoegde minister opgestelde informatiebrochure over de bemiddeling, de lijst van de erkende bemiddelaars die zijn gespecialiseerd in familie zaken en gevestigd zijn in het gerechtelijk arrondissement, alsook de inlichtingen betreffende de informatiesessies, wachtdiensten of andere in het gerechtelijk arrondissement georganiseerde initiatieven die erop gericht zijn de minnelijke oplossing van conflicten te bevorderen."

Art. 196. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1253ter/2 ingevoegd, luidende :

"Art. 1253ter/2. In alle zaken bedoeld in artikel 1253ter/4, § 2, 1° tot 4°, dienen de partijen in persoon te verschijnen op de inleidingszitting.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les parties sont tenues, dans toutes les causes concernant des enfants mineurs, de comparaître en personne à l'audience d'introduction, ainsi qu'à l'audience où sont discutées les questions concernant les enfants et aux audiences de plaidoiries.

En cas de circonstances exceptionnelles, le juge peut autoriser une dérogation à la comparution personnelle des parties prévue par les alinéas 1^{er} et 2.

Si le demandeur ne comparaît pas en personne, le juge, selon les circonstances qu'il apprécie, déclare le demandeur déchu de sa demande, ou renvoie la cause au rôle particulier de la chambre. Dans ce dernier cas, la cause peut être ramenée à l'audience dans un délai de quinze jours, à la demande d'une des parties. Si le défendeur ne comparaît pas en personne, le juge peut, soit rendre un jugement par défaut, soit remettre la cause à une audience ultérieure. Dans ce dernier cas, un nouveau pli judiciaire est envoyé au défendeur. Si le défendeur ne comparaît toujours pas à cette nouvelle audience, le tribunal prononce, sauf circonstances exceptionnelles, un jugement réputé contradictoire.

En cas d'accord des parties rédigé par un avocat, un notaire ou un médiateur agréé sur toutes les demandes formulées dans l'acte introductif d'instance, la comparution personnelle des parties n'est pas requise et le tribunal homologue l'accord des parties, pour autant que celui-ci ne soit pas manifestement contraire à l'intérêt de l'enfant. Toutefois, le juge peut toujours ordonner la comparution personnelle des parties, soit d'office, soit à la demande du ministère public."

Art. 197. Dans le même Code, il est inséré un article 1253ter/3 rédigé comme suit :

"Art. 1253ter/3. § 1^{er}. "Si les parties, dans les causes visées à l'article 1253ter/4, § 2, 1^o à 4^o, ne sont pas parvenues à un accord, le juge les entend sur leur litige.

Sans préjudice de l'article 1253ter/2, le juge peut, en tout état de cause, ordonner aux parties de comparaître en personne, à la demande d'une des parties ou du ministère public, ou s'il l'estime utile, notamment afin de concilier les parties ou d'apprécier l'opportunité d'un accord. Le juge peut proposer aux parties d'examiner si une conciliation ou une médiation est possible.

Si le demandeur ne comparaît pas en personne, le juge, selon les circonstances qu'il apprécie, déclare le demandeur déchu de sa demande, ou renvoie la cause au rôle particulier de la chambre. Dans ce dernier cas, la cause peut être ramenée à l'audience dans un délai de quinze jours, à la demande d'une des parties. Si le défendeur ne comparaît pas en personne, le juge peut, soit rendre un jugement par défaut, soit remettre la cause à une audience ultérieure. Dans ce dernier cas, un nouveau pli judiciaire est envoyé au défendeur. Si le défendeur ne comparaît toujours pas à cette nouvelle audience, le tribunal prononce, sauf circonstances exceptionnelles, un jugement réputé contradictoire.

§ 2. Moyennant accord de toutes les parties, le juge peut remettre à une date déterminée, qui ne peut excéder le délai de trois mois fixé à l'article 1734, afin de permettre aux parties d'examiner si des accords peuvent être conclus ou si une médiation peut leur offrir une solution, ou renvoyer l'affaire, en application de l'article 76, § 4, à la chambre de règlement à l'amiable. L'affaire peut être reprise plus tôt, sur demande écrite d'une des parties.

§ 3. A tout moment, les parties peuvent demander au juge d'homologuer leurs accords relatifs aux mesures visées à l'article 1253ter/4, § 2, 1^o à 4^o. Le juge peut refuser d'homologuer l'accord s'il est manifestement contraire à l'intérêt des enfants."

Art. 198. "Art 1253ter/4. § 1^{er}. Lorsque l'urgence est invoquée, le tribunal de la famille statue en référé.

A défaut d'urgence, et sauf application de l'article 1043, le juge renvoie la cause à une audience ordinaire.

In afwijking van het eerste lid dienen de partijen in alle zaken die betrekking hebben op minderjarige kinderen in persoon te verschijnen op de inleidingszitting, de zitting waarop de vragen aangaande de kinderen worden besproken én de pleitzittingen.

De rechter kan in geval van uitzonderlijke omstandigheden een afwijking toestaan op de persoonlijke verschijning van partijen bedoeld in het eerste en tweede lid.

Indien de eiser niet in persoon verschijnt, verklaart de rechter naar gelang van de omstandigheden waarover hij oordeelt, de eiser van zijn eis vervallen, of verwijst de zaak naar de bijzondere rol van de kamer. In dat laatste geval kan de zaak op verzoek van een van de partijen opnieuw ter zitting worden gebracht binnen een termijn van vijftien dagen. Indien de verweerder niet in persoon verschijnt, kan de rechter hetzij een vonnis bij verstek uitspreken, hetzij de zaak uitstellen tot een latere rechtsdag. In dat laatste geval wordt een nieuwe gerechtsbrief verstuurd naar de verweerder. Indien de verweerder opnieuw niet verschijnt op die nieuwe zitting, spreekt de rechtbank, behoudens uitzonderlijke omstandigheden, een vonnis uit dat geacht wordt op tegenspraak te zijn gewezen.

In geval van een door een advocaat, een notaris of een erkend bemiddelaar opgesteld akkoord tussen de partijen over alle vorderingen die zijn naar voren gebracht in de akte van rechtsingang wordt de persoonlijke verschijning van de partijen niet vereist en homologeert de rechtbank het akkoord van de partijen, voor zover dit niet kennelijk strijdig is met het belang van het kind. De rechter kan echter steeds de persoonlijke verschijning van de partijen bevelen, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van het openbaar ministerie."

Art. 197. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1253ter/3 ingevoegd, luidende :

"Art. 1253ter/3. § 1. Indien de partijen in de zaken bedoeld in artikel 1253ter/4, § 2, 1^o tot 4^o, niet tot een akkoord zijn gekomen, hoort de rechter de partijen betreffende hun geschil.

Onverminderd artikel 1253ter/2 kan de rechter de partijen in elke stand van het geding gelasten persoonlijk te verschijnen, op verzoek van een van de partijen of van het openbaar ministerie, dan wel als hij het nuttig acht, onder meer teneinde de partijen met elkaar te verzoenen of de relevantie van een akkoord na te gaan. De rechter kan de partijen voorstellen om de mogelijkheid van een minnelijke schikking of bemiddeling te onderzoeken.

Indien de eiser niet in persoon verschijnt, verklaart de rechter naar gelang van de omstandigheden waarover hij oordeelt, de eiser van zijn eis vervallen, of verwijst de zaak naar de bijzondere rol van de kamer. In dat laatste geval kan de zaak op verzoek van een van de partijen opnieuw ter zitting worden gebracht binnen een termijn van vijftien dagen. Indien de verweerder niet in persoon verschijnt, kan de rechter hetzij een vonnis bij verstek uitspreken, hetzij de zaak uitstellen tot een latere rechtsdag. In dat laatste geval wordt een nieuwe gerechtsbrief verstuurd naar de verweerder. Indien de verweerder opnieuw niet verschijnt op die nieuwe zitting, spreekt de rechtbank, behoudens uitzonderlijke omstandigheden, een vonnis uit dat geacht wordt op tegenspraak te zijn gewezen.

§ 2. Mits alle partijen hiermee akkoord gaan, kan de rechter de zaak verdagen naar een vaste datum die de termijn van drie maanden zoals bepaald in artikel 1734 niet mag overschrijden, teneinde de partijen de mogelijkheid te bieden na te gaan of er akkoorden kunnen worden gesloten dan wel of bemiddeling een oplossing zou kunnen bieden aan partijen, of kan hij de zaak, met toepassing van artikel 76, § 4, verwijzen naar de kamer voor minnelijke schikking. De zaak kan op schriftelijk verzoek van een van de partijen op een vroegere datum worden hervat.

§ 3. Op ieder ogenblik kunnen de partijen de rechter verzoeken hun overeenkomsten met betrekking tot de maatregelen bedoeld in artikel 1253ter/4, § 2, 1^o tot 4^o, te homologeren. De rechter kan weigeren de overeenkomst te homologeren als deze kennelijk strijdig is met het belang van de kinderen."

Art. 198. "Art 1253ter/4. § 1. Wanneer spoedeisendheid wordt aangevoerd, doet de familierechtbank uitspraak in kort geding.

Zonder spoedeisendheid en behoudens toepassing van artikel 1043 verwijst de rechter de zaak naar een gewone zitting.

§ 2. Sont réputées urgentes et peuvent être introduites par requête contradictoire, citation ou requête conjointe, les causes relatives:

- 1° aux résidences séparées;
- 2° à l'autorité parentale;
- 3° au droit d'hébergement et au droit aux relations personnelles avec un enfant mineur;
- 4° aux obligations alimentaires;
- 5° aux enlèvements internationaux d'enfants;
- 6° aux autorisations à mariage visées à l'article 167 du Code civil et les refus de cohabitation légale visés à l'article 1476*quater*, alinéa 5, du Code civil;

7° aux mesures provisoires ordonnées sur la base de l'article 1253*ter*/5.

Il est statué selon les formes de la procédure en référé.

Si la cause est introduite par citation, le délai visé à l'article 1035, alinéa 2, est d'application.

Dans les autres cas, l'audience d'introduction a lieu au plus tard dans les quinze jours qui suivent le dépôt au greffe.

Si les causes visées à l'alinéa 1^{er} sont introduites en même temps que d'autres causes, le tribunal de la famille peut décider d'appliquer la procédure décrite dans le présent article à ces autres demandes."

Art. 199. Dans le même Code, il est inséré un article 1253*ter*/5 rédigé comme suit :

"Art. 1253*ter*/5. Outre celles prises conformément aux articles 19, alinéa 2, et 735, § 2, le juge peut prendre, à titre provisoire, les mesures suivantes:

1° ordonner ou modifier toute disposition relative à l'autorité parentale, à l'hébergement et au droit aux relations personnelles;

2° fixer, modifier ou supprimer les pensions alimentaires;

3° fixer les résidences séparées des époux et des cohabitants légaux;

4° interdire à un des époux, pendant la durée qu'il fixe, d'aliéner, d'hypothéquer ou d'engager des biens mobiliers ou immobiliers propres ou communs sans le consentement du conjoint; il peut interdire le déplacement des meubles ou en attribuer l'usage personnel à un des deux époux;

5° obliger l'époux qui possède les biens mobiliers à donner caution ou à justifier d'une solvabilité suffisante;

6° utiliser les mêmes pouvoirs que ceux qui lui sont attribués à l'article 221 du Code civil;

7° fixer la résidence conjugale des époux en cas de désaccord;

8° toute mesure prise sur la base des articles 1209 à 1212.

Lorsque la demande est introduite par requête, l'audience d'introduction doit intervenir dans les quinze jours à dater du dépôt de la requête.

En ce qui concerne la fixation des résidences séparées visées à l'alinéa 2, 3°, si un époux ou un cohabitant légal se rend coupable, à l'égard de son conjoint, d'un fait visé à l'article 375, 398 à 400, 402, 403 ou 405 du Code pénal ou a tenté de commettre un fait visé à l'article 375, 393, 394 ou 397 du même Code, ou s'il existe des indications sérieuses de tels comportements, l'autre époux ou cohabitant légal se verra attribuer, s'il en fait la demande et sauf circonstances exceptionnelles, la jouissance de la résidence conjugale ou commune.

§ 2. Worden geacht spoedeisend te zijn en kunnen worden ingeleid bij tegensprekelijk verzoekschrift, dagvaarding of gezamenlijk verzoekschrift, de zaken met betrekking tot :

1° de afzonderlijke verblijfplaatsen;

2° het ouderlijk gezag;

3° de verblijfsregeling en het recht op persoonlijk contact met een minderjarig kind;

4° de onderhoudsverplichtingen;

5° de internationale kinderontvoeringen;

6° de machtigingen om een huwelijk aan te gaan als bedoeld in artikel 167 van het Burgerlijk Wetboek en de weigeringen van wettelijke samenwoning als bedoeld in artikel 1476*quater*, vijfde lid, van het Burgerlijk Wetboek;

7° de voorlopige maatregelen die bevolen worden op grond van artikel 1253*ter*/5.

De uitspraak wordt gedaan volgens de vormvoorschriften van de procedure in kort geding.

Zo de zaak bij dagvaarding wordt ingeleid, is de in artikel 1035, tweede lid, bedoelde termijn van toepassing.

In de andere gevallen heeft de inleidende zitting plaats uiterlijk binnen vijftien dagen na de neerlegging ter griffie.

Zo de in het eerste lid bedoelde zaken samen met andere zaken worden ingeleid, kan de familierechtbank beslissen de in dit artikel beschreven procedure toe te passen op die andere vorderingen."

Art. 199. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1253*ter*/5 ingevoegd, luidende :

"Art. 1253*ter*/5. Naast de maatregelen die werden genomen overeenkomstig de artikelen 19, tweede lid, en 735, § 2, kan de rechter de volgende voorlopige maatregelen nemen :

1° alle maatregelen betreffende de uitoefening van het ouderlijk gezag, de organisatie van de verblijfsregeling en het recht op persoonlijk contact bevelen of aanpassen;

2° de uitkeringen tot levensonderhoud begroten, wijzigen of afschaffen;

3° de afzonderlijke verblijfplaats van de echtgenoten of de wettelijk samenwonenden vaststellen;

4° aan een der echtgenoten verbod opleggen om, voor de tijd die hij bepaalt, eigen of gemeenschappelijke roerende of onroerende goederen, zonder de instemming van de andere echtgenoot te vervreemden, te hypothequeren of te verpanden; hij kan de verplaatsing van de meubelen verbieden of het persoonlijk gebruik ervan aan een van beide echtgenoten toewijzen;

5° de echtgenoot die de roerende goederen onder zich heeft, verplichten zich borg te stellen of voldoende solvabiliteit aan te tonen;

6° gebruik maken van dezelfde bevoegdheden als hem bij artikel 221 van het Burgerlijk Wetboek zijn toegekend;

7° de echtelijke verblijfplaats van de echtgenoten vaststellen indien zij het daar niet over eens zijn;

8° elke maatregel genomen op grond van de artikelen 1209 tot 1212.

Wanneer de vordering werd ingesteld bij verzoekschrift, dan dient de inleidingszitting plaats te vinden binnen vijftien dagen na de datum waarop het verzoekschrift is neergelegd.

Wat betreft de in het tweede lid, 3°, bedoelde vaststelling van de afzonderlijke verblijfplaats, indien een echtgenoot of een wettelijk samenwonende zich tegenover de andere schuldig gemaakt heeft aan een feit als bedoeld in de artikelen 375, 398 tot 400, 402, 403 of 405 van het Strafwetboek, of heeft gepoogd een feit te plegen als bedoeld in de artikelen 375, 393, 394 of 397 van hetzelfde Wetboek, of indien er ernstige aanwijzingen voor dergelijke gedragingen bestaan, krijgt de andere echtgenoot of wettelijk samenwonende behalve bij uitzonderlijke omstandigheden, het genot van de echtelijke of de gemeenschappelijke verblijfplaats toegewezen, indien hij daarom verzoekt.

Les actes d'aliénation visés à l'alinéa 2, 4°, sont les actes visés à l'article 1^{er} de la loi du 16 décembre 1851 sur la révision du régime hypothécaire et à l'article 8 de la loi du 10 février 1908 sur la navigation maritime et la navigation intérieure.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, 6°, le jugement du tribunal de la famille peut être opposé à tous tiers débiteurs actuels ou futurs sur la notification qui leur aura été faite par un huissier de justice à la requête d'une des parties. Lorsque le jugement cesse de produire ses effets, les tiers débiteurs en sont informés de la même manière à la requête de la partie la plus diligente."

Art. 200. Dans le même Code il est inséré un article 1253ter/6, rédigé comme suit :

"Art. 1253ter/6. Si une demande relative à un mineur lui est soumise, le tribunal de la famille prend toutes diligences et fait procéder à toutes investigations utiles, compte tenu de l'intérêt supérieur de l'enfant.

Le tribunal peut notamment faire procéder à toutes investigations utiles pour connaître la personnalité de l'enfant, le milieu où il est élevé, afin de déterminer son intérêt et les moyens appropriés à son éducation ou à son traitement.

Il peut faire procéder à une étude sociale par l'intermédiaire du service social compétent et soumettre l'enfant à un examen médico-psychologique, lorsque le dossier qui lui est soumis ne lui paraît pas suffisant.

Lorsque le tribunal fait procéder à une étude sociale, il ne peut, sauf en cas d'extrême urgence, prendre ou modifier sa décision qu'après avoir pris connaissance de l'avis du service social compétent, à moins que cet avis ne lui parvienne pas dans le délai qu'il a fixé et qui ne peut dépasser septante-cinq jours.

L'information est, en tout cas, communiquée aux parties avant l'audience.

Le tribunal tient compte, le cas échéant, des opinions exprimées par les enfants conformément à l'article 1004/1."

Art. 201. Dans le même Code, il est inséré un article 1253ter/7 rédigé comme suit :

"Art. 1253ter/7. § 1^{er}. Par dérogation aux dispositions de la troisième partie, titre III, les causes réputées urgentes restent inscrites au rôle du tribunal de la famille, même en cas de décision en degré d'appel. En cas d'éléments nouveaux, la même cause peut être ramenée devant le tribunal, dans un délai de quinze jours, par conclusions ou par demande écrite, déposée ou adressée au greffe. Ces éléments nouveaux doivent être indiqués dans les conclusions ou la demande écrite, à peine de nullité.

Par "éléments nouveaux", il y a lieu d'entendre :

1° de manière générale, un élément inconnu lors de la première demande;

2° en matière alimentaire, des circonstances nouvelles propres aux parties ou aux enfants et susceptibles de modifier sensiblement leur situation;

3° en matière d'hébergement, de droits aux relations personnelles et d'exercice de l'autorité parentale, des circonstances nouvelles qui sont susceptibles de modifier la situation des parties ou celle de l'enfant. Toutefois, dans ce dernier cas, le tribunal ne pourra faire droit à cette nouvelle demande que si l'intérêt de l'enfant le justifie.

§ 2. En cas de recours inapproprié à la possibilité prévue au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de ramener la cause devant le tribunal, le juge peut exercer la faculté qui lui est attribuée à l'article 1017, alinéa 4.

De in het tweede lid, 4°, bedoelde daden van vervreemding zijn alle daden bedoeld in artikel 1 van de wet van 16 december 1851 van de wet tot herziening van het hypothecair stelsel en in artikel 8 van de wet van 10 februari 1908 betreffende de zee- en binnenvaart.

In het in het tweede lid, 6°, bedoelde geval kan het vonnis van de familierechtbank ingeroepen worden tegen alle tegenwoordige of toekomstige derden-schuldenaars, nadat zij hun, op verzoek van een van de partijen, door een gerechtsdeurwaarder zal zijn betekend. Wanneer het vonnis ophoudt gevolgen te hebben, krijgen de derden-schuldenaars op dezelfde wijze daarvan bericht ten verzoeken van de meest gerede partij."

Art. 200. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1253ter/6 ingevoegd, luidende :

"Art. 1253ter/6. De familierechtbank neemt, indien het verzoek dat haar wordt voorgelegd betrekking heeft op een minderjarige, alle maatregelen en verricht de nodige daden van onderzoek, rekening houdend met het hoger belang van het kind.

De rechtbank kan onder meer alle maatregelen treffen en het onderzoek doen verrichten dat nodig is om de persoonlijkheid van het kind en het milieu waarin het wordt grootgebracht te kennen teneinde uit te maken wat zijn belang is en welke middelen voor zijn opvoeding of behandeling geschikt zijn.

Zij kan een maatschappelijk onderzoek doen verrichten, door bemiddeling van de bevoegde sociale dienst, en het kind aan een medisch-psychologisch onderzoek onderwerpen, indien hij het haar meegedeelde dossier niet voldoende acht.

Indien de rechtbank een maatschappelijk onderzoek doet verrichten, kan zij, behoudens in spoedeisende gevallen, haar beslissing eerst nemen of wijzigen na kennis te hebben genomen van het advies van de bevoegde sociale dienst, tenzij zij dit advies niet ontvangt binnen de door haar bepaalde termijn, die niet meer dan vijfenzeventig dagen mag bedragen.

Van de informatie wordt in alle gevallen aan de partijen kennis gegeven voor de zitting.

De rechtbank houdt, in voorkomend geval, rekening met de meningen van de kinderen die werden geuit op de wijze bepaald bij artikel 1004/1."

Art. 201. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1253ter/7 ingevoegd, luidende :

"Art. 1253ter/7. § 1. In afwijking van de bepalingen van het derde deel, titel III, blijven de zaken die worden geacht spoedeisend te zijn, ingeschreven op de rol van de familierechtbank, ook in geval van een uitspraak in hoger beroep. In geval van nieuwe elementen kan dezelfde zaak opnieuw voor de rechtbank worden gebracht, binnen een termijn van 15 dagen, bij conclusie of bij een schriftelijk verzoek dat wordt neergelegd bij of gericht is aan de griffie. Deze nieuwe elementen moeten, op straffe van nietigheid, worden aangeduid in de conclusie of in het schriftelijk verzoek.

Onder "nieuwe elementen" wordt verstaan :

1° over het algemeen, een feit dat niet bekend was bij het eerste verzoek;

2° met betrekking tot een uitkering tot levensonderhoud, nieuwe omstandigheden waarin de partijen of de kinderen verkeren, en die hun situatie ingrijpend kunnen wijzigen;

3° met betrekking tot de organisatie van de verblijfsregeling, het recht op persoonlijk contact en de uitoefening van het ouderlijk gezag, nieuwe omstandigheden die de toestand van de partijen of die van het kind kunnen wijzigen. In dit laatste geval kan de rechtbank dit nieuwe verzoek echter enkel inwilligen indien het belang van het kind zulks rechtvaardigt.

§ 2. Indien er op oneigenlijke wijze gebruik wordt gemaakt van de in § 1, eerste lid, geboden mogelijkheid om de zaak opnieuw voor de rechtbank te brengen, kan de rechter in zijn vonnis de bevoegdheid uitoefenen die hem wordt toegekend in artikel 1017, vierde lid.

§ 3. L'article 730, § 2, a), n'est pas applicable aux causes visées par la saisine permanente du présent article."

Art. 202. Il est inséré un article 1253^{ter}/8 dans le même Code, rédigé comme suit :

"Art. 1253^{ter}/8. Le tribunal de la famille est saisi dans les matières prévues aux articles 353-10 et 354-2 du Code civil, et sans préjudice des articles 145, 478, et 479 du même Code et des articles 1231-3, 1231-24, 1231-27 et 1231-46, par une requête signée selon les cas, par le mineur, les père, mère, tuteur, subrogé tuteur, curateur, membre de la famille ou membre du centre public d'aide sociale, ou par citation, à la requête du ministère public."

Art. 203. Dans l'article 1253^{quater} du même Code, inséré par la loi du 14 juillet 1976 et modifié par les lois des 19 mars et 2 juin 2010, le a) est abrogée.

Art. 204. À l'article 1253^{quinquies} du même Code, inséré par la loi du 14 juillet 1976, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "juge de paix" sont remplacés par les mots "tribunal de la famille" et le mot "juge" est chaque fois remplacé par le mot "tribunal";

2° dans le texte néerlandais de l'alinéa 1^{er}, le mot "hem" est chaque fois remplacé par le mot "haar" et le mot "hij" est remplacé par le mot "zij";

3° dans l'alinéa 3, le mot "juge" est remplacé par le mot "tribunal";

4° dans le texte néerlandais de l'alinéa 3, le mot "hem" est remplacé par le mot "haar".

Art. 205. Dans l'article 1253^{sexies}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 14 juillet 1976, le mot "requêtes" est remplacé par le mot "demandes" et les mots "à l'article 4, § 1^{er}, 1° et 2°, de la loi du 10 février 1908" sont remplacés par les mots "à l'article 272^{bis}, § 2, 1° et 2°, du Code de commerce".

Art. 206. Dans l'article 1253^{septies} du même Code, inséré par la loi du 14 juillet 1976, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

"Dans les cas d'urgence, l'époux qui demande l'interdiction d'aliéner ou d'hypothéquer des biens susceptibles d'hypothèque peut demander qu'avant même de statuer sur le mérite de la demande, le tribunal de la famille l'autorise à faire inscrire sa demande en marge du dernier titre d'acquisition transcrit des biens visés dans l'acte introductif d'instance. Un extrait du jugement est notifié par le greffier au conservateur des hypothèques."

Art. 207. Dans l'article 1254 du même Code, remplacé par la loi du 27 avril 2007 et modifié par les lois des 2 juin 2010 et 5 avril 2011, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1^{er}, alinéa 6, la phrase "Si le demandeur souhaite que ces demandes soient immédiatement introduites en référé, la demande est introduite par exploit d'huissier de justice contenant citation à comparaître devant le président siégeant en référé, ainsi qu'il est dit à l'article 1280, et devant le tribunal." est abrogée;

2° dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "du tribunal" et les mots "contrôle dans ce cas";

3° le § 4/1 est abrogé.

Art. 208. Dans l'article 1255 du même Code, remplacé par la loi du 27 avril 2007 et modifié par les lois des 2 juin 2010, 5 avril 2011 et 17 mars 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, alinéa 2, les mots "comparution des parties" sont remplacés par le mot "audience";

§ 3. Artikel 730, § 2, a), is niet toepasselijk op de zaken waarvoor dit artikel bepaalt dat ze voortdurend aanhangig blijven bij de rechtbank."

Art. 202. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1253^{ter}/8 ingevoegd, luidende :

"Art. 1253^{ter}/8. De zaak wordt bij de familierechtbank aanhangig gemaakt in de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 353-10 en 354-2 van het Burgerlijk Wetboek, en onverminderd de artikelen 145, 478 en 479 van hetzelfde Wetboek en de artikelen 1231-3, 1231-24, 1231-27 en 1231-46, bij een verzoekschrift, ondertekend, al naar het geval, door de minderjarige, de vader, de moeder, de voogd, de toeziende voogd, de curator, het familielid of het lid van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, of bij dagvaarding, op verzoek van het openbaar ministerie."

Art. 203. In artikel 1253^{quater} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 14 juli 1976 en gewijzigd bij de wetten van 19 maart en 2 juni 2010, wordt letter a) opgeheven.

Art. 204. In artikel 1253^{quinquies} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 14 juli 1976, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord "vrederechter" vervangen door het woord "familierechtbank" en wordt het woord "rechter" telkens vervangen door het woord "rechtbank";

2° in het eerste lid wordt het woord "hem" telkens vervangen door het woord "haar" en wordt het woord "hij" vervangen door het woord "zij";

3° in het derde lid wordt het woord "rechter" vervangen door het woord "rechtbank";

4° in het derde lid wordt het woord "hem" vervangen door het woord "haar".

Art. 205. In artikel 1253^{sexies}, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 14 juli 1976, worden de woorden "Het verzoek" vervangen door de woorden "De vordering" en worden de woorden "in artikel 4, § 1, 1° en 2°, van de wet van 10 februari 1908" vervangen door de woorden "in artikel 227^{bis}, § 2, 1° en 2°, van het Wetboek van Koophandel".

Art. 206. In artikel 1253^{septies} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 14 juli 1976, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

"De echtgenoot die verzoekt om het vervreemden of hypothekeken van voor hypotheek vatbare goederen te verbieden, kan in spoedeisende gevallen aan de familierechtbank vragen dat zij hem, nog voor zij zich uitsprekt over de waarde van de aanvraag, toelaat zijn verzoek te doen inschrijven op de kant van de laatst overgeschreven titel van verkrijging van de in de akte van rechtsingang bedoelde goederen. De griffier geeft aan de hypotheekbewaarder kennis van een uittreksel uit de beslissing."

Art. 207. In artikel 1254 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 27 april 2007 en gewijzigd bij de wetten van 2 juni 2010 en 5 april 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, zesde lid, wordt de zin "Als de eiser wenst dat die vorderingen onmiddellijk in kort geding worden ingeleid, dan wordt de vordering bij gerechtsdeurwaardersexploot ingeleid met dagvaarding om te verschijnen voor de voorzitter, zitting houdend in kort geding, zoals bepaald in artikel 1280, en voor de rechtbank.", opgeheven;

2° in § 2, eerste lid, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank";

3° § 4/1 wordt opgeheven.

Art. 208. In artikel 1255 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 27 april 2007 en gewijzigd bij de wetten van 2 juni 2010, 5 april 2011 en 17 maart 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden "verschijning van de partijen" vervangen door het woord "zitting";

2° le § 6 est remplacé par ce qui suit :

“§ 6. Le juge peut ordonner la comparution personnelle des parties à la demande d’une des parties ou du ministère public, ou s’il l’estime utile, notamment en vue de concilier les parties ou d’apprécier l’opportunité d’un accord relatif à la personne, aux aliments et aux biens des enfants.

Sans préjudice de l’article 1734, le tribunal informe les parties de la possibilité de résoudre leur litige par le biais de la conciliation, de la médiation ou de tout autre mode de résolution amiable des conflits. S’il constate qu’un rapprochement est possible, il peut ordonner la surséance à la procédure afin de permettre aux parties de recueillir toutes les informations utiles à cet égard. La durée de la surséance ne peut être supérieure à un mois.

A la demande des parties, ou si le juge l’estime opportun, le dossier est alors renvoyé à la chambre de règlement à l’amiable du tribunal de la famille, sur la base des articles 661 et suivants.”;

3° dans le § 7, les mots “le président du tribunal” sont remplacés par les mots “le tribunal de la famille”.

Art. 209. Dans l’article 1256 du même Code, rétabli par la loi du 27 avril 2007, l’alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

“A défaut d’accord ou en cas d’accord partiel, le juge renvoie, à la demande d’une des parties, à sa première audience utile dans le cadre des causes réputées urgentes ou des causes dont l’urgence est invoquée au sens de l’article 1253ter/4. L’article 803 est d’application.”.

Art. 210. L’article 1263 du même Code, modifié par la loi du 30 juin 1994, est remplacé par ce qui suit :

“Art. 1263. Lorsque la loi exige la comparution personnelle des parties ou que le tribunal l’a ordonnée, l’époux qui fait défaut peut, selon les circonstances que le juge apprécie, soit être déclaré déchu de son action, soit voir la cause renvoyée au rôle particulier de la chambre. Dans ce dernier cas, la cause peut être ramenée à l’audience dans un délai de quinze jours, à la demande d’une des parties.”.

Art. 211. Dans l’article 1275, § 2, alinéa 4, du même Code, remplacé par la loi du 30 juin 1994, les mots “tribunal qui a statué sur la demande” sont remplacés par les mots “tribunal de première instance dont le tribunal de la famille qui a statué sur la demande fait partie”.

Art. 212. Dans l’article 1278, alinéa 4, du même Code, remplacé par la loi du 30 juin 1994, les mots “de la famille” sont insérés entre les mots “Le tribunal” et les mots “peut, à la demande”.

Art. 213. L’article 1280 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 5 avril 2011, est remplacé par ce qui suit :

“Art. 1280. Lorsqu’il statue sur des causes réputées urgentes ou des causes dont l’urgence est invoquée au sens de l’article 1253ter/4, le tribunal de la famille connaît, à la demande, soit des parties ou de l’une d’elles, soit du procureur du Roi, des mesures urgentes conformément à l’article 1253ter/5 et 1253ter/6.

Les articles 1253sexies, § 1^{er}, 1253septies, alinéa 1^{er}, et 1253octies sont d’application lorsque l’interdiction d’aliéner ou d’hypothéquer des biens susceptibles d’hypothèque est demandée ou ordonnée. Est également d’application, l’article 224 du Code civil.”.

Art. 214. L’article 1289 du même Code, remplacé par la loi du 30 juin 1994, est remplacé par ce qui suit :

“Art. 1289. § 1^{er}. Si les époux sont séparés depuis plus de six mois au jour du dépôt de la requête et que la comparution personnelle visée au § 3 n’est pas ordonnée, la procédure se déroule par écrit. L’article 755 est d’application.

2° § 6 wordt vervangen als volgt :

“§ 6. De rechter kan de persoonlijke verschijning van de partijen bevelen op verzoek van één van de partijen of van het openbaar ministerie, of wanneer hij dit nuttig acht met het oog op het verzoeken van de partijen, of teneinde de mogelijkheden van een akkoord na te gaan met betrekking tot de persoon, de onderhoudsgelden en de goederen van de kinderen.

Onverminderd de toepassing van artikel 1734 brengt de rechtbank de partijen in kennis van de mogelijkheid hun geschil op te lossen via verzoening, bemiddeling dan wel elke andere vorm van minnelijke oplossing van conflicten. Als hij vaststelt dat toenadering mogelijk is, kan hij de schorsing van de procedure gelasten, om de partijen de mogelijkheid te bieden alle nuttige inlichtingen dienaangaande in te winnen. De duur van de schorsing mag niet meer bedragen dan één maand.

Op verzoek van de partijen, of als de rechter het opportuun acht, wordt het dossier dan naar de kamer voor minnelijke schikking van de familierechtbank verwezen, op grond van de artikelen 661 en volgende.”;

3° in § 7 worden de woorden “voorzitter van de rechtbank” vervangen door de woorden “de familierechtbank”.

Art. 209. In artikel 1256 van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 27 april 2007, wordt het derde lid vervangen door wat volgt :

“Bij gebrek aan een overeenkomst of in geval van een gedeeltelijke overeenkomst, verwijst de rechter de zaak op verzoek van één van de partijen naar zijn eerste nuttige zitting in het kader van de zaken die worden geacht spoedeisend te zijn of van de zaken waarvoor de spoedeisendheid wordt aangevoerd in de zin van artikel 1253ter/4. Artikel 803 is van toepassing.”.

Art. 210. Artikel 1263 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1994, wordt vervangen door wat volgt :

“Art. 1263. Wanneer de wet de persoonlijke verschijning van de partijen eist of de rechtbank deze heeft gelast, kan naar gelang van de omstandigheden die de rechter beoordeelt, de echtgenoot die niet verschijnt, van zijn rechtsvordering vervallen worden verklaard of kan de zaak worden verwezen naar de bijzondere rol van de kamer. In dat laatste geval kan de zaak opnieuw op de terechtzitting komen binnen een termijn van vijftien dagen op verzoek van een van de partijen.”.

Art. 211. In artikel 1275, § 2, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juni 1994, worden de woorden “rechtbank die op de vordering heeft beslist” vervangen door de woorden “rechtbank van eerste aanleg waartoe de familierechtbank die op de vordering heeft beslist, behoort”.

Art. 212. In artikel 1278, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juni 1994, wordt het woord “rechtbank” vervangen door het woord “familierechtbank”.

Art. 213. Artikel 1280 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 5 april 2011, wordt vervangen door wat volgt :

“Art. 1280. Wanneer de familierechtbank uitspraak doet over zaken die worden geacht spoedeisend te zijn of zaken waarvoor de spoedeisendheid wordt aangevoerd in de zin van artikel 1253ter/4, neemt zij, op verzoek van de partijen of van één van hen, of van de procureur des Konings, kennis van de voorlopige maatregelen volgens het bepaalde in de artikelen 1253ter/5 en 1253ter/6.

De artikelen 1253sexies, § 1, 1253septies, eerste lid, en 1253octies zijn van toepassing wanneer verbod is gevorderd of uitgevaardigd om voor hypotheek vatbare goederen te vervreemden of met hypotheek te bezwaren. Artikel 224 van het Burgerlijk Wetboek is ook van toepassing.”.

Art. 214. Artikel 1289 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juni 1994, wordt vervangen als volgt :

“Art. 1289. § 1. Wanneer de echtgenoten al meer dan zes maanden gescheiden leven op de dag van de neerlegging van het verzoekschrift, en de in § 3 bepaalde persoonlijke verschijning niet wordt bevolen, verloopt de procedure schriftelijk. Artikel 755 is van toepassing.

§ 2. Si les époux ne sont pas séparés depuis plus de six mois au jour du dépôt de la requête, ils sont tenus de comparaître ensemble et en personne devant le tribunal de la famille dans le mois à compter du jour de ce dépôt. Ils font au tribunal la déclaration de leur volonté.

§ 3. Quelle que soit la durée de séparation des époux, la comparution des parties peut toujours être ordonnée par le tribunal, soit d'initiative, soit à la demande du procureur du Roi ou d'une des parties. Dans ce cas, les époux sont tenus de comparaître ensemble et en personne devant le tribunal de la famille dans le mois à compter du jour de ce dépôt. Ils font au tribunal la déclaration de leur volonté.

§ 4. Dans les cas visés aux §§ 2 et 3, le tribunal peut, en cas de circonstances exceptionnelles, autoriser le ou les époux à se faire représenter par un avocat ou par un notaire.”.

Art. 215. L'article 1289*bis* du même Code, inséré par la loi du 30 juin 1994, est abrogé.

Art. 216. Dans l'article 1289*ter* du même Code, inséré par la loi du 30 juin 1994, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 2, les mots “§§ 2 et 3” sont insérés entre les mots “visée à l'article 1289,” et les mots “à moins qu'en raison”;

2° dans l'alinéa 3, les mots “président du tribunal ou le juge qui en exerce les fonctions” sont remplacés par les mots “tribunal de la famille”.

Art. 217. Dans l'article 1290 du même Code, modifié par les lois des 1^{er} juillet 1972, 30 juin 1994 et 20 mai 1997, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots “l'article 931, alinéas 3 à 7” sont chaque fois remplacés par les mots “l'article 1004/1”;

2° dans l'alinéa 3, les mots “§§ 2 et 3,” sont insérés entre les mots “prévues à l'article 1289,” et les mots “décider d'office”.

Art. 218. L'article 1291*bis* du même Code, inséré par la loi du 27 avril 2007, est abrogé.

Art. 219. Dans l'article 1292, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 1^{er} juillet 1972, les mots “1289 à 1291” sont remplacés par les mots “articles 1289, §§ 2, 3 et 4, à 1291”.

Art. 220. A l'article 1293 du même Code, remplacé par la loi du 30 juin 1994 et modifié par la loi du 20 mai 1997, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots “Lorsque les époux ou l'un d'eux” sont remplacés par les mots “Lorsque, dans le mois à compter du jour du dépôt de la requête et avant l'éventuelle comparution des parties visée à l'article 1289, §§ 2 et 3, les époux ou l'un d'eux”;

2° dans l'alinéa 2, les mots “article 931, alinéas 3 à 7” sont remplacés par les mots “article 1004/1”;

3° l'alinéa 3 est abrogé;

4° dans l'alinéa 4, qui devient l'alinéa 3, les mots “ou au troisième” sont supprimés et les mots “au deuxième alinéa ou de l'audition prévue au troisième alinéa” sont remplacés par les mots “au même alinéa” et les mots “une nouvelle date pour la seconde comparution prévue à l'article 1294” sont remplacés par les mots “une nouvelle date de comparution”;

5° l'alinéa 5 est abrogé.

Art. 221. L'article 1294 du même Code, remplacé par la loi du 30 juin 1994 et modifié par les lois des 20 mai 1997 et 27 avril 2007, est abrogé.

Art. 222. Dans l'article 1294*bis* du même Code, inséré par la loi du 27 avril 2007 et modifié par la loi du 31 octobre 2008, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1^{er}, les mots “prévues à l'article 1294” sont remplacés par les mots “prévues à l'article 1289, §§ 2 et 3”;

2° le § 1^{er} est complété par les mots “, §§ 2 et 3”;

3° dans le § 2, les mots “l'audience des référés” sont remplacés par les mots “l'audience relative aux affaires réputées urgentes” et le mot “président” est remplacé par le mot “tribunal”.

§ 2. Wanneer de echtgenoten niet langer dan zes maanden gescheiden leven op de dag van de neerlegging van het verzoekschrift, worden zij geacht binnen een maand te rekenen van de datum van deze neerlegging gezamenlijk en persoonlijk te verschijnen voor de familierechtbank. Zij geven de rechtbank hun wil te kennen.

§ 3. De persoonlijke verschijning van partijen kan steeds worden bevolen door de rechtbank, ongeacht de duur van de scheiding van de echtgenoten, hetzij ambtshalve, hetzij op vraag van de procureur des Konings of van een van de partijen. In dit geval, worden de echtgenoten geacht binnen een maand te rekenen van de neerlegging van het verzoekschrift gezamenlijk en persoonlijk te verschijnen voor de familierechtbank. Ze geven de rechtbank hun wil te kennen.

§ 4. In de in §§ 2 en 3 bedoelde gevallen kan de rechtbank in uitzonderlijke omstandigheden de echtgenoten machtigen zich te laten vertegenwoordigen door een advocaat of door een notaris.”.

Art. 215. Artikel 1289*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1994, wordt opgeheven.

Art. 216. In artikel 1289*ter* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden “§§ 2 en 3,” ingevoegd tussen de woorden “in artikel 1289” en de woorden “tenzij het wegens”;

2° in het derde lid worden de woorden “voorzitter van de rechtbank of de rechter die het ambt van de voorzitter waarneemt” worden vervangen door het woord “familierechtbank”.

Art. 217. In artikel 1290 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 1 juli 1972, 30 juni 1994 en 20 mei 1997, worden de volgende aanpassingen aangebracht :

1° de woorden “artikel 931, derde tot zevende lid” worden telkens vervangen door de woorden “artikel 1004/1”;

2° in het derde lid worden de woorden “§§ 2 en 3” ingevoegd tussen de woorden “waarin artikel 1289” en de woorden “voorziet, ambtshalve”.

Art. 218. Artikel 1291*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 april 2007 wordt opgeheven.

Art. 219. In artikel 1292, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 1 juli 1972, worden de woorden “artikelen 1289 tot 1291” vervangen door de woorden “artikelen 1289, §§ 2, 3 en 4, tot 1291”.

Art. 220. In artikel 1293 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juni 1994 en gewijzigd bij de wet van 20 mei 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “Wanneer de echtgenoten of één van hen” vervangen door de woorden “Wanneer, binnen een maand te rekenen van de dag van indiening van het verzoekschrift en vóór de eventuele verschijning van de partijen als bedoeld in artikel 1289, §§ 2 en 3, de echtgenoten of een van hen”;

2° in het tweede lid worden de woorden “artikel 931, derde tot zevende lid,” vervangen door de woorden “artikel 1004/1”;

3° het derde lid wordt opgeheven;

4° in het vierde lid, dat het derde lid wordt, worden de woorden “of derde” weggelaten en worden de woorden “in het tweede lid of van het onderhoud bedoeld in het derde lid” vervangen door de woorden “in hetzelfde lid”, en worden de woorden “een nieuwe datum voor de tweede verschijning waarin artikel 1294 voorziet” vervangen door de woorden “een nieuwe verschijningsdatum”;

5° het vijfde lid wordt opgeheven.

Art. 221. Artikel 1294 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juni 1994 en gewijzigd bij de wetten van 20 mei 1997 en 27 april 2007 wordt opgeheven.

Art. 222. In artikel 1294*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 april 2007 en gewijzigd bij de wet van 31 oktober 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden “waarin artikel 1294 voorziet” vervangen door de woorden “waarin artikel 1289, §§ 2 en 3, voorziet”;

2° § 1 wordt aangevuld met de woorden “, §§ 2 en 3”;

3° in § 2 worden de woorden “de rechtsdag van kort geding” vervangen door de woorden “de rechtsdag voor de zaken die geacht worden spoedeisend te zijn” en wordt het woord “voorzitter” vervangen door het woord “rechtbank”.

Art. 223. Dans l'article 1298 du même Code, modifié par les lois du 30 juin 1994 et du 20 mai 1997, les mots "Le tribunal" sont remplacés par les mots "Le tribunal de la famille" et les mots "sur le référé" sont abrogés.

Art. 224. Dans l'article 1302, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 30 juin 1994, les mots "de la chambre de la famille" sont insérés entre les mots "contre l'arrêt" et les mots "de la cour d'appel".

Art. 225. Dans l'article 1316, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 14 juillet 1976, les mots "de la famille" sont insérés entre les mots "du tribunal" et les mots "qui l'a rendu".

Art. 226. Á l'article 1321 du même Code, remplacé par la loi du 19 mars 2010, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1^{er}, 1°, le mot "juge" est remplacé par les mots "tribunal de la famille";

2° dans le § 2, le mot "juge" est remplacé par les mots "tribunal de la famille";

3° dans le texte néerlandais du § 2, le mot "hij" est chaque fois remplacé par le mot "zij".

Art. 227. Dans l'article 1322/1 du même Code, inséré par la loi du 19 mars 2010, le mot "juge" est remplacé par les mots "tribunal de la famille".

Art. 228. Dans l'article 1322bis du même Code, inséré par la loi du 10 août 1998 et remplacé par la loi du 10 mai 2007, les mots "président du tribunal de première instance" sont chaque fois remplacés par les mots "le tribunal de la famille".

Art. 229. Dans l'article 1322quater, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 10 août 1998, le mot "président" est remplacé par le mot "tribunal".

Art. 230. Dans l'article 1322quinquies du même Code, inséré par la loi du 10 août 1998 et modifié par la loi du 10 mai 2007, les mots "président du tribunal" sont chaque fois remplacés par les mots "juge du tribunal de la famille".

Art. 231. Dans l'article 1322sexies du même Code, inséré par la loi du 10 août 1998 et modifié par la loi du 10 mai 2007, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "le président du tribunal de première instance" sont remplacés par les mots "le tribunal de la famille";

2° dans l'alinéa 4, les mots "de l'ordonnance rendue par le président du tribunal" sont remplacés par les mots "du jugement rendu par le tribunal de la famille".

Art. 232. Dans l'article 1322decies du même Code, inséré par la loi du 10 mai 2007, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 2, 2°, les mots "président du tribunal de première instance" sont remplacés par les mots "tribunal de la famille";

2° dans les §§ 4 et 5, les mots "président du tribunal" sont chaque fois remplacés par les mots "tribunal de la famille".

Art. 233. Dans l'article 1322undecies du même Code, inséré par la loi du 10 mai 2007, les mots "président du tribunal" sont remplacés par les mots "tribunal de la famille".

Art. 234. Dans l'article 1322duodecies, §§ 1^{er} et 2, du même Code, inséré par la loi du 10 mai 2007, le mot "jeunesse" est chaque fois remplacé par le mot "famille".

Art. 235. Dans l'article 1383 du même Code, modifié par la loi du 15 mai 2007, les mots "première instance" sont remplacés par les mots "la famille".

Art. 236. Dans l'article 1385duodecies, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 10 mai 2007, les mots "première instance" sont remplacés par les mots "la famille".

Art. 237. Dans le même Code, il est inséré un article 1398/1 rédigé comme suit:

"Art. 1398/1. § 1^{er}. Sauf dispositions spéciales, les décisions prises par le juge du tribunal de la famille sont exécutoires par provision. Néanmoins, l'exécution du jugement n'a lieu qu'aux risques et périls de la partie qui la poursuit et sans préjudice des règles de cantonnement.

§ 2. Le juge siégeant au tribunal de la famille peut, moyennant une décision spécialement motivée, refuser l'exécution provisoire si une des parties le lui demande.

Art. 223. In artikel 1298 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1994 en 20 mei 1997, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 224. In artikel 1302, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juni 1994, worden de woorden "van de familiekamer" ingevoegd tussen de woorden "tegen het arrest" en de woorden "van het hof van beroep".

Art. 225. In artikel 1316, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1976, wordt het woord "rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 226. In artikel 1321 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 19 maart 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, 1°, wordt het woord "rechter" vervangen door het woord "familierechtbank";

2° in § 2 wordt het woord "rechter" vervangen door het woord "familierechtbank";

3° in § 2 wordt het woord "hij" telkens vervangen door het woord "zij".

Art. 227. In artikel 1322/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 maart 2010, wordt het woord "rechter" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 228. In artikel 1322bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 1998 en vervangen bij de wet van 10 mei 2007, worden de woorden "voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg" telkens vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 229. In artikel 1322quater, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 1998, wordt het woord "voorzitter" vervangen door het woord "rechtbank".

Art. 230. In artikel 1322quinquies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 1998 en gewijzigd bij de wet van 10 mei 2007, worden de woorden "voorzitter van de rechtbank" telkens vervangen door de woorden "rechter van de familierechtbank".

Art. 231. In artikel 1322sexies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 1998 en gewijzigd bij de wet van 10 mei 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg" vervangen door het woord "familierechtbank";

2° in het vierde lid worden de woorden "een beschikking gewezen door de voorzitter van de rechtbank" vervangen door de woorden "een vonnis gewezen door de familierechtbank".

Art. 232. In artikel 1322decies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 mei 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 2, 2°, worden de woorden "voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg" vervangen door het woord "familierechtbank";

2° in de §§ 4 en 5 worden de woorden "voorzitter van de rechtbank" telkens vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 233. In artikel 1322undecies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 mei 2007, worden de woorden "voorzitter van de rechtbank" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 234. In artikel 1322duodecies, §§ 1 en 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 mei 2007, wordt het woord "jeugdrechtbank" telkens vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 235. In artikel 1383 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 mei 2007, worden de woorden "rechtbank van eerste aanleg" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 236. In artikel 1385duodecies, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 mei 2007, worden de woorden "rechtbank van eerste aanleg" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 237. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1398/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 1398/1. § 1. Behalve specifieke bepalingen zijn de beslissingen genomen door de rechter van de familierechtbank uitvoerbaar bij voorraad. Niettemin wordt het vonnis enkel uitgevoerd op risico van de partij die de tenuitvoerlegging ervan vordert en onverminderd de regels inzake cantonnement.

§ 2. De rechter die zitting houdt in de familierechtbank kan, bij een met bijzondere redenen omklede beslissing, de uitvoerbaarheid bij voorraad weigeren indien een van de partijen hem daarom verzoekt.

§ 3. Toutefois, l'exécution provisoire n'a pas lieu, pour les décisions touchant à l'état des personnes, sauf en ce qui concerne les décisions interlocutoires ou d'avant dire droit."

Art. 238. Dans le même Code, il est inséré un article 1398/2 rédigé comme suit :

"Art. 1398/2. Sauf lorsqu'ils concernent des litiges relatifs aux formalités relatives à la célébration du mariage, à la levée de la prohibition du mariage entre mineurs et de son autorisation, les jugements rendus par le juge du tribunal de la famille, siégeant dans le cadre de l'urgence réputée ou invoquée au sens de l'article 1253ter/4, sont exécutoires par provision, nonobstant opposition ou appel, et sans caution si le juge n'a pas ordonné qu'il en soit fournie une."

CHAPITRE 4. — *Modification du Code pénal*

Art. 239. Dans l'article 391bis, alinéas 3 et 4, du Code pénal, remplacé par la loi du 5 juillet 1963 et modifié par les lois des 31 mars 1987 et 27 avril 2007, les mots "1280, alinéa 5" sont chaque fois remplacés par les mots "1253ter/5 et 6".

CHAPITRE 5. — *Modifications de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait*

Art. 240. L'article 8 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait, modifié par la loi du 10 octobre 1967, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 8. En ce qui concerne les affaires entrant dans le cadre de la présente loi, le tribunal de la jeunesse ne statue, à peine de nullité, qu'après avoir entendu le ministère public en son avis ou en ses réquisitions."

Art. 241. L'article 11 de la même loi est abrogé.

Art. 242. L'article 44 de la même loi, remplacé par la loi du 2 février 1994 et modifié par les lois des 29 avril 2001, 24 avril 2003 et 13 juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 44. § 1^{er}. La compétence territoriale du tribunal de la jeunesse est déterminée par la résidence des personnes qui exercent l'autorité parentale ou, en cas d'exercice conjoint par des personnes séparées, par la résidence de celle chez qui le jeune réside habituellement.

§ 2. Lorsque celles-ci n'ont pas de résidence en Belgique ou lorsque leur résidence est inconnue ou incertaine, le tribunal de la jeunesse compétent est celui du lieu où l'intéressé a commis le fait qualifié infraction, du lieu où il est trouvé ou du lieu où la personne ou l'établissement auquel il a été confié par les instances compétentes a sa résidence ou son siège.

§ 3. Lorsque le tribunal de la jeunesse est saisi après que le jeune a atteint l'âge de dix-huit ans, le tribunal de la jeunesse compétent est celui du lieu de la résidence du jeune, ou, si celle-ci est inconnue ou incertaine, du lieu où le fait qualifié infraction a été commis.

§ 4. Néanmoins le tribunal de la jeunesse compétent est celui de la résidence du requérant en cas d'application de l'article 18, alinéa 5.

§ 5. Si les personnes visées au § 1^{er} changent de résidence alors que le jeune fait l'objet d'une mesure de garde, de préservation ou d'éducation, elles doivent, sous peine d'amende d'un à vingt-cinq euros, en donner avis sans délai au tribunal de la jeunesse compétent.

§ 6. Le changement de résidence entraîne le dessaisissement de ce tribunal au profit du tribunal de la jeunesse de l'arrondissement où est située la nouvelle résidence sauf si le juge de la jeunesse, le ministère public ou les parents demandent le maintien de la saisine du tribunal de la jeunesse déjà saisi. Le dossier est transmis par le greffier du tribunal dessaisi au tribunal saisi."

Art. 243. Dans l'article 45 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 15 mai 2006, le 1^o est abrogé.

Art. 244. L'article 56bis de la même loi, inséré par la loi du 2 février 1994, est abrogé.

§ 3. De uitvoerbaarheid bij voorraad vindt evenwel niet plaats voor de beslissingen met betrekking tot de staat van personen, behalve wat de tussenbeslissingen of beslissingen alvorens recht te doen betreft."

Art. 238. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1398/2 ingevoegd, luidende :

"Art. 1398/2. Behalve wanneer zij betrekking hebben op geschillen inzake formaliteiten betreffende de voltrekking van het huwelijk, de opheffing van het verbod op het huwelijk tussen minderjarigen en de toestemming daartoe, zijn de vonnissen uitgesproken door de rechter van de familierechtbank die zitting neemt in het kader van zaken die worden geacht spoedeisend te zijn of zaken waarvoor de spoedeisendheid wordt aangevoerd in de zin van artikel 1253ter/4, uitvoerbaar bij voorraad, zulks niettegenstaande verzet of hoger beroep en zonder borgstelling indien de rechter deze niet heeft bevolen."

HOOFDSTUK 4. — *Wijziging van het Strafwetboek*

Art. 239. In artikel 391bis, derde en vierde lid, van het Strafwetboek, vervangen bij de wet van 5 juli 1963 en gewijzigd bij de wetten van 31 maart 1987 en 27 april 2007, worden de woorden "1280, vijfde lid" telkens vervangen door de woorden "1253ter/5 en 6".

HOOFDSTUK 5. — *Wijzigingen van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade*

Art. 240. Artikel 8 van wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967, wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 8. Met betrekking tot zaken binnen het kader van deze wet doet de jeugdrechtbank, op straffe van nietigheid, eerst uitspraak na het advies of de vordering van het openbaar ministerie te hebben gehoord."

Art. 241. Artikel 11 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 242. Artikel 44 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 2 februari 1994 en gewijzigd bij de wetten van 29 april 2001, 24 april 2003 en 13 juni 2006, wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 44. De territoriale bevoegdheid van de jeugdrechtbank wordt bepaald door de verblijfplaats van de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen, of, in geval van gezamenlijke uitoefening door gescheiden personen, door de verblijfplaats van de persoon bij wie de jongere gewoonlijk verblijft.

§ 2. Wanneer die personen geen verblijfplaats in België hebben of wanneer hun verblijfplaats onbekend is of niet vaststaat, is de bevoegde jeugdrechtbank die van de plaats waar de betrokkenen het als een misdrijf omschreven feit heeft gepleegd, die van de plaats waar hij wordt aangetroffen of van de plaats waar de persoon aan wie of de instelling waaraan hij door de bevoegde instanties werd toevertrouwd, zijn woonplaats of haar zetel heeft.

§ 3. Wanneer de zaak bij de jeugdrechtbank aanhangig gemaakt wordt nadat de jongere de leeftijd van achttien jaar bereikt, is de bevoegde jeugdrechtbank die van de verblijfplaats van de jongere, of, indien die verblijfplaats onbekend is of niet vaststaat, van de plaats waar het als misdrijf omschreven feit werd gepleegd.

§ 4. Niettemin is de bevoegde jeugdrechtbank bij toepassing van artikel 18, vijfde lid, die van de verblijfplaats van de eiser.

§ 5. Wanneer de in § 1 bedoelde personen van verblijfplaats veranderen, terwijl voor de jongere een maatregel van bewaring, behoeving of opvoeding geldt, moeten ze de bevoegde jeugdrechtbank daarvan onverwijld bericht geven, op straffe van geldboete van een euro tot vijftientig euro.

§ 6. De verandering van verblijfplaats brengt met zich dat de zaak aan die rechtbank wordt onttrokken en verwezen wordt naar de jeugdrechtbank van het arrondissement waar de nieuwe verblijfplaats zich bevindt, tenzij de jeugdrechter, het openbaar ministerie of de ouders vragen dat de zaak aanhangig blijft bij de jeugdrechtbank waar ze reeds aanhangig gemaakt werd. De griffier van de rechtbank waaraan de zaak onttrokken wordt, zendt het dossier over aan de rechtbank waarnaar de zaak verwezen wordt."

Art. 243. In artikel 45 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 mei 2006, wordt het 1^o opgeheven.

Art. 244. Artikel 56bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 2 februari 1994, wordt opgeheven.

Art. 245. Dans l'article 62bis de la même loi, inséré par la loi du 2 février 1994, les mots "de l'article 59bis, §§ 2bis et 4bis," sont remplacés par les mots "des articles 128, 130 et 135".

Art. 246. Dans l'article 63bis, § 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 2 février 1994, les mots "de l'article 59bis, §§ 2bis et 4bis," sont remplacés par les mots "des articles 128, 130 et 135".

CHAPITRE 6. — *Modifications de diverses dispositions législatives et réglementaires*

Art. 247. Dans l'article 30, § 3, de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux, modifié par la loi du 13 juin 2006, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

"L'appel contre les jugements du juge de paix est formé par requête adressée au tribunal de la famille, qui fixe l'audience. L'affaire est renvoyée devant une chambre de trois juges. L'appel contre les jugements du tribunal de la jeunesse est formé par requête adressée à la chambre de la jeunesse de la cour d'appel, qui fixe l'audience."

Art. 248. Dans l'article 33 de la même loi, modifié par la loi du 13 juin 2006, les mots "59bis et 59ter" sont remplacés par les mots "128, 130 et 135".

Art. 249. Dans l'article 34, alinéa 3, de la même loi, modifié par la loi du 13 juin 2006, les mots "Le juge, le tribunal ou la cour" sont remplacés par les mots "Le juge de paix, le tribunal de la famille, le tribunal de la jeunesse ou la chambre de la jeunesse de la cour d'appel".

Art. 250. Dans l'article 36, 1^o, a), de la même loi, les mots "59bis et 59ter" sont remplacés par les mots "128, 130 et 135".

Art. 251. Dans l'article 3, alinéas 1^{er} et 3, de la loi du 16 mai 1900 sur le régime successoral des petits héritages, modifié par la loi du 14 mai 1981, les mots "juge de paix" sont chaque fois remplacés par les mots "tribunal de la famille".

Art. 252. Dans l'article 4 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 29 avril 2001, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 5, les mots "juge de paix" sont chaque fois remplacés par les mots "tribunal de la famille";

2^o dans l'alinéa 6, la première phrase est abrogée et le mot "II" est remplacé par les mots "Le tribunal";

3^o dans l'alinéa 7, les mots "juge de paix ou, dans le cas prévu par l'alinéa précédent, le juge désigné à cet effet," sont remplacés par les mots "juge désigné à cet effet".

Art. 253. Dans l'article 5 de la même loi, remplacé par la loi du 20 décembre 1961, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots "juge de paix" sont remplacés par les mots "tribunal de la famille";

2^o dans l'alinéa 2, les mots "juge de paix du canton où" sont remplacés par les mots "tribunal de la famille de l'arrondissement judiciaire dans lequel";

3^o dans l'alinéa 3, les mots "juge de paix" sont remplacés par le mot "tribunal".

Art. 254. Dans l'article 6, alinéa 2, de la même loi, inséré par la loi du 20 décembre 1961, les mots "soit au moment de la reprise par la juridiction qui statue, soit ultérieurement par le juge de paix du canton où" sont remplacés par les mots "soit au moment de la reprise, soit ultérieurement par le tribunal de la famille de l'arrondissement judiciaire dans lequel".

Art. 255. Dans l'article 4 de la loi du 29 août 1988 relative au régime successoral des exploitations agricoles en vue d'en promouvoir la continuité, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots "juge de paix" sont chaque fois remplacés par les mots "tribunal de la famille";

2^o dans l'alinéa 2, la première phrase est abrogée et le mot "II" est remplacé par les mots "Le tribunal";

3^o dans l'alinéa 3, les mots "juge de paix ou, dans le cas prévu par l'alinéa précédent," sont abrogés.

Art. 245. In artikel 62bis, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 2 februari 1994, worden de woorden "artikel 59bis, §§ 2bis en 4bis" vervangen door de woorden "artikelen 128, 130 en 135".

Art. 246. In artikel 63bis, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 2 februari 1994, in paragraaf 1 worden de woorden "artikel 59bis, §§ 2bis en 4bis" vervangen door de woorden "artikelen 128, 130 en 135".

HOOFDSTUK 6. — *Wijzigingen van diverse wetgevende en regelgevende bepalingen*

Art. 247. In artikel 30, § 3, van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke, gewijzigd bij de wet van 13 juni 2006, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

"Het hoger beroep tegen de vonnissen van de vrederechter wordt ingesteld bij verzoekschrift gericht tot de familierechtbank, die de zitting bepaalt. De zaak wordt verwezen naar een kamer met drie rechters. Het hoger beroep tegen de vonnissen van de jeugdrechtsbank wordt ingesteld bij verzoekschrift gericht tot de jeugdkamer van het hof van beroep, die de zitting bepaalt."

Art. 248. In artikel 33 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 13 juni 2006, worden de woorden "59bis en 59ter" vervangen door de woorden "128, 130 en 135".

Art. 249. In artikel 34, derde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 13 juni 2006, worden de woorden "De rechter, de rechtbank of het hof" vervangen door de woorden "De vrederechter, de familierechtbank, de jeugdrechtsbank of de jeugdkamer van het hof van beroep".

Art. 250. In artikel 36, 1^o, a), van dezelfde wet, worden de woorden "59bis en 59ter" vervangen door de woorden "128, 130 en 135".

Art. 251. In artikel 3, eerste en derde lid, van de wet van 16 mei 1900 tot erfregeling van de kleine nalatenschappen, gewijzigd bij de wet van 14 mei 1981, wordt het woord "vrederechter" telkens vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 252. In artikel 4 van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij de wet van 29 april 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het vijfde lid wordt het woord "vrederechter" telkens vervangen door het woord "familierechtbank" en worden de woorden "zijn bevelschrift" vervangen door de woorden "haar bevelschrift";

2^o in het zesde lid wordt de eerste zin opgeheven en wordt het woord "Zij" vervangen door de woorden "De rechtbank";

3^o in het zevende lid worden de woorden "vrederechter of, in het geval van het vorige lid, door de daartoe aangewezen rechter" vervangen door de woorden "daartoe aangewezen rechter".

Art. 253. In artikel 5 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 20 december 1961, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid wordt het woord "vrederechter" vervangen door het woord "familierechtbank";

2^o in het tweede lid worden de woorden "vrederechter van het kanton waar" vervangen door de woorden "familierechtbank van het gerechtelijk arrondissement waarin";

3^o in het derde lid wordt het woord "vrederechter" vervangen door het woord "rechtbank" en worden de woorden "zijn toestemming" vervangen door de woorden "haar toestemming".

Art. 254. In artikel 6, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 december 1961, worden de woorden "hetzij op het ogenblik van de overneming, door de rechtbank die beslist, hetzij later, door de vrederechter van het kanton waar" vervangen door de woorden "hetzij op het ogenblik van de overneming, hetzij later, door de familierechtbank van het gerechtelijk arrondissement waarin".

Art. 255. In artikel 4 van de wet van 29 augustus 1988 op de erfregeling inzake landbouwbedrijven met het oog op het bevorderen van de continuïteit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid wordt het woord "vrederechter" telkens vervangen door het woord "familierechtbank" en worden de woorden "zijn bevelschrift" vervangen door de woorden "haar bevelschrift";

2^o in het tweede lid wordt de eerste zin opgeheven en wordt het woord "Zij" vervangen door de woorden "De rechtbank";

3^o in het derde lid worden de woorden "door de vrederechter of, in het geval van het vorige lid," opgeheven.

Art. 256. Dans l'article 5 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "juge de paix" sont remplacés par les mots "tribunal de la famille";

2° dans l'alinéa 2, les mots "juge de paix du canton où" sont remplacés par les mots "tribunal de la famille de l'arrondissement judiciaire dans lequel";

3° dans les alinéas 3 et 4, les mots "juge de paix" sont chaque fois remplacés par le mot "tribunal".

Art. 257. Dans l'article 6 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "juge de paix" sont remplacés par les mots "tribunal de la famille";

2° dans l'alinéa 2, les mots "juge de paix du canton où" sont remplacés par les mots "tribunal de la famille de l'arrondissement judiciaire dans lequel";

3° dans l'alinéa 3, les mots "juge de paix" sont remplacés par le mot "tribunal".

Art. 258. Dans l'article 8, alinéa 2, de la même loi, les mots "juge de paix du canton où" sont remplacés par les mots "tribunal de la famille de l'arrondissement judiciaire dans lequel".

Art. 259. Dans l'article 10, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots "juge de paix" sont remplacés par les mots "tribunal de la famille".

Art. 260. Dans l'article 11 de la loi du 12 juillet 1931 relative à certains actes de l'état civil et à la compétence des agents diplomatiques et consulaires en matière d'état civil, les mots "première instance" sont chaque fois remplacés par les mots "la famille".

Art. 261. Dans l'article 5, § 3, du Code de la nationalité belge, rétabli par la loi du 1^{er} mars 2000, les mots "première instance" sont remplacés par les mots "la famille".

Art. 262. A l'article 27 du Code de droit international privé, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1^{er}, l'alinéa 4 est complété par la phrase suivante:

"Le recours est introduit devant le tribunal de la famille si l'acte authentique étranger concerne une compétence visée à l'article 572bis du Code judiciaire";

2° le § 2 est complété par la phrase suivante:

"La demande en déclaration de force exécutoire d'un acte authentique étranger est introduite devant le tribunal de la famille si cet acte concerne une compétence visée à l'article 572bis du Code judiciaire."

Art. 263. Dans l'article 31, § 1^{er}, alinéa 3, du même Code, les mots "tribunal de première instance" sont remplacés par les mots "tribunal de la famille".

Art. 264. À l'article 69 des lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées le 19 décembre 1939, modifié en dernier lieu par la loi du 30 décembre 2009, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1^{er}, alinéa 5, la dernière phrase est remplacée par ce qui suit:

"Lorsque les parents ne s'accordent pas sur l'attribution des allocations familiales et qu'ils sont séparés ou en instance de séparation, ils peuvent demander au tribunal de la famille de désigner l'attributaire et ce, dans l'intérêt de l'enfant. Lorsqu'il est saisi d'une telle demande, le tribunal de la famille peut décider, soit de désigner un seul allocataire, soit que les allocations familiales seront en tout ou en partie rétrocédées par un parent à l'autre.

Cette décision produit ses effets le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel elle a été notifiée à l'organisme d'allocations familiales compétent";

2° le § 3 est remplacé par ce qui suit:

"§ 3. Si l'intérêt de l'enfant l'exige, le père, la mère, l'adoptant, le tuteur officieux, le tuteur, le curateur ou l'attributaire peut faire opposition au paiement à la personne visée aux § 1^{er}, 2 ou 2bis,

Art. 256. In artikel 5 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord "vrederechter" vervangen door het woord "familierechtbank";

2° in het tweede lid worden de woorden "vrederechter van het kanton waar" vervangen door de woorden "familierechtbank van het gerechtelijk arrondissement waarin";

3° in het derde en vierde lid wordt het woord "vrederechter" telkens vervangen door het woord "rechtbank" en worden de woorden "zijn toestemming" vervangen door de woorden "haar toestemming".

Art. 257. In artikel 6 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord "vrederechter" vervangen door het woord "familierechtbank";

2° in het tweede lid worden de woorden "vrederechter van het kanton waar" vervangen door de woorden "familierechtbank van het gerechtelijk arrondissement waarin";

3° in het derde lid wordt het woord "vrederechter" vervangen door het woord "rechtbank" en worden de woorden "zijn toestemming" vervangen door de woorden "haar toestemming".

Art. 258. In artikel 8, tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden "vrederechter van het kanton waar" vervangen door de woorden "familierechtbank van het gerechtelijk arrondissement waarin".

Art. 259. In artikel 10, eerste lid, van dezelfde wet wordt het woord "vrederechter" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 260. In artikel 11 van de wet van 12 juli 1931 betrekking hebbende op zekere akten van den burgerlijke stand alsmede op de bevoegdheid der diplomatieke en consulaire ambtenaren in zake burgerlijke stand worden de woorden "rechtbank van eersten aanleg" telkens vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 261. In artikel 5, § 3, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit, hersteld bij de wet van 1 maart 2000, worden de woorden "rechtbank van eerste aanleg" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 262. In artikel 27 van het Wetboek van internationaal privaatrecht worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 wordt het vierde lid aangevuld met de volgende zin:

"Het beroep wordt ingesteld bij de familierechtbank indien de buitenlandse authentieke akte een bevoegdheid als bedoeld in artikel 572bis van het Gerechtelijk Wetboek betreft";

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met de volgende zin:

"De vordering tot verklaring van de uitvoerbaarheid van een buitenlandse authentieke akte wordt ingesteld bij de familierechtbank indien deze akte een bevoegdheid als bedoeld in artikel 572bis van het Gerechtelijk Wetboek betreft."

Art. 263. In artikel 31, § 1, derde lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "rechtbank van eerste aanleg" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 264. In artikel 69, § 1, van de wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, gecoördineerd op 19 december 1939, laatst gewijzigd bij de wet van 3 december 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, vijfde lid, wordt de laatste zin vervangen door wat volgt:

"Wanneer de ouders, die gescheiden leven of van wie de scheiding hangende is, geen akkoord bereiken over de toewijzing van de kinderbijslag, kunnen zij de familierechtbank verzoeken de rechthebbende aan te wijzen, in het belang van het kind. Wanneer een dergelijk verzoek tot haar wordt gericht, kan de familierechtbank beslissen één rechthebbende aan te wijzen dan wel dat de kinderbijslag door een van de ouders geheel of gedeeltelijk zal worden doorgestort aan de andere ouder.

Deze beslissing heeft uitwerking vanaf de eerste dag van de maand die volgt op die waarin zij ter kennis werd gebracht aan de bevoegde instantie voor kinderbijslag";

2° § 3 wordt vervangen als volgt:

"§ 3. Zo de belangen van het kind dit vereisen, kan de vader, de moeder, de adoptant, de pleegvoogd, de voogd, de curator of de rechthebbende, overeenkomstig artikel 572bis, 14° en 15°, van het

conformément à l'article 572bis, 14° et 15°, du Code judiciaire ou en vertu de l'article 594, 8°, du même Code."

Art. 265. A l'article 44, § 1^{er}, 3° et 4°, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, les mots "le juge de paix" sont remplacés par les mots "le tribunal de la famille".

Art. 266. A l'article 8, 3°, de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande, les mots "juge de paix" sont remplacés par les mots "tribunal de la famille".

Art. 267. Dans l'article 4 de la loi du 15 mai 2012 relative à l'interdiction temporaire de résidence en cas de violence domestique, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "juge de paix du canton" sont remplacés par les mots "tribunal de la famille de l'arrondissement dans lequel est située la résidence concernée, sous réserve de l'article 629bis, § 1^{er}";

2° dans le § 1^{er}, alinéa 2, les mots "juge de paix" sont remplacés par les mots "tribunal de la famille";

3° dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots "juge de paix" sont remplacés par les mots "tribunal de la famille".

Art. 268. Dans l'article 5 de la même loi, les mots "juge de paix" sont chaque fois remplacés par les mots "tribunal de la famille".

CHAPITRE 7. — Dispositions transitoires et évaluation

Art. 269. Les causes pendantes au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi continueront d'être traitées par le tribunal ou la cour saisi.

Si une décision a été cassée par la Cour de cassation et qu'il y a lieu à renvoi dans une matière de la compétence des juridictions de la famille et de la jeunesse, l'affaire est renvoyée devant le tribunal de la famille et de la jeunesse. Dans les cas prévus au présent article, les dossiers sont transmis au greffier-chef de service du tribunal de la famille et de la jeunesse.

Art. 270. L'opposition contre les décisions rendues par le juge de paix, ou par le tribunal civil du tribunal de première instance dans les matières de la compétence des chambres de la famille des tribunaux de la famille et de la jeunesse, ou encore par le tribunal de la jeunesse dans les matières civiles, est formée devant le tribunal de la famille. Si l'opposition a été formée avant l'entrée en vigueur de la présente loi, l'article 263 est d'application.

Art. 271. Les mandats des juges au tribunal de la jeunesse et des juges d'appel de la jeunesse désignés au moment de l'entrée en vigueur du présent article sont d'office respectivement transformés en des mandats de juge au tribunal de la famille et de la jeunesse et des mandats de juge d'appel de la famille et de la jeunesse.

Art. 272. Les magistrats du tribunal de la famille et de la jeunesse qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, exercent des fonctions au sein de ces juridictions depuis au moins trois ans ou qui ont obtenu le brevet de juge de la jeunesse sont dispensés de la formation initiale prévue à l'article 259sexies du Code judiciaire.

Ils doivent, cependant, suivre les formations continuées. Les autres magistrats prouvent, dans l'année de l'entrée en vigueur de la loi, qu'ils ont satisfait aux exigences de formation définies dans par l'Institut de formation judiciaire.

Art. 273. L'application de la présente loi sera évaluée par le ministre de la Justice et le ministre ayant les Familles dans ses attributions au cours de la sixième année suivant celle de son entrée en vigueur. A cet égard seront examinés, en particulier, le fonctionnement et la charge de travail du tribunal de la famille et le fonctionnement des chambres de règlement à l'amiable.

Le ministre ayant les Familles dans ses attributions transmettra le rapport de cette évaluation aux Chambres législatives au plus tard le 30 juin de la septième année suivant celle de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Gerechtigd Wetboek, of krachtens artikel 594, 8°, van hetzelfde Wetboek, verzet doen tegen de betaling aan de persoon bedoeld in § 1, 2 of 2bis."

Art. 265. In artikel 44, § 1, 3° en 4°, van de wet van 27 juni 1969, tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders herziend wordt het woord "vrederechter" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 266. In artikel 8, 3° van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij, wordt het woord "vrederechter" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 267. In artikel 4 van de wet van 15 mei 2012 betreffende het tijdelijk huisverbod in geval van huiselijk geweld worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "vrederechter van het kanton" vervangen door de woorden "familierechtbank van het arrondissement waarin de betrokken verblijfplaats gelegen is, onverminderd artikel 629bis, § 1°;

2° in § 1, tweede lid, wordt het woord "vrederechter" vervangen door het woord "familierechtbank";

3° in § 2, eerste lid, wordt het woord "vrederechter" vervangen door het woord "familierechtbank".

Art. 268. In artikel 5 van dezelfde wet wordt het woord "vrederechter" telkens vervangen door het woord "familierechtbank".

HOOFDSTUK 7. — Overgangsbepalingen en evaluatie

Art. 269. De zaken die op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet hangende zijn, worden verder behandeld door de rechtbank of het Hof waarbij zij aanhangig zijn.

Indien een beslissing door het Hof van Cassatie is vernietigd en er reden is om de zaak te verwijzen, in een aangelegenheid die tot de bevoegdheid van de familie- en jeugdrechtbanken behoort, wordt de zaak naar de familie- en jeugdrechtbank verwezen. In de gevallen bedoeld in dit artikel worden de dossiers overgezonden aan de griffier-hoofd van dienst van de familie- en jeugdrechtbank.

Art. 270. Verzet tegen de beslissingen gewezen door de vrederechter of de burgerlijke rechtbank van de rechtbank van eerste aanleg in aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de familiekamers van de familie- en jeugdrechtbanken behoren, of nog door de jeugdrechtbank in burgerlijke aangelegenheden, wordt voor de familierechtbank gedaan. Is verzet gedaan vóór de inwerkingtreding van deze wet, dan vindt artikel 263 toepassing.

Art. 271. De mandaten van de rechters van de jeugdrechtbank en van de jeugdrechters in hoger beroep die zijn aangewezen op het tijdstip van de inwerkingtreding van dit artikel worden ambtshalve omgevormd tot mandaten van rechter van de familie- en jeugdrechtbank, respectievelijk familie- en jeugderechter in hoger beroep.

Art. 272. De magistraten van de familie- en jeugdrechtbank die, op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet, minstens drie jaar een ambt uitoefenen in deze rechtscolleges of die het brevet van jeugderechter hebben behaald, worden vrijgesteld van de basisopleiding als bedoeld in artikel 259sexies van het Gerechtelijk Wetboek.

Zij moeten echter de voortgezette opleidingen volgen. De andere magistraten bewijzen binnen een jaar nadat de wet in werking is getreden dat zij voldaan hebben aan de door het Instituut voor gerechtelijke opleiding vastgestelde vereisten inzake opleiding.

Art. 273. De toepassing van deze wet wordt geëvalueerd door de minister van Justitie en de minister bevoegd voor de Gezinnen in het zesde jaar na dat van de inwerkingtreding ervan. In het bijzonder worden daarbij de werking en de werklust van de familierechtbank en de werking van de opgerichte kamers voor minnelijke schikking onderzocht.

Het verslag van deze evaluatie wordt door de minister bevoegd voor de Gezinnen overgezonden aan de wetgevende Kamers uiterlijk op 30 juni van het zevende jaar na dat van de inwerkingtreding van deze wet.

CHAPITRE 8. — *Entrée en vigueur*

Art. 274. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} septembre 2014.

Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er}.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur Belge*.

Donné à Bruxelles, le 30 juillet 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

—————
Note

Documents de la Chambre des représentants :

53-682 -2010/2011 :

No 1 : Proposition de loi de M. Brotcorne et consorts.

Nos 2 à 5 : Addenda.

No 6 : Avis du Conseil d'État.

Nos 7 à 14 : Amendements.

No 15 : Rapport.

No 16 : Texte adopté par la commission.

No 17 : Amendements.

No 18 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 19 et 20 juillet 2011.

Documents du Sénat :

5-1189 -2010/2011 :

No 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.

5-1189 -2011/2012 :

No 2 : Amendements.

5-1189 -2012/2013 :

Nos 3 à 6 : Amendements.

No 7 : Rapport.

No 8 : Texte amendé par la commission.

No 9 : Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants.

No 10 : Annexe.

Annales du Sénat : 20 juin 2013.

Documents de la Chambre des représentants :

53-682 -2012/2013 :

No 19 : Projet amendé par le Sénat.

No 20 : Amendements.

No 21 : Rapport.

No 22 : Texte adopté par la commission.

No 23 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 17 juillet 2013.

Documents du Sénat :

5-1189 -2012/2013 :

No 11 : Texte amendé à la Chambre des représentants et renvoyé au Sénat.

No 12 : Rapport.

No 13 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Annales du Sénat : 18 juillet 2013.

HOOFDSTUK 8. — *Inwerkingtreding*

Art. 274. Deze wet treedt in werking op 1 september 2014.

De Koning kan een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 30 juli 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

—————
Nota

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

53-682-2010/2011 :

Nr. 1 : Wetsvoorstel van de heer Brotcorne c.s.

Nrs. 2 tot 5 : Addenda.

Nr. 6 : Advies van de Raad van State.

Nrs. 7 tot 14 : Amendementen.

Nr. 15 : Verslag.

Nr. 16 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 17 : Amendementen.

Nr. 18 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal Verslag : 19 en 20 juli 2011.

Stukken van de Senaat :

5-1189 -2010/2011 :

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

5-1189 -2011/2012 :

Nr. 2 : Amendementen.

5-1189 -2012/2013 :

Nrs. 3 tot 6 : Amendementen.

Nr. 7 : Verslag.

Nr. 8 : Tekst geamendeerd door de commissie.

Nr. 9 : Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 10 : Bijlage.

Handelingen van de Senaat : 20 juni 2013.

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

53-682 -2012/2013 :

Nr. 19 : Ontwerp geamendeerd door de Senaat.

Nr. 20 : Amendementen.

Nr. 21 : Verslag.

Nr. 22 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 23 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal Verslag : 17 juli 2013.

Stukken van de Senaat :

5-1189 -2012/2013 :

Nr. 11 : Tekst geamendeerd in de Kamer van volksvertegenwoordigers en teruggezonden aan de Senaat.

Nr. 12 : Verslag.

Nr. 13 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Handelingen van de Senaat : 18 juli 2013.